

Concept romand de scolarisation des élèves¹ sourds et malentendants – Projet OPERA

Troisième rapport

HEPL, Av. de Cour 33, 1014 Lausanne

Fondation Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS), Maison des cantons,
Speichergasse 6, 3000 Berne 7

¹ Au départ, le concept était intitulé "Concept de scolarisation des enfants sourds et malentendants" : il est devenu "Concept de scolarisation des élèves sourds et malentendants" en septembre 2004 avec le rapport de l'équipe de projet OPERA.

Sommaire

Remerciements	3
----------------------------	----------

Introduction.....	4
--------------------------	----------

Première partie : présentation synthétique des travaux

1 Disponibilité et financement des prestations dans les cantons (CSPS).....	6
1.1 Disponibilité des prestations.....	6
1.2 Financement des prestations.....	7
1.3 Organismes privés	7
2 Suivi des élèves scolarisés hors du canton de domicile (CSPS).....	8
3 Revue de la littérature (HEPL).....	8
4 Résultats et analyses des données de l'Observatoire (HEPL).....	8
4.1 Caractéristiques de la population recensée	9
4.2 La scolarité des élèves.....	11
4.3 Les modes de communication	11
4.4 Les mesures d'intégration dans l'école ordinaire	12
4.5 Prestations offertes liées à la surdité	13
5 Le réseau d'échanges et l'organisation des prestations d'information (HEPL).....	14
5.1 Etude en vue de la création d'une plateforme électronique pour un réseau de ressources en surdité	14
6 Perspectives de développement et proposition	15
6.1 Vers une étude longitudinale	15
6.2 Développement du rôle des écoles spécialisées et des écoles ordinaires intégrantes.....	16
6.3 Aspects pédagogiques et didactiques.....	16
6.4 Veille en lien avec la RPT.....	16
6.5 Ouverture.....	17

Deuxième partie : présentation détaillée des résultats

1 Disponibilité et financement des prestations dans les cantons (CSPS).....	19
1.1 Généralités	19
1.2 Liste des prestations disponibles en matière de formation et d'éducation des enfants sourds ou malentendants en Suisse latine.....	22
1.3 Financement des prestations pour les enfants et les jeunes sourds ou malentendants	26
1.4 Prestations fournies par les organismes privés	39
2 Suivi des élèves scolarisés hors du canton de domicile (CSPS).....	42
2.1 Elèves scolarisés dans un canton différent de leur canton de domicile	42
2.2 Parcours des élèves scolarisés dans un canton différent de leur canton de domicile	43
3 Revue de la littérature (HEPL).....	45
3.1 Rappel de quelques données statistiques.....	46
3.2 Le cas du Québec.....	46
3.3 La scolarisation bilingue en France	50
3.4 L'intégration vue au travers de quelques textes allemands.....	51

4	Résultats et analyses des données de l'Observatoire (HEP - Vaud)	53
4.1	Caractéristiques de la population recensée	55
4.2	La scolarité des élèves	63
4.3	Les mesures d'intégration dans l'école ordinaire	70
4.4	Prestations offertes liées à la surdité	75
4.5	En guise de conclusion	84
5	Réseau-Ressources en Surdit�� (HEPL)	85
5.1	Rappel des deux phases pr��c��dentes	85
5.2	Troisi��me phase : Rep��rage et consultation des partenaires sur les objets de la plateforme	85

Bibliographie et autres r  f  rences

1	Ouvrages cit��s	97
2	Autres r��f��rences	98

Remerciements

Nous tenons en particulier à remercier les responsables cantonaux et leurs délégués pour la bienveillance et la gentillesse qu'ils ont manifestées lors de nos nombreuses demandes de renseignements supplémentaires. Sans eux et sans les rectificatifs que nous avons dû insérer dans la base de données, cet observatoire ne pourrait avoir vu le jour.

Nous tenons aussi à remercier les différents collaborateurs et collaboratrices au projet. Ils ont œuvré souvent dans l'ombre ou à la lueur d'un écran.

Introduction

Le document ci-dessous constitue le troisième rapport du projet OPERA et rend compte de l'état des travaux menés dans le cadre des mandats octroyés par la Conférence Inter cantonale de l'Instruction Publique (CIIP) au Centre Suisse de Pédagogie Spécialisée (CSPS) et à la HEP-Lausanne (HEPL). Dans la perspective de favoriser sa diffusion et de faciliter l'accès aux résultats, les mandataires ont rassemblé ici les différents travaux qu'ils ont menés durant l'année 2009. Le présent rapport est constitué de deux parties. La première comprend la synthèse des travaux et de leurs résultats et la comparaison avec les données recueillies en 2008. La deuxième partie consiste en une présentation détaillée des résultats obtenus en 2009. Les mandataires ont pris en charge les parties dont ils se sont vus confier l'étude. Ainsi le CSPS s'est occupé des points 1 et 2 et en a rédigé les analyses. Les points 3 à 7 ont été écrits par la HEPL. Le dernier point est le fruit d'une réflexion commune des deux responsables des mandats.

Première partie :
présentation synthétique des travaux

1 Disponibilité et financement des prestations dans les cantons (CSPS)

Pour le présent rapport, le CSPS s'est concentré sur les prestations disponibles pour les enfants et les jeunes sourds ou malentendants de 0 à 20 ans et leur financement pour l'année scolaire 2007-2008.

Le CSPS s'est basé sur les données récoltées par le biais du questionnaire «Prestations disponibles dans les cantons, 2007-2008 », rempli par les répondants cantonaux. Les prestations disponibles dans les cantons ont été regroupées en cinq catégories selon qu'elles sont destinées à l'enfant et au jeune sourd ou malentendant ou à son entourage, et qu'elles sont ambulatoires ou centralisées.

Les données ont été présentées sous forme de tableaux mettant en évidence à la fois les différences entre cantons et les différences entre l'année 2006-2007 et 2007-2008.

1.1 Disponibilité des prestations

En ce qui concerne les prestations ambulatoires, elles sont sensiblement les mêmes dans tous les cantons. On note toutefois quelques différences, comme l'absence de médiations par le LPC² au TI, de l'appui au secondaire 2 au VS, ou encore du transport de l'enfant et du jeune de son domicile à son lieu de thérapie à GE.

Pour les prestations centralisées, en revanche, le paysage entre cantons diffère davantage, selon l'existence ou non d'écoles ou de classes spécialisées en matière de surdité dans le canton (ces dernières sont par exemple totalement absentes dans les cantons du JU et de NE).

Les prestations disponibles pour l'entourage des enfants et jeunes sourds et malentendants, quant à elles, varient au niveau de la disponibilité des cours de LPC/LSF³. Ces variations sont dépendantes de la demande, sauf au TI où le LPC n'est pas du tout utilisé.

Les changements entre les deux années sont rares et concernent uniquement trois prestations centralisées. Dans le canton de VD, la politique intégrative poursuivie a amené sa structure spécialisée en matière de surdité (ECES⁴) à fermer sa classe enfantine ainsi que son internat. Le dernier changement concerne les mesures de médiation par le LPC dans le canton de GE. Cette prestation n'est plus mentionnée en 2007-2008, vraisemblablement parce qu'elle n'est pas utilisée.

² Langage parlé complété

³ Langue des signes française

⁴ Ecole cantonale pour enfants sourds

1.2 *Financement des prestations*

Si, en 2006-2007, les sources de financement étaient souvent multiples, l'entrée en vigueur de la RPT en a grandement diminué le nombre.

Un certain nombre de prestations auparavant financées en partie par l'AI sont passées aux mains des cantons (abrogation des art. 19 et 73 LAI). Il s'agit essentiellement des prestations liées au domaine préscolaire dans l'enseignement obligatoire ainsi qu'aux prises en charge thérapeutiques (logopédie, psychomotricité, éducation précoce).

D'autres prestations restent financées par l'AI (art. 15, 16 et 74 LAI et art. 9 OMAI). Il s'agit de l'orientation professionnelle AI, des prestations d'appui au secondaire II et à la formation professionnelle, ainsi que des prestations liées au LPC/LSF (mesures de médiation, cours LPC/LSF pour la famille, les enseignant-e-s ordinaires et les camarades de la classe intégrante).

1.3 *Organismes privés*

Le CSPA a pris contact avec les organismes privés en lien avec la surdité que sont la Fédération suisse des sourds (FSS), Procom et la Fondation A Cappella. Il a remis à jour la disponibilité et le financement de leurs prestations en lien avec la langue des signes française ou italienne (LSF/LSI⁵) et le langage parlé complété (LPC).

Par ailleurs, dans le cadre de ses contacts avec les répondants cantonaux et les organismes privés, le CSPA tient à jour la liste des adresses des différents interlocuteurs (disponible auprès du CSPA).

De plus, le travail de veille de cette année auprès des associations de thérapeutes, de l'Association Romande des Logopédistes Diplômés (ARLD) ainsi que de l'Association Suisse des Thérapeutes en Psychomotricité (ASTP) a indiqué qu'il n'était pas possible, à l'heure actuelle, de statuer sur les incidences de la RPT.

⁵ Langue des signes italienne

2 Suivi des élèves scolarisés hors du canton de domicile (CSPS)

Le CSPS a pu établir une liste «anonymisée» des élèves scolarisés dans un canton différent de leur canton de domicile. Ce travail a été fait à l'aide des données du questionnaire «Fiche n°2 de l'élève / année scolaire 07-08 » rempli par les répondants cantonaux.

Sur le total de 288 élèves recensés pour l'année 2007-2008, on compte 20 élèves sourds et malentendants scolarisés dans un canton différent de leur canton de domicile, dont 10 dans une école spécialisée en matière de surdité. 7 autres élèves suivent une école professionnelle, 1 élève est scolarisé dans une école spéciale, 1 autre dans une classe enfantine ordinaire et 1 élève participe uniquement à un regroupement (un jour toutes les cinq semaines).

3 Revue de la littérature (HEPL)

Cette année, en plus de quelques données concernant le taux d'implantation cochléaire et de la problématique pédagogique que cette progression soulève dans divers écrits, nous avons consacré notre veille scientifique à détailler différents types d'organisations scolaires pour les enfants sourds et malentendants qui se déroulent au Québec, en France ou encore en pays germanophone. Nous avons ciblé en particulier des projets scolaires qui ont fait l'objet d'un suivi scientifique portant sur l'une ou l'autre des orientations phares que l'école préconise. Deux types de projets scolaires sont repérables : les projets de scolarisation dans des écoles spécifiques à la surdité et les projets inclusifs ou intégratifs. Ces mesures scolaires nécessitant une attention particulière, les écoles ou les classes font l'objet de suivis par des équipes de recherche qui s'intéressent non seulement à l'acquisition de la langue orale, de la langue gestuelle ou encore de la langue écrite, mais également aux facteurs socio-émotionnels liés à l'intégration. Ces derniers sont considérés par les auteurs comme l'une des composantes de base de la réussite scolaire. De plus, les quelques études germanophones lues portent également leur attention sur l'entourage de l'élève sourd intégré, à savoir ses pairs, ses enseignants et ses parents. Les mesures d'intégration sont dès lors montrées dans leur complexité et les différentes formes de suivi tendant à indiquer que les intégrations doivent être fortement accompagnées et ne permettent pas toujours d'améliorer la performance scolaire de l'élève. Les études menées au sein d'établissements spécifiques à la surdité se centrent sur l'acquisition de la langue écrite et/ou orale ainsi que sur la réussite scolaire de l'élève dans le domaine de la langue.

4 Résultats et analyses des données de l'Observatoire (HEPL)

L'objectif de mieux connaître la population des enfants sourds et malentendants vivant en Suisse romande a pu être maintenu pour l'année 2007-2008 ; malheureusement le Tessin n'a pas été en mesure de fournir les données nécessaires. Parmi les différentes questions, l'âge d'appareillage et le type de prothèse portée ont retenu notre attention.

Nous avons pour ce rapport mis l'accent sur l'analyse des prestations centralisées et ambulatoires. Nous avons ainsi croisé les prestations avec l'âge des élèves, afin de connaître l'évolution de l'octroi de la prestation durant la scolarité. Les prestations d'aide à la communication ainsi que le soutien scolaire spécialisé ont aussi été soumises à une analyse plus détaillée que l'année dernière.

Les renseignements concernant l'année 2007-2008 ont été récoltés grâce aux soins de différents délégués cantonaux. Cependant la difficulté d'obtenir des données complètes et fiables a une nouvelle fois ralenti la marche de nos travaux.

Toutefois nous possédons des données aussi complètes que possible sur les dimensions suivantes :

- les caractéristiques de l'élève
- la scolarité de l'élève
- les modes de communication
- les mesures d'intégration en classe ordinaire
- les prestations dont bénéficie l'élève

4.1 *Caractéristiques de la population recensée*⁶

La base de données 2007-2008 recense 288 enfants sourds et malentendants âgés de 1 à 20 ans. La répartition entre garçons et filles est presque identique à celle de l'année dernière, bien qu'elle tende encore plus à une équivalence entre les deux populations (49.5% de filles et 50.5% de garçons). La fluctuation cantonale de la population des enfants sourds et malentendants par rapport à l'ensemble de la population cantonale du même âge demeure relativement importante. Cette année l'écart entre les taux maximum et minimum d'enfants présentant un déficit auditif avoisine un taux de 0.13%. Dans un canton, le taux s'élève à 0.02% alors que dans un autre canton il culmine à 0.15%, taux que nous ne trouvons pas ailleurs. Cette très grande sensibilité aux différences cantonales est également perceptible dans la couverture des âges de la population répertoriée. En effet, la population recensée par les cantons ne couvre pas toujours les âges de 0-20 ans comme il était espéré et souhaité par le mandant. En effet, les enfants sourds et malentendants de 0 à 3 ans manquent à l'appel dans trois cantons (cf. Partie II, Figure 4).

Nos données montrent grosso modo avec un report d'une année la même distribution par âge que l'an dernier. La population des jeunes enfants sourds et malentendants semble toutefois être mieux recensée, mais reste cependant inférieure au taux attendu. Il en va de même pour les jeunes âgés de 16 ans et plus. L'explication de cette fluctuation à des âges précis est à corrélérer avec le dépistage et l'apparition de surdité pré- et périlinguale ainsi qu'avec la difficulté de suivre la population scolaire dans le post-obligatoire, en l'absence de prestations offertes.

62.3% de cette cohorte d'élèves est de nationalité suisse et 18.9% provient de l'espace Schengen (deux tiers sont des élèves de nationalité portugaise et un tiers sont des élèves d'autres nationalités). La langue maternelle déclarée est, pour 64.6% des élèves, le

⁶ Les données manquantes se situent autour d'une moyenne de 9.8% pour l'ensemble des douze items relevant de cette dimension (min = 0% et max = 36.8%)

français. Le portugais vient en deuxième place avec 11.3% et la Langue des Signes Française (LSF) suit avec 5.1% des élèves. Le bilinguisme LSF et langue majoritaire est rarement évoqué (1.4%), de même qu'un bilinguisme partageant deux langues à modalité orale⁷.

La population se répartit comme l'an dernier dans chaque type de surdité. Nous avons par ordre décroissant répertorié un taux légèrement plus important de surdité moyenne (31.3%) que l'année dernière, et un taux relativement similaire de surdité profonde (29.1%). Les surdités sévères et légères touchent respectivement 16.4% et 13.5% d'élèves recensés. Nous remarquons que parmi les enfants signalés, 6.2% présentent une audition normale sur une oreille et une surdité sévère ou profonde sur l'autre oreille. La surdité se définit en terme de perte en décibels, mais également en fonction du moment de son apparition. Les surdités congénitales qui représentent 68.4% de notre population est majoritaire, parmi lesquels 46.7% ont une perte de plus de 70 décibels. Ainsi au total, 92 enfants sur 288 (32%) n'ont donc pas eu accès à la perception de la voix humaine avant d'être appareillés.

Par rapport à l'année dernière, nous observons une diminution de 5% des appareillages prothétiques externes. 75% des enfants sourds et malentendants⁸ de la base de données 2007-2008 porte un appareil prothétique externe. Cette forme d'appareillage est posé chez les très jeunes élèves (21.6 %). A neuf ans, 94.6% des prothèses externes sont en place. Dans le cas des surdités congénitales, la prothèse auditive externe est posée avant 6 ans dans 63% des cas. Si pour ces élèves nous pouvons penser que la fréquentation des classes primaires est faite dans des conditions où la communication verbale est perçue, ceci signifie également que pour les 37% restant, la scolarisation en Suisse ou ailleurs n'a pu bénéficier de l'apport prothétique.

Nous retrouvons presque le même cas de figure pour les élèves sourds sévères ou profonds qui sont majoritairement appareillés avant l'âge de 6 ans. Toutefois, nous notons que lorsque l'appareillage est proposé aux élèves sourds profonds ou sévères après 6 ans (21 élèves dans ce cas), ces derniers souffrent de surdité congénitale ou prélinguale. Ils n'ont donc pas eu accès à la langue verbale avant l'entrée en classe primaire.

L'implant cochléaire, quant à lui, est un peu plus souvent répertorié que l'an dernier, mais reste peu fréquent dans la population. Posé uniquement chez des enfants qui souffrent d'une surdité sévère ou profonde, il n'est recensé que chez 49 enfants (19%)⁹.

⁷ Nous trouvons la mention bilinguisme LSF et langue majoritaire pour quatre élèves seulement, et celle de bilinguisme pour trois élèves.

⁸ Nous devons signaler que pour cet item, nous avons 8.3% de données manquantes.

⁹ La base de données de l'année précédente signalait un taux de 17.6% d'enfants et de jeunes implantés.

4.2 *La scolarité des élèves*

Pour cette dimension, les données sont recueillies à partir de six items qui se déclinent en plusieurs questions¹⁰. La fiabilité des données concernant le cursus scolaire (âge d'entrée dans les cycles, par exemple) de l'enfant est insuffisante pour exploiter de manière scientifique les réponses obtenues.

Les élèves à plein temps dans une seule structure sont nombreux à fréquenter l'école ordinaire. En effet, 147 élèves âgés de 4 à 20 ans sont scolarisés à plein temps dans l'école ordinaire, soit 53.4% de la population recensée, dont 3.6% sont inclus dans une structure relevant du secondaire 2. Les établissements et les classes spécifiques à la surdité accueillent à temps plein 9.5% des élèves ayant un déficit auditif. Il en va presque de même pour les établissements non spécifiques à la surdité (10.2%). L'enseignement professionnel ordinaire est peu représenté puisque nous n'avons pu dénombrer que 9 élèves (3.3%) qui en suivent les cours.

La répartition des élèves sourds et malentendants de Suisse romande qui fréquentent un établissement spécialisé spécifique ou non à la surdité montre une très nette tendance à l'intégration. En effet, seuls 23% de cette cohorte d'élèves sont assignés à plein temps dans un établissement spécifique à la surdité et 20.4% le sont dans un établissement non spécifique. Les scolarisations intégrantes qui favorisent la fréquentation de deux structures en parallèle sont suivies par 59 élèves (21.5%). La voie la plus familière consiste à être enclassé à la fois dans une école pour enfants sourds et malentendants et en école ordinaire (17.5%). Les autres formes d'intégration dans des établissements spécialisés par exemple sont plus rares.

Une répartition dans les différents cycles d'enseignement laisse entrevoir une répartition assez uniforme de la population dans les cycles scolaires du primaire, ainsi qu'un accroissement bien marqué au niveau du secondaire 1 par rapport à l'année dernière. En effet, un cinquième de notre population est scolarisé dans le secondaire 1 (22.2%).

4.3 *Les modes de communication*

La modalité de communication choisie soit par le milieu familial, soit par le système scolaire est dans ce chapitre mise sous la loupe. Dans le milieu familial, la modalité orale est majoritaire. En effet, nous avons 168 élèves dont les parents utilisent toujours le français oral/écrit comme modalité de communication. Cette communication orale est quelquefois établie en deux langues orales ou dans une autre langue que le français.

La dimension bilingue recoupe également les modalités gestuelle et orale chez 38 élèves. Ce choix du bilinguisme est proposé à vingt élèves de façon fréquente, et aux dix-huit autres l'exposition au bilinguisme semble moins soutenue.

¹⁰ Les données manquantes se situent autour d'une moyenne de 11% pour l'ensemble des items relevant de cette dimension (min = 4.5% et max = 27.4%)

La modalité orale peut être accompagnée d'aides plus visuelles afin de favoriser la communication. Ces aides passent soit par un système peu réglé, tels les mimes et les mimiques, soit par une aide qui fait appel à un code conventionnel et arbitraire (LPC ou français signé). L'entourage de l'enfant n'a pas recours de manière systématique aux différentes aides centrées sur une modalité gestuelle. En effet, les réponses sont très variées et propres à chaque individu. Nous ne parvenons pas à dégager une tendance nette d'une aide plus employée qu'une autre. Le LPC semble peu souvent proposé par les familles.

Les établissements scolaires ordinaires ou spécialisés recommandent quant à eux essentiellement les modalités orales et rarement le bilinguisme. En effet, le bilinguisme LSF et langue orale n'est souhaité que dans 29% des réponses, soit pour 50 cas répertoriés. Cette modalité est d'autant plus fréquente que l'élève est scolarisé à plein temps dans une école pour enfants sourds et malentendants. Une aide à la communication de type LPC est recommandée pour 15 % des élèves et semble d'autant plus utilisée que l'enfant fréquente un établissement ordinaire. La langue des signes recommandée plus spécifiquement aux élèves qui fréquentent un établissement ou une classe spécifique à la surdité. L'intégration scolaire a un effet sur le type de communication recommandée : en effet nos résultats montrent que lorsque l'enfant fréquente un établissement ou une classe spécifique à la surdité, la langue des signes peut lui être conseillée. Mais dès que l'élève rejoint le circuit ordinaire, à temps partagé ou complet, la langue orale est clairement constituée comme langue de communication et la langue des signes n'est dès lors plus recommandée.

4.4 Les mesures d'intégration dans l'école ordinaire

L'inventaire des situations d'intégration de la population sourde et malentendante dans l'école ordinaire s'est fait au moyen de six items.

En premier lieu, nous constatons que l'intégration complète est une pratique répandue en Suisse romande. En effet, 62% des élèves sont intégrés à plein temps dans l'école ordinaire. Les enfants sourds et malentendants non intégrés représentent 16.9% de notre population. Les intégrations partielles (19.2% en 2007-08), consistent principalement en une fréquentation d'un ou de deux jours. Ce taux légèrement plus bas que l'an dernier (21.1% en 2006-07) laisse supposer que l'intégration très partielle est moins recommandée.

Les intégrations dans l'école régulière peuvent s'accompagner de différentes mesures liées à la décision de renouvellement. Annuelle en règle générale, cette décision fait l'objet d'un procès verbal et est discutée ou du moins consignée par une équipe pluridisciplinaire. Dans deux cantons seulement les parents participent systématiquement à ce processus de décision, dans les autres ils sont largement consultés sauf dans un où leur participation n'est signalée que pour un peu plus de la moitié des cas. Par contre, la participation des enseignants spécialisés est fluctuante selon les cantons. Dans cinq cantons, ceux-ci sont parties prenantes de la décision d'intégration dans plus de 90% des cas, alors que dans un canton, leur participation se situe autour de 60%.

Dans le cadre de l'intégration, un cadre structurel est mis en place afin de favoriser la réussite de celle-ci. Dans la majorité des cas (quatre cas sur cinq), l'enseignant spécialisé

est appelé à collaborer avec l'enseignant ordinaire. Ce taux est supérieur à l'année dernière, toutefois il demeure des situations dans lesquelles l'enseignant intégrant ne reçoit point de soutien. Par ailleurs nous devons signaler également l'extrême variabilité horaire de l'intervention de l'enseignant spécialisé. Dans certains cas, l'intervention semble se réduire à moins de 15 minutes alors que dans d'autres, elle est de plus de douze heures. Les logopédistes constituent la ressource la plus souvent mise à disposition des enseignants. En effet pour plus de un enfant sur deux (54.4%) intégré en classe ordinaire, cette prestation semble exister. Par contre, les prestations que pourraient offrir les services psychologiques sont moins mis à contribution (21% des cas d'intégration).

Les autres ressources structurelles et institutionnelles de l'enseignant ordinaire comme des aides potentielles à l'intégration semblent pour cette année comme pour l'année dernière être stabilisées. Ainsi les codeurs LPC aussi bien que les interprètes en langue des signes sont peu évoqués dans ce cadre (respectivement 16% et 8%), mais leurs services interviennent dans le cadre des prestations offertes au élèves sourds et malentendants. Les allègements horaires sont inexistantes (3.6%), et les formations ou informations concernant la surdité dans le cadre de formation continue sont offertes à presque un enseignant intégrant sur deux.

4.5 Prestations offertes liées à la surdité

Dans cette cinquième partie¹¹, les prestations ambulatoires et les prestations centralisées sont interrogées. Nos analyses nous conduisent dans un premier temps à souligner l'importance de la prestation "logopédie" auprès de cette population. En effet, offerte sous forme ambulatoire ou centralisée, la logopédie est la prestation la plus répandue et couvre les enfants très jeunes et les enfants en âge de scolarité.

Parmi les formes de prestations ambulatoires les plus répandues, le soutien pédagogique spécialisé vient en première place. Dispensé à environ six enfants sur dix (59.7%) en âge de scolarité obligatoire, il est plus fréquemment dispensé que la logopédie qui est offerte comme prestation centralisée à quasi un enfant sur deux (45.4%). Ce dernier taux semble légèrement inférieur à celui de l'année dernière. Les prestations en soutien pédagogique spécialisé ne sont pas équivalentes d'un canton à l'autre puisque l'offre peut quadrupler selon le canton.

Quant aux autres prestations (conseils et soutien psychologique ; mesures de médiation LPC ou de langue des signes, psychomotricité ; prise en charge des frais de transport) plus faiblement dispensées, nous obtenons des résultats très similaires à ceux de l'année dernière. Dans ces viennent ensuite, le LPC semble être l'une des prestations ambulatoires les plus offertes, notamment aux élèves scolarisés à plein temps en écoles ordinaires ou en écoles professionnelles.

Les prestations centralisées liées à la dimension socio-éducative sont peu utilisées. Les prestations thérapeutiques relevant d'aides à la communication sous forme de LPC ou de langue des signes sont offertes comme prestations centralisées à respectivement 4.2% et

¹¹ Les données manquantes se situent autour d'une moyenne de 16.5% pour l'ensemble des items relevant de cette dimension (min = 14.2% et max = 21.5%).

17.8 % de la population recensée et le nombre d'heures dont les élèves bénéficient est variable, mais en moyenne reste faible. De la dimension scolaire et pédagogique, nous retenons que le jardin d'éveil est une prestation offerte par un seul canton et dont cinq enfants bénéficient, et que le jardin d'enfants spécialisé présent dans deux cantons est fréquenté par 18 enfants, dont 10 ont entre 2 et 4 ans, les autres étant plus jeunes ou plus âgés. Ainsi cette structure scolaire est offerte à 50% de la population des 2-4 ans. Quant aux classes enfantines spécialisées, elles ne s'adressent pas seulement aux élèves âgés de 4 et 5 ans, mais également des enfants plus âgés. Présentes dans trois cantons, ces classes accueillent un petit nombre d'élèves sourds et malentendants (n=13).

Présentes dans tous les cantons, les classes d'enseignement primaire ou secondaire spécialisées sont fréquentées par 42 élèves au total, dont 8 le sont au niveau secondaire. Les fluctuations observées par rapport à l'année dernière sont dues à la répartition de la population.

5 Le réseau d'échanges et l'organisation des prestations d'information (HEPL)

5.1 Etude en vue de la création d'une plateforme électronique pour un réseau de ressources en surdité

Cette année 2009 nous a conduits à poursuivre notre questionnement à propos des objets de la plateforme. Nous avons ainsi demandé à nos partenaires du Cercle ¹² de prioriser les objets définissant le contenu de la plateforme, objets présentés selon quatre axes: le genre de ressources, les domaines (ou champ d'activités), les prestations qu'il serait nécessaire de fournir, la dynamique de la plateforme et du réseau surdité. Les ressources didactiques et les ressources dynamiques permettant d'avoir à disposition un calendrier des événements concernant la surdité sont plébiscitées de façon homogène par les cantons. Les ressources pédagogiques ou pédaگو-thérapeutiques, et l'idée d'avoir une vitrine des différents articles scientifiques retient certes l'attention mais de manière moins homogène. Les résultats obtenus à propos des prestations «Forums » et «Réponses aux internautes» s'avèrent très contrastés et sont étayés par les réponses obtenues dans l'axe dynamique. En effet, les «contacts présentiels», l'organisation de rencontres, réunissent moins d'avis favorables. Ainsi le concept de la plateforme paraît être celui d'un site relativement statique.

Il ressort de cette consultation que la plateforme devrait permettre la circulation d'informations et de connaissances, autour de l'enseignement et des apprentissages, du langage et de la communication, des apports médicaux et de la réadaptation fonctionnelle, des mesures thérapeutiques et pédaگو-thérapeutiques, enfin du social et de l'insertion.

La deuxième consultation s'est organisée autour des domaines d'activités plutôt qu'autour des cantons. A cette fin, nous avons également demandé à nos partenaires cantonaux de nommer les différents professionnels intervenant en réseau auprès de leurs

¹² Le Cercle 1 est composé des directions, responsables, ou représentants de chaque canton en pratique directe sur le terrain de l'enseignement auprès d'enfants sourds et malentendants.

élèves, ceci pour constituer nos Cercles 2¹³ et 3¹⁴ faisant l'objet de notre deuxième consultation. L'objectif de cette consultation était de cerner l'intérêt que pouvaient porter les professionnels de différents domaines à la création de cette plateforme, de connaître leur avis sur l'utilité des objets proposés et de repérer s'ils seraient favorables, sur le principe, à être partenaires de cette plateforme en offrant certaines prestations et ressources.

Les résultats que nous déclinons sont basés sur 27 réponses exploitables. Si le retour des questionnaires envoyés fut relativement faible (34 % de retour), il faut signaler cependant que plusieurs professionnels, ciblés individuellement, ont fourni des réponses en commun et qu'un canton a signalé avoir un nombre restreint de spécialistes liés à ce domaine. L'analyse des réponses indique que le projet de création d'une Plateforme Surdité paraît intéressant, voire indispensable à la majorité. Le domaine «Enseignement et apprentissage» paraît le plus utile pour les acteurs des Cercles 2 et 3, alors que le domaine du «langage» est prioritaire pour les professionnels de l'enseignement du Cercle 1. Si le domaine «médical » vient en 3ème position pour ces derniers, il ne vient qu'en 6ème position pour ceux des cercles 2 et 3. Ces éléments confortent la supposition que chaque domaine souhaite trouver de la matière dans d'autres domaines que le sien.

Les prestations «services d'annonces», «ressources pédagogiques», «calendrier des rencontres», «état de la recherche», ont la faveur principale de tous les partenaires. Viennent ensuite les prestations «mémoires et thèses», et «liens avec les sites connexes». Quant aux prestations de type interactif, telles que «forums», «dépôts d'articles» et «réponses aux internautes», elles sont jugées un peu moins utiles, et restent à interpréter en fonction des avis très contrastés des partenaires cantonaux du cercle 1. La question des partenariats obtient une réponse favorable principalement au niveau des prestations «Annonces et réseaux» «Ressources documentaires et pédagogiques», ainsi qu'au niveau de ressources «didactiques» ou «pédagogiques». Il est à noter que l'offre de partenariat pour la prestation «forums d'échanges» est assez importante, bien que l'utilité de celle-ci ne soit pas déclarée être la plus prioritaire.

En conclusion, les différentes consultations menées incitent à la création d'une plateforme dont les prestations semblent actuellement déjà relativement bien définies. Toutefois la vision de la plateforme, son contenu et ses buts, doivent être mis en discussion et arrêtés avant et afin de proposer l'axe du travail suivant.

6 Perspectives de développement et proposition

6.1 Vers une étude longitudinale

Ce premier mandat (2007-2009) a permis de jeter les bases d'une étude longitudinale concernant la scolarisation et les prestations offertes en Suisse romande et au Tessin des enfants sourds et malentendants. Les résultats obtenus à ce jour offrent un bilan relativement complet des caractéristiques des élèves connus des services de

¹³ Le Cercle 2 est composé des spécialistes, des mesures pédago-thérapeutiques, du milieu médical, de la réadaptation fonctionnelle, et du secteur social.

¹⁴ Le Cercle 3 est composé de certains secteurs universitaires et de la formation professionnelle supérieure pouvant avoir à traiter de la surdité.

l'enseignement spécialisé, des orientations scolaires choisies pour ces élèves et des prestations dont ils bénéficient.

Un prolongement de cet observatoire permettra de rendre compte de l'impact de la RPT sur l'offre et le financement des prestations octroyées par les cantons. De plus, au vu de l'évolution du recensement, nous espérons également obtenir plus de renseignements concernant les jeunes enfants et l'éducation précoce spécialisée, ainsi que sur les jeunes en formation professionnelle.

6.2 Développement du rôle des écoles spécialisées et des écoles ordinaires intégrantes

Comme mentionné dans le deuxième rapport intermédiaire, le prolongement d'une telle étude conserve un sens d'autant plus crucial que les politiques scolaires s'harmonisent ou tendent à le faire et que la politique intégrative voire inclusive est manifeste. Cerner les mouvements d'intégration et les difficultés inhérentes à celle-ci et comprendre les besoins pédagogiques des élèves et les modifications nécessaires des structures scolaires et éducatives semblent inévitables. Cette étude des processus intégratifs pourrait constituer un des thèmes centraux de l'Observatoire.

Par ailleurs le retard scolaire manifeste et constant d'une partie des élèves sourds et malentendants est un point sensible, qu'il serait bon d'approfondir. Les données à recueillir devraient permettre de dégager les raisons de cet état de fait et de les mettre en lien avec les modèles scolaires et avec les prestations offertes.

6.3 Aspects pédagogiques et didactiques

L'Observatoire pourrait également servir de base à une réflexion pédagogique et didactique. A l'heure actuelle, aussi bien la veille scientifique que les demandes du réseau concerné par l'éducation des enfants et jeunes sourds et malentendants indiquent la nécessité de pouvoir mieux cerner les aspects pédagogiques et didactiques nécessaires aux enseignants spécialisés et ordinaires. Les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir pourraient se décliner sous la forme d'une plateforme électronique et d'études ciblées sur ces aspects. Ainsi il serait envisageable de prendre en compte les enseignants qui accompagnent les élèves sourds et malentendants afin de déterminer leurs besoins et difficultés.

6.4 Veille en lien avec la RPT

L'année 2010 sera une année charnière pour les cantons qui se préparent pour l'application de l'accord intercantonal de pédagogie spécialisée. Dans ce cadre-là, il sera intéressant de voir, pour la population qui concerne l'Observatoire, d'une part l'évolution des dispositions particulières et d'autre part, l'impact sur les prestations la concernant. De plus, il s'agira d'être attentif à ce que les élèves qui changeront de canton puissent bénéficier de prestations équivalentes dans leur nouveau canton de scolarité.

6.5 Ouverture

D'autres pistes ou recherches pourraient se greffer au projet en fonction de besoins futurs exprimés par les différents partenaires concernés par l'éducation, la scolarisation et la formation des enfants et des jeunes sourds et malentendants. Comme mentionné l'année dernière, d'autres approches épistémologiques¹⁵ en lien avec la surdité pourraient permettre un éclairage autre sur la problématique de ces enfants et de ces jeunes.

¹⁵ Par exemple, une approche sociologique des phénomènes liés à la scolarisation et à l'intégration des enfants sourds et malentendants.

Deuxième partie :
présentation détaillée des résultats

1 Disponibilité et financement des prestations dans les cantons (CSPS)

Les prestations dont il est question dans ce rapport sont les prestations en matière de formation et d'éducation des enfants et des jeunes sourds ou malentendants de 0 à 20 ans, disponibles dans les cantons latins participant au projet OPERA au cours de l'année scolaire 2007-2008.

Pour le rapport 2009, le CSPS s'est concentré sur la mise à jour des prestations disponibles dans les différents cantons latins suite à l'entrée en vigueur de la RPT d'une part, et sur les changements survenus au niveau du financement de ces prestations d'autre part. Les indications présentées dans ce chapitre proviennent des questionnaires «Prestations disponibles dans les cantons, 2007-2008» complétés par les répondants cantonaux.

Ce chapitre est divisé en quatre parties. La première présente les généralités liées à l'accompagnement des enfants et jeunes sourds ou malentendants. La deuxième présente la liste des prestations disponibles. La partie suivante aborde la question du financement pour chaque canton et la dernière apporte des précisions quant aux prestations fournies par les organismes privés.

1.1 Généralités

1.1.1 Bases juridiques

Dans tous les cantons étudiés, les bases juridiques concernant l'enseignement spécialisé s'appliquent également à la surdité et à la malentendance. Pour l'année 2007-2008, aucune nouvelle base légale pour l'enseignement spécialisé n'est apparue. Quelques changements au niveau des dispositions particulières sont à signaler. Les dispositions particulières à chaque canton sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : concepts et dispositions particulières en matière de scolarisation des enfants sourds ou malentendants durant l'année scolaire 2007-2008

Canton	Dispositions particulières en 2006-2007	Dispositions particulières en 2007-2008
FR	➤ Concept de soutien pédagogique spécialisé pour l'intégration des enfants sourds et malentendants approuvé par le DICS ¹⁶ et l'OFAS en 1999	➤ Pas de changements
GE	➤ Ecole bilingue LSF – français (Montbrillant) ➤ Deux types d'appui à l'intégration : aux élèves de Montbrillant ; aux élèves implantés non-inscrits à Montbrillant	➤ Pas de changements

¹⁶ Direction de l'Instruction publique, de la culture et du sport

Canton	Dispositions particulières en 2006-2007	Dispositions particulières en 2007-2008
JU	➤ Convention pour le soutien pédagogique spécialisé des enfants sourds et malentendants entre VD, JU et NE du 9 décembre 1996	➤ La convention n'est plus en vigueur. La question des enfants sourds et malentendants sera traitée dans le concept cantonal de pédagogie spécialisée.
NE	➤ Convention pour le soutien pédagogique spécialisé des enfants sourds et malentendants entre VD, JU et NE du 9 décembre 1996 ➤ Soutien pédagogique spécialisé pour les malentendants (SPSM), janvier 2007	➤ La convention n'est plus en vigueur.
VD	➤ Accord SAI ¹⁷ – ECES 2006	➤ Pas de changement
VS	➤ Concept et convention avec l'OFAS pour les mesures de conseils et d'encouragement en faveur des assurés sourds et malentendants – juillet 2004 ➤ Convention DECS ¹⁸ /VS avec la Fondation A Capella pour le financement des interventions LPC en VS, juin 2006	➤ Pas de changement
TI	➤ Pas de concepts ou de dispositions particulières concernant la scolarisation des élèves sourds et malentendants	➤ Pas de changement

1.1.2 Structures scolaires spécifiques à la surdité et à la malentendance

La récolte de données 2006-2007 avait fait ressortir la liste suivante de structures scolaires cantonales spécifiques à la surdité et à la malentendance :

- JU, NE : ne disposent pas de structure scolaire spécifique mais collaborent dans le cadre d'un regroupement dans le JU d'élèves sourds et malentendants utilisant la langue des signes (une fois toutes les cinq semaines).
- FR, GE, VD : disposent chacun d'une école spécialisée :
 - Institut St-Joseph, FR : jardin d'enfants, préscolaire, primaire, secondaire 1 et internat ;
 - Centre pour enfants sourds de Montbrillant (CESM), GE : scolaire et secondaire 1 ;
 - Ecole cantonale pour enfants sourds (ECES), VD : jardin d'enfant, primaire et secondaire 1 ;
- VS : dispose d'une classe spécialisée.

La récolte de données 2007-2008 ne fait pas ressortir de différences. Il faut cependant relever que si l'école du canton de VD est toujours en fonction, elle a diminué le nombre de ses prestations centralisées suite à une politique cantonale d'intégration (disparition de la classe enfantine et de l'internat).

¹⁷ Service d'aide à l'intégration d'A Capella

¹⁸ Département de l'éducation, de la culture et du sport

1.1.3 Développements dans l'accompagnement des enfants et jeunes sourds ou malentendants

Pour l'année scolaire 2007-2008, l'accompagnement des enfants et des jeunes sourds ou malentendants suit l'évolution suivante :

- FR : Le développement de l'institut St-Joseph en centre de compétence fait partie des travaux en cours dans le cadre de l'élaboration de l'accord intercantonal sur la pédagogie spécialisée. Par ailleurs, le souhait de développer un centre de ressources au niveau romand, avec développement de formations pour les collaborateurs, a été exprimé (aussi dans l'optique d'un partenariat avec l'école régulière) et suit son cours d'élaboration.
- GE : L'appui à l'intégration totale à l'école régulière pour des élèves ayant un implant cochléaire est toujours réalisé par le Centre pour enfants sourds de Montbrillant.
- VD : En raison d'une politique cantonale d'intégration, la classe enfantine et l'internat de l'ECES ont été fermés et une très forte proportion d'élèves sont suivis par l'ECES dans le cadre d'une intégration dans l'école ordinaire. Parallèlement, l'ECES se développe en centre de compétence en matière d'enseignement spécialisé.

1.1.4 Financement du transport des professionnels

Ce financement n'a subi aucune modification avec l'entrée en vigueur de la RPT. Les cantons continuent à prendre en charge cette prestation. Au TI, les frais de transports sont pris en charge uniquement pour les enseignants de soutien, pas pour les enseignants payés à l'heure. Si, avant 2008, le financement y était assuré par le canton et l'AI, le canton est seul responsable de ce financement depuis l'entrée en vigueur de la RPT.

1.1.5 Financement de la formation de certaines catégories de professionnels

Dans le cadre de la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), un certain nombre de difficultés au niveau du financement de la formation de certains professionnels (en lien avec la langue des signes et le LPC) avait surgi en 2008. Leur financement est remis en question depuis l'abrogation de l'art. 74 al.1, let. d de la LAI, en octobre 2006. Il reste des incertitudes à ce sujet. Si un Master en LSF est prévu pour 2010, la formation de Codeur-euse Interprète (C-I) reste en suspend. Les instances concernées sont à la recherche de solutions pour le financement.

1.1.6 Interprètes en langue des signes française (LSF) (Source UNIGE)

L'Ecole de traduction et d'interprétation (ETI) de l'université de GE a pu mettre en place, pour janvier 2010, une formation transitoire entre le Certificat de formation continue et le Master en interprétation de conférence prévu pour septembre 2010. Cette formation transitoire appelée «modules préparatoires au Master» s'adresse à des personnes qui maîtrisent déjà bien la langue des signes. Elle n'est pas obligatoire pour s'inscrire au

Master. La question du financement est encore à l'étude par les différentes instances de l'Université, du DIP et de la CIIP.

Le développement d'une formation de niveau Bachelor est elle aussi étudiée, car l'Unité d'interprétation de l'ETI ne dispense pas de formation à ce niveau. Le fait que l'Unité de traduction n'a pas encore adopté son projet de réforme de la filière Bachelor (BA) rend impossible le développement de la variante BA avec LSF. La proposition des modules préparatoires restera en vigueur jusqu'à la mise sur pied d'un BA.

1.1.7 Formation des codeurs-interprètes en langage parlé complété (LPC) (source : EESP)

Aucune solution n'a été trouvée à ce jour pour financer une nouvelle formation de C-I.

1.2 Liste des prestations disponibles en matière de formation et d'éducation des enfants sourds ou malentendants en Suisse latine

Les différentes prestations en matière de surdité et de malentendance disponibles en Suisse latine ont été regroupées dans les cinq catégories suivantes :

- les prestations **ambulatoires** à l'intention des enfants sourds ou malentendants,
- les prestations **centralisées** dans une école/classe spécialisée en matière de surdité à l'intention des enfants et des jeunes sourds ou malentendants,
- les prestations pour **la famille** des enfants sourds et malentendants,
- les prestations pour **les enseignants de classes ordinaires** accueillant des enfants sourds et malentendants,
- les prestations pour **les camarades de classes ordinaires** accueillant des enfants sourds et malentendants.

Chacune de ces 5 catégories de prestations est présentée sous forme de tableau indiquant la présence ou non des prestations concernées dans chacun des cantons. Il n'y a pas eu de nouvelles prestations en 2007-2008.

En ce qui concerne les prestations liées au LPC et à la LSF, des précisions se trouvent dans la partie «Prestations fournies par les organismes privés».

Aide à la lecture des tableaux :

- Les croix (X) indiquent que la prestation correspondante était disponible dans le canton en 2007-2008.
- L'absence de prestation est indiquée par un fond gris.
- La disparition d'une prestation en 2007-2008 est indiquée par le signe : Ø.

1.2.1 Prestations ambulatoires pour l'enfant et le jeune sourd ou malentendant

Tableau 2 : prestations ambulatoires pour l'enfant ou le jeune

Prestations ambulatoires	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Prise en charge d'enfants sourds ou malentendants dans le cadre d'un service éducatif itinérant individuel / guidance infantile (avant 6 ans)	X	X	X	X	X	X	X

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations ambulatoires	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Soutien pédagogique spécialisé (individuel ou en classe) pour les jeunes sourds ou malentendants	X	X	X	X	X	X	X
Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)	X	X	X			X	X
Mesures de médiation portant sur la communication : langue des signes française (LSF) ou LIS pour le TI	X	X	X	X	X	X	X
Logopédie	X	X	X	X	X	X	X
Psychomotricité	X	X	X	X	X	X	X
Conseil et soutien psychologique	X	X	X	X	X	X	X
Formation professionnelle : appui pour apprenti (16 à 20 ans)	X	X	X	X	X	X	
Secondaire II : appui (16 à 20 ans)	X	X	X	X	X	X	X
Transport de l'enfant/du jeune à son lieu de thérapie	X		X	X	X	X	X
Regroupement pour enfants sourds			X	X			
Orientation professionnelle AI			X			X	

La disponibilité des prestations ambulatoires dans les différents cantons n'a pas changé entre 2006-2007 et 2007-2008.

Remarques complémentaires :

- Le regroupement des élèves de JU et NE a lieu dans le JU.

1.2.2 Prestations centralisées pour l'enfant ou le jeune sourd ou malentendant

Tableau 3 : prestations centralisées pour l'enfant ou le jeune

Prestations centralisées	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Jardin d'éveil spécialisé (0-2 ans)						X	
Jardin d'enfants spécialisé (2-4 ans)	X					X	
Classe enfantine/préscolaire spécialisée	X	X			X	Ø	X
Classe d'enseignement spécialisé (de niveau primaire)	X	X			X	X	X
Classe d'enseignement spécialisé (de niveau secondaire I)	X	X				X	X
Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)		Ø				X	X
Mesures de médiation portant sur la communication : langue des signes française (LSF) ou LIS pour le TI	X	X			X	X	X
Logopédie (dispensée sur site)	X	X			X	X	X

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations centralisées	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Psychomotricité (dispensée sur site)	X	X			X	X	X
Conseil et soutien psychologique (dispensé sur site)	X	X				X	X
Orientation professionnelle	X	X			X	x	X
Regroupements pour enfants sourds		X			X		
Espace socio-éducatif pour jeunes sourds		X				X	
Internat	X				X	Ø	
Aide au diagnostic		X					
Transport de l'enfant/du jeune du domicile à l'école	X	X		X	X	X	X
Groupe thérapeutique préscolaire	X						

En ce qui concerne les prestations centralisées disponibles dans les différents cantons, les données 2007-2008 révèlent quelques changements par rapport à 2006-2007 :

- GE : les mesures de médiation LPC ne sont plus mentionnées par le répondant cantonal. Cette prestation est selon toute vraisemblance disponible mais pas utilisée, ce qui est le cas dans les autres cantons aussi, sauf au TI.
- VD : deux prestations centralisées ont été supprimées (la classe enfantine ainsi que l'internat ont été fermés).

1.2.3 Prestations pour la famille de l'enfant/du jeune sourd ou malentendant

Tableau 4 : prestations pour la famille

Prestations pour la famille	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Conseils dans le cadre d'un service éducatif itinérant individuel (avant 6 ans)	X	X	X	X	X	X	X
Cours de langage parlé complété (LPC)	X		X	X		X	X
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	X	X	X	X	X	X	X
Rencontres et conférences pour les parents						X	

La disponibilité des prestations pour la famille de l'enfant/du jeune sourd ou malentendant dans les différents cantons n'a pas changé entre 2006-2007 et 2007-2008.

- GE : les mesures de médiation LPC n'apparaissent pas. Cette prestation est selon toute vraisemblance disponible mais pas utilisée, ce qui n'est pas le cas au TI, où la prestation n'est pas disponible.
- Seul le canton de VD offre la prestation «rencontres et conférences pour les parents» par le biais de l'ECES. Dans les autres cantons, cette prestation existe vraisemblablement par le biais des organismes privés.

1.2.4 Prestations pour les enseignant-e-s de classes intégrantes

Tableau 5 : prestations pour les enseignant-e-s

Prestations pour les enseignant-e-s	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Conseils/informations sur l'accueil en classe d'un élève sourd ou malentendant	X	X	X	X	X	X	X
Séances du réseau pour le suivi des élèves sourds ou malentendants	X	X	X	X	X	X	X
Cours de langage parlé complété (LPC)	X		X			X	X
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	X	X	X	X	X	X	X

La disponibilité des prestations pour les enseignant-e-s de classes intégrantes dans les différents cantons n'a pas changé entre 2006-2007 et 2007-2008.

- GE : les mesures de médiation LPC n'apparaissent pas. Cette prestation est selon toute vraisemblance disponible mais pas utilisée. Cela s'applique aussi à NE, mais pas au TI.

1.2.5 Prestations pour les camarades de classe de l'élève intégré à l'école ordinaire

Tableau 6 : prestations pour les camarades de classe

Prestations pour les camarades	FR	GE	JU	NE	TI	VD	VS
Conseils/informations sur l'accueil en classe d'un élève sourd ou malentendant	X	X	X	X	X	X	X
Cours de langage parlé complété (LPC)	X		X			X	X
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	X	X	X		X		X

La disponibilité des prestations pour les camarades de classe de l'élève intégré à l'école ordinaire dans les différents cantons n'a pas changé entre 2006-2007 et 2007-2008.

- GE : les mesures de médiation LPC ne sont pas mentionnées mais sont vraisemblablement disponibles si nécessaire. Cela s'applique aussi à NE, mais pas au TI.
- En ce qui concerne la prestation «Cours de langue des signes (LSF ou LIS)», les répondants cantonaux ne la mentionnent pas pour les cantons de NE et VD. La FSS est à disposition pour fournir cette prestation, mais la participation financière de ces cantons doit être garantie.

1.3 *Financement des prestations pour les enfants et les jeunes sourds ou malentendants*

Les différentes prestations en matière de surdité et de malentendance disponibles en Suisse latine sont ici aussi regroupées selon les cinq catégories présentées au point 1.2.

Chacune des 5 cinq catégories de prestations est présentée sous forme d'un tableau indiquant les sources de financement pour l'année 06-07 ainsi que celles pour 07-08. Cette présentation permet de mettre en évidence les disparités cantonales d'une part, ainsi que les changements induits par l'entrée en vigueur de la RPT au 1er janvier 2008 d'autre part.

Pour plus de lisibilité, un surlignage gris a été utilisé lorsque l'AI contribue au financement d'une prestation. De ce fait, on distingue clairement :

- le passage du financement de certaines prestations (autrefois financées par le biais des articles 19 et 73 LAI, aujourd'hui abrogés) de l'AI aux cantons (case grise → case blanche),
- les prestations qui étaient et restent majoritairement financées par le canton (case blanche → case blanche),
- les prestations liées à des articles LAI toujours en vigueur et qui continuent à être prises en charge par l'AI (case grise → case grise). Ces prestations ainsi que les articles AI par le biais desquels elles sont financées sont à chaque fois présentés dans un tableau à part.

1.3.1 *Financement des prestations ambulatoires pour l'enfant ou le jeune sourd ou malentendant*

Tableau 7 : financement des prestations ambulatoires : comparaison 06-07 et 07-08

Prestations ambulatoires	06-07	07-08
Prise en charge d'enfants sourds ou malentendants dans le cadre d'un service �ducatif itin�rant individuel / guidance infantile (avant 6 ans)	FR : LAI art.19 et 73 / canton GE : LAI art.19 et 73 / communes / parents / assurances priv�es / dons du canton JU : LAI art.19 et 73 /canton NE : LAI art.19 et 73 / canton TI : LAI art.19 et 73 / canton VD : LAI art.19 et 73 / canton VS : LAI art.19 / canton	FR : canton GE : communes / parents / assurances priv�es / dons du canton JU : canton NE : canton TI : canton VD : canton / communes VS : canton

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations ambulatoires	06-07	07-08
Soutien pédagogique spécialisé (individuel ou en classe) pour les jeunes sourds ou malentendants	FR : LAI art.19 et 73 / canton / communes GE : LAI art.19 JU : LAI art.19 / canton NE : LAI art.19 et 73 / canton / communes TI : LAI art.19 et 73 / canton VD : LAI art.19 et 73 / canton VS : LAI art.19 / canton / communes	FR : canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton / communes TI : canton VD : canton / communes VS : canton / communes
Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)	FR : LAI art.16 / OMAI art. 7-9 / A Capella / canton si dépassement GE : LAI art.16 et 21 bis / OMAI art. 9 JU : LAI 16 et 21 bis / OMAI art. 9 / canton NE : x TI : x VD : LAI art.16 et 21 bis / OMAI art. 9 / Canton / A Capella VS : LAI art.16 et 21 bis / OMAI art. 9 / A Capella (convention)	FR : A Capella (OMAI art. 9) / canton / fonds privé A Capella GE : A Capella (OMAI art. 9) / canton / fonds privé A Capella JU : A Capella (OMAI art. 9) / canton / fonds privé A Capella NE : x TI : x VD : A Capella (OMAI art. 9) / canton et communes / fonds privé A Capella VS : A Capella (art 9 OMAI) / canton / fonds privé A Capella
Mesures de médiation portant sur la communication : langue des signes française (LSF) ou LIS pour le TI	FR : Procom (OMAI 9) / communes / canton si surplus GE : Procom (OMAI art. 9) JU : canton NE : Procom (OMAI art. 9) TI : CPA / LAI art. 16 / OMAI art.9 / canton VD : OMAI art. 9 / canton VS : (OMAI art. 9) / canton si dépassement	FR : Procom (art. 9 OMAI) / canton GE : Procom (art. 9 OMAI) JU : canton NE : Procom (art. 9 OMAI) TI : CPA / LAI art. 16 / OMAI art.9 / canton VD : AI / canton / communes VS : Procom (OMAI art. 9) / canton
Logopédie	FR : LAI art. 19 / canton / communes GE : LAI art. 19 / canton / parents si nécessaire JU : LAI art. 19 / canton NE : LAI art. 19 / canton / communes / parents si nécessaire TI : LAI art. 19 et 73 / canton VD : LAI art. 19 / canton VS : LAI art. 19 / canton	FR : Canton / communes GE : Canton / parents si nécessaire JU : Canton NE : Canton / communes / parents si nécessaire TI : Canton VD : Canton / communes VS : Canton

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations ambulatoires	06-07	07-08
Psychomotricité	FR : LAI art. 19 / canton / communes GE : LAI art. 19 / canton / parents si nécessaire JU : LAI art. 19 / canton NE : LAI art. 19 / canton / communes / parents si nécessaire TI : LAI art. 19 et 73 / canton VD : LAI art. 19 / canton VS : LAI art. 19 / canton	FR : canton / communes GE : canton / parents si nécessaire JU : canton NE : canton / communes / parents si nécessaire TI : canton VD : canton / communes VS : canton
Conseil et soutien psychologique	FR : canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton / communes TI : canton VD : canton VS : canton	FR : canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton / communes TI : canton VD : canton / communes VS : canton
Formation professionnelle : appui pour apprenti (16 à 20 ans)	FR : LAI art. 16 GE : LAI art. 16 / canton JU : LAI art. 16 / canton NE : LAI art. 16 TI : LAI art. 16 VD : LAI art. 16 / canton VS : x	FR : LAI art. 16 GE : LAI art. 16 / canton JU : LAI art. 16 NE : LAI art. 16 TI : LAI art. 16 VD : LAI art. 16 / communes VS : x
Secondaire II : appui (16 à 20 ans)	FR : LAI art. 16 et 19 GE : LAI art. 16 / canton JU : canton NE : LAI art. 16 TI : LAI art. 16 VD : LAI art. 16 VS : LAI art. 19 et 21 / canton / A Capella	FR : LAI art. 16 GE : LAI art. 16 / canton JU : canton NE : LAI art. 16 TI : LAI art. 16 VD : LAI art. 16 VS : LAI art. 16
Transport de l'enfant/du jeune à son lieu de thérapie	FR : LAI art. 19 GE : LAI art. 19 / canton JU : LAI art. 19 NE : LAI art. 19 TI : LAI art. 19 / canton VD : LAI art. 19 / canton VS : LAI art. 19 / canton	FR : canton GE : x JU : canton NE : canton TI : canton VD : canton / parents / communes VS : canton

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations ambulatoires	06-07	07-08
Regroupement pour enfants sourds	FR : x GE : x JU : canton NE : canton TI : x VD : x VS : x	FR : x GE : x JU : canton NE : canton TI : x VD : x VS : x
Orientation professionnelle AI	FR : x GE : x JU : LAI art. 15 / canton NE : x TI : x VD : LAI art. 15 VS : x	FR : x GE : x JU : LAI art. 15 NE : x TI : x VD : LAI art. 15 VS : x

Commentaires :

- Pour le regroupement des élèves de JU et NE, chaque canton paie pour ses élèves.
- Les articles LAI entrant dans le financement des prestations liées aux mesures de médiation portant sur la communication (LSF et LPC) diffèrent selon les cantons pour l'année 2006-2007. Ces différences proviennent de diverses causes :
 - les élèves concernés relèvent de l'enseignement obligatoire ou de la formation professionnelle, et le financement de ces prestations est de ce fait lié à des articles LAI différents ;
 - les prestations sont financées par l'AI par les biais d'organismes privés, et il règne de ce fait un certain flou chez les répondants cantonaux quant au financement de ces prestations.

Le financement de ces prestations se clarifie avec l'entrée en vigueur de la RPT. Ces prestations relèvent toutes deux de l'art. 9 OMAI.

Les différents articles AI s'appliquant au financement de prestations ambulatoires après la RPT sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : prestations ambulatoires pour lesquelles l'AI contribue au financement (08)

Prestations	Articles AI correspondants
Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)	<p>Selon les répondants cantonaux et les organismes privés (A Capella, FSS), trois articles entrent en ligne de compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • art. 21bis LAI pour les prestations de remplacement (recours au service de tiers en lieu et place d'un moyen auxiliaire), • art. 16 LAI sur la formation professionnelle (s'il s'agit d'un jeune en formation), • art. 9 OMAI sur le droit au remboursement des frais occasionnés par les services d'un tiers (Par le biais de A Capella et de FSS). <p>Il règne cependant une certaine incertitude chez les personnes interrogées quant au financement exact de ces prestations. Pour plus de précisions à ce sujet, se référer au chapitre sur les organismes privés.</p>
Mesures de médiation portant sur la communication : langue des signes française (LSF) ou LIS pour le TI	idem
Formation professionnelle : appui pour apprenti (16 à 20 ans)	LAI art. 16 sur la formation professionnelle initiale
Secondaire II : appui (16 à 20 ans)	idem

1.3.2 Financement des prestations centralisées pour l'enfant ou le jeune sourd ou malentendant

Tableau 9 : financement des prestations centralisées

Prestations centralisées	06-07	07-08
Jardin d'éveil spécialisé (0-2 ans)	FR : x GE : x JU : x NE : x TI : x VD : LAI art. 19 et 73 / canton / communes VS : x	FR : x GE : x JU : x NE : x TI : x VD : canton / communes VS : x

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations centralisées	06-07	07-08
Jardin d'enfants spécialisé (2-4 ans)	FR : LAI art. 19 / canton / communes / parents pour repas GE : x JU : x NE : x TI : x VD : LAI art. 19 et 73 / canton / communes VS : x	FR : canton / communes / parents pour repas GE : x JU : x NE : x TI : x VD : canton / communes VS : x
Classe enfantine/présoilaire spécialisée	FR : LAI art. 19/ canton / communes / parents pour repas GE : LAI art. 19 et 73 / canton JU : x NE : x TI : LAI art. 19 et 73 / canton / communes VD : LAI art. 19 et 73 / canton / communes VS : LAI art. 19 / canton / communes	FR : canton / communes / parents pour repas GE : canton JU : x NE : x TI : canton / communes VD : x VS : canton / communes
Classe d'enseignement spécialisé (de niveau primaire)	FR : LAI art.19 / canton / communes / parents pour repas GE : LAI art. 19 et 73 / canton JU : x NE : x TI : LAI art. 19 et 73 / canton / communes VD : LAI art. 19 et 73 / canton / communes VS : LAI art. 19 / canton / communes	FR : canton / communes / parents pour repas GE : canton JU : x NE : x TI : canton / communes VD : canton / communes VS : canton / communes
Classe d'enseignement spécialisé (de niveau secondaire I)	FR : LAI art. 19 / communes / parents pour repas GE : LAI art. 19 et 73 / canton JU : x NE : x TI : x VD : LAI art.19 et 73 / communes VS : LAI art. 19 / canton / communes	FR : canton / communes / parents pour repas GE : canton JU : x NE : x TI : x VD : canton / communes VS : canton / communes

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations centralisées	06-07	07-08
Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)	FR : x GE : LAI art. 21 / OMAI art. 9 JU : x NE : x TI : x VD : LAI art. 73 / OMAI art. 9 / canton / communes / A capella VS : LAI art. 21 / canton / A Capella / (art. 9 OMAI)	FR : x GE : x JU : x NE : x TI : x VD : A Capella (OMAI art. 9) / canton / communes VS : A Capella (OMAI art. 9)
Mesures de médiation portant sur la communication : langue des signes française (LSF) ou LIS pour le TI	FR : LAI art. 19 / OMAI art. 9 / canton / communes GE : LAI art. 73 / Canton JU : x NE : x TI : LAI art. 21 et 73 VD : canton / communes VS : Financement pas clair	FR : Procom (OMAI art. 9) / canton / communes GE : Procom (OMAI art.9) / canton JU : x NE : x TI : canton VD : canton / communes VS : Procom (OMAI art. 9) / canton
Logopédie (dispensée sur site)	FR : LAI art. 19 / canton / communes GE : LAI art. 73 / canton JU : x NE : x TI : LAI art. 19 et 73 / canton VD : LAI art. 19 / canton / communes VS : LAI art. 19 / canton	FR : canton / communes GE : canton JU : x NE : x TI : canton VD : canton / communes VS : canton
Psychomotricité (dispensée sur site)	FR : LAI art. 19 / canton / communes GE : LAI art. 19 / canton JU : x NE : x TI : LAI art. 19 et 73 VD : LAI art. 19 / canton / communes VS : LAI art. 19 / canton	FR : canton / communes GE : canton JU : x NE : x TI : canton VD : canton / communes VS : canton
Conseil et soutien psychologique (dispensé sur site)	FR : canton / communes GE : canton JU : x NE : x TI : x VD : LAI art. 19 / canton / communes VS : LAI art. 73 / canton	FR : canton / communes GE : canton JU : x NE : x TI : x VD : canton / communes VS : LAI art. 15 / canton

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations centralisées	06-07	07-08
Orientation professionnelle	FR : LAI art. 15 / canton / communes (dispensée par l'OCAI) GE : LAI art.15 / canton JU : x NE : x TI : LAI art. 15 VD : LAI art. 15 VS : LAI art 15 / canton	FR : LAI art. 15 / canton / communes GE : LAI art.15 / canton JU : x NE : x TI : LAI art. 15 / canton VD : LAI art. 15 / canton VS : LAI art 15 / canton
Regroupements pour enfants sourds	FR : x GE : canton JU : x NE : x TI : FSS VD : x VS : x	FR : x GE : canton JU : x NE : x TI : FSS VD : x VS : x
Espace socio-éducatif pour jeunes sourds	FR : x GE : canton JU : x NE : x TI : x VD : LAI art. 73 / canton / communes VS : x	FR : x GE : canton JU : x NE : x TI : x VD : canton / communes VS : x
Internat	FR : LAI art. 19 / canton / communes / parents pour repas GE : x JU : x NE : x TI : LAI art. 19 et 73 / canton VD : LAI art. 73 / canton / communes VS : x	FR : canton / communes / parents pour repas GE : x JU : x NE : x TI : canton VD : x VS : x
Aide au diagnostic	FR : x GE : LAI art. inconnu / canton JU : x NE : x TI : x VD : x VS : x	FR : x GE : canton / LAI art. inconnu JU : x NE : x TI : x VD : x VS : x

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations centralisées	06-07	07-08
Transport de l'enfant/du jeune du domicile à l'école	FR : LAI 19 / Canton / communes GE : LAI 19 et 73 /canton JU : x NE : LAI 19 et 73 TI : LAI 19 et 73 / canton / communes VD : LAI 19 / canton / communes VS : LAI 19 / canton	FR : canton / communes GE : canton JU : x NE : canton TI : canton VD : canton / communes / parents VS : canton
Groupe thérapeutique préscolaire	FR : LAI 19 / canton / communes GE : x JU : x NE : x TI : x VD : x VS : x	FR : canton / communes GE : x JU : x NE : x TI : x VD : x VS : x

Commentaires :

- L'effet principal de la RPT concerne les prestations centralisées, où l'abrogation des articles 19 et 73 LAI ont fait clairement passer les prestations de scolarisation des 0-20 ans, du jardin d'enfants au secondaire I, aux mains des cantons.
- Les articles LAI entrant dans le financement des prestations liées aux mesures de médiation portant sur la communication (LSF et LPC) diffèrent selon les cantons pour l'année 2006-2007. Ces différences proviennent de diverses causes :
 - les élèves concernés relèvent de l'enseignement obligatoire ou de la formation professionnelle, et le financement de ces prestations est de ce fait lié à des articles LAI différents ;
 - les prestations sont financées par l'AI par les biais d'organismes privés, et il règne de ce fait un certain flou chez les répondants cantonaux quant au financement de ces prestations.

Le financement de ces prestations se clarifie avec l'entrée en vigueur de la RPT. Ces prestations relèvent toutes deux de l'art. 9 OMAI.

- La prestation «orientation professionnelle» reste financée par l'art. 15 LAI.

Les différents articles AI entrant dans le financement de prestations centralisées après la RPT sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 10 : prestations centralisées pour lesquelles l'AI contribue au financement (o8)

Prestations	Articles AI correspondants
Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)	<p>Selon les répondants cantonaux et les organismes privés (A Capella, FSS), trois articles rentrent en ligne de compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • art. 21bis LAI pour les prestations de remplacement (recours au service de tiers en lieu et place d'un moyen auxiliaire) • art. 16 LAI sur la formation professionnelle (s'il s'agit d'un jeune en formation) • art. 9 OMAI sur le Droit au remboursement des frais occasionnés par les services d'un tiers (Par le biais de A Capella et de FSS) <p>Il règne cependant une certaine incertitude chez les personnes interrogées quant au financement exact de ces prestations. Pour plus de précisions sur le financement de ces prestations, se référer au chapitre sur les organismes privés</p>
Mesures de médiation portant sur la communication : langue des signes française (LSF) ou LIS pour le TI	idem
Orientation professionnelle	LAI art. 15 sur l'orientation professionnelle

1.3.3 Prestations pour la famille de l'enfant sourd ou malentendant

Tableau 11 : prestations pour la famille de l'enfant sourd ou malentendant

Prestations pour la famille	06-07	07-08
Conseils dans le cadre d'un service éducatif itinérant individuel (avant 6 ans)	<p>FR : LAI art. 19 et 73 / canton / communes</p> <p>GE : LAI art. 19 et 73 / Canton / communes / parents / dons</p> <p>JU : LAI art. 19 / Canton</p> <p>NE : LAI art. 19 et 73 / Canton</p> <p>TI : LAI art. 19 et 73 Canton</p> <p>VD : LAI art. 19 et 73 Canton</p> <p>VS : LAI art. 19 / Canton</p>	<p>FR : canton / communes</p> <p>GE : canton / communes / parents / dons</p> <p>JU : canton</p> <p>NE : canton</p> <p>TI : canton</p> <p>VD : canton</p> <p>VS : canton</p>
Cours de langage parlé complété (LPC)	<p>FR : A Cappella (LAI art. 74) / famille</p> <p>GE : x</p> <p>JU : A Capella (LAI art. 74) / participants</p> <p>NE : A Capella (LAI art. 74) / participants</p> <p>TI : x</p> <p>VD : A Capella (LAI art. 74) /</p>	<p>FR : A Cappella (LAI art. 74) / famille</p> <p>GE : x</p> <p>JU : A Capella (LAI art. 74) / participants</p> <p>NE : A Capella (LAI art. 74) / participants</p> <p>TI : x</p>

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Prestations pour la famille	06-07	07-08
	participants VS : A Capella (LAI art. 74) / participants	VD : A Capella (LAI art. 74) / participants VS : A Capella (LAI art. 74) / participants
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	FR : FSS (LAI art. 74) / famille GE : FSS (LAI art. 74) / participants JU : FSS (LAI art. 74) / participants NE : FSS (LAI art. 74) / participants TI : FSS (LAI art. 74) / CPA VD : FSS (LAI art. 74) / participants / canton VS : FSS (LAI art. 74) / participants	FR : FSS (LAI art. 74) / famille GE : FSS (LAI art. 74) / participants JU : FSS (LAI art. 74) / participants NE : FSS (LAI art. 74) / participants TI : FSS (LAI art. 74) VD : FSS (LAI art. 74) / participants / canton VS : FSS (LAI art. 74) / participants
Rencontres et conférences pour les parents	FR : x GE : x JU : x NE : x TI : x VD : canton VS : x	FR : x GE : x JU : x NE : x TI : x VD : canton VS : x

Les différents articles AI s'appliquant au financement de prestations pour la famille après la RPT sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : prestations pour la famille pour lesquelles l'AI contribue au financement (08)

Prestations	Articles AI correspondants
Cours de langage parlé complété (LPC)	Art. 74 LAI sur les organisations d'aide aux invalides
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	idem

1.3.4 Prestations pour les enseignant-e-s de classes intégrantes

Tableau 13 : prestations pour les enseignant-e-s de classes intégrantes

Prestations pour les enseignant-e-s de classes intégrantes	06-07	07-08
Conseils/informations sur l'accueil en classe d'un élève sourd ou malentendant	FR : LAI art. 19 /canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton TI : canton VD : LAI art. 19 et 73 / canton VS : canton	FR : canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton TI : canton / CPA VD : canton VS : canton
Séances du réseau pour le suivi des élèves sourds ou malentendants	FR : LAI art. 19 canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton TI : canton VD : LAI art. 19 et 73 / canton VS : canton	FR : canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton TI : canton VD : canton VS : canton
Cours de langage parlé complété (LPC)	FR : A Capella (LAI art. 74) / participant GE : x JU : A Capella (LAI art. 74) / canton NE : x TI : x VD : A Capella (LAI art. 74) / canton / participants VS : A Capella (LAI art. 74) / participants	FR : A Capella (LAI art. 74) / participant GE : x JU : A Capella (LAI art. 74) / canton NE : x TI : x VD : A Capella (LAI art. 74) / participants VS : A Capella (LAI art. 74) / participants
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	FR : FSS (LAI art. 74) / participants GE : FSS (LAI art. 74) / participants dans questionnaire : canton JU : FSS (LAI art. 74) / participants NE : FSS (LAI art. 74) / participants TI : LAI art. 74 / Canton / CPA VD : FSS (LAI art. 74) / participants VS : FSS (LAI art. 74) / participants	FR : FSS (LAI art. 74) / participants GE : FSS (LAI art. 74) / participants JU : FSS (LAI art. 74) / participants NE : FSS (LAI art. 74) / participants TI : canton VD : FSS (LAI art. 74) / participants VS : FSS (LAI art. 74) / participants

Les différents articles AI s'appliquant au financement de prestations pour les enseignant-e-s après la RPT sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : prestations pour les enseignant-e-s pour lesquelles l'Ai contribue au financement (o8)

Prestations	Articles AI correspondants
Cours de langage parlé complété (LPC)	Art. 74 LAI sur les organisations d'aide aux invalides
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	idem

1.3.5 Prestations pour les camarades de classe de l'élève intégré à l'école ordinaire

Tableau 15 : prestations pour les camarades de classe de l'élève intégré à l'école ordinaire

Prestations pour les camarades de classe de l'élève intégré à l'école ordinaire	06-07	07-08
Conseils/informations sur l'accueil en classe d'un élève sourd ou malentendant	FR : LAI art. 19 / canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton TI : canton et CPA VD : LAI art. 19 et 73 / Canton / Centre d'implant VS : A Capella / Canton	FR : canton / communes GE : canton JU : canton NE : canton TI : canton VD : canton / centre d'implant VS : A Capella / canton
Cours de langage parlé complété (LPC)	FR : A Capella (LAI art. 74) GE : x JU : canton NE : x TI : x VD : A Capella (LAI art. 74) / canton / communes VS : A Capella (LAI art. 74) / canton / communes	FR : A Capella (LAI art. 74) / canton / communes GE : x JU : canton NE : x TI : x VD : A Capella (LAI art. 74) / canton / communes VS : A Capella (LAI art. 74) / canton / communes
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	FR : FSS (LAI art. 74) GE : FSS (LAI art. 74) / participants / canton JU : FSS (LAI Art. 74) / canton NE : x TI : canton et CPA VD : x VS : FSS (LAI art. 74) / canton / communes	FR : FSS (LAI art. 74) / canton / commune GE : FSS (LAI art. 74) / participants, canton / JU : FSS (LAI Art. 74) / canton NE : x TI : canton VD : x VS : FSS (LAI art. 74) / canton / commune

Les différents articles AI s'appliquant au financement de prestations pour les camarades après la RPT sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : prestations pour les camarades pour lesquelles l'AI contribue au financement (o8)

Prestations	Articles AI correspondants
Cours de langage parlé complété (LPC)	Art. 74 LAI sur les organisations d'aide aux invalides
Cours de langue des signes (LSF ou LIS)	idem

1.4 Prestations fournies par les organismes privés

Un certain nombre de prestations sont fournies par des organismes privés. C'est le cas notamment pour celles qui sont liées au LPC et à la LSF/LSI. Ces organismes privés (A Capella et la Fédération suisse des sourds) nous ont transmis des informations permettant de clarifier la disponibilité et le financement de leurs prestations.

De manière générale, le financement des prestations de médiation portant sur la communication au moyen soit du LPC, soit de la LSF/LSI se fait par le biais de l'art. 9 OMAI pour les élèves en âge de scolarité obligatoire et de l'art. 16 de l'AI pour les jeunes en formation au niveau secondaire II ou professionnel.

Par contre, les cours liés à ces deux modes de communication sont financés par le biais de l'art. 74 LAI.

1.4.1 Mesures de médiation portant sur la communication au moyen du LPC dans le cadre des prestations ambulatoires (source : A Capella)

Le LPC est très bien implanté dans le canton de VD, où il est très fréquent. Durant l'année scolaire 2007-2008, les interventions des codeur-euse-s interprètes (C-I) en LPC concernent, comme pour 2006-2007, essentiellement les élèves vaudois avec 50 % des leçons codées en Suisse romande, dont une majorité pour les élèves de la scolarité obligatoire (22 sur 30).

Les C-I interviennent également régulièrement à GE (15 % des leçons codées), en majorité pour les jeunes en formation post obligatoire (7/9), et en VS (13 % des leçons codées), essentiellement pour des élèves en scolarité (5/8). Dans une moindre mesure, les C-I interviennent dans le canton du JU pour 3 élèves et à FR pour 2 élèves.

Il n'y a toujours pas d'interventions à NE et au TI. Si des interventions pourraient s'organiser pour le canton de NE en cas de besoin, le TI ne dispose pas de C-I.

Le financement de la prestation «Mesures de médiation portant sur la communication : langage parlé complété (LPC)» dans le domaine de l'école obligatoire passe en premier lieu par de l'art. 9 OMAI. Mais il est plafonné à une fois et demie le montant minimal de la rente ordinaire de vieillesse. Lorsque le forfait de l'AI est dépassé, le canton prend en charge une partie ou le reste des frais.

La participation des cantons est variable et fait, pour la plupart, l'objet d'un accord avec A Capella. A Capella peut participer aux frais restants avec son fonds d'entraide.

Dans le domaine de l'école obligatoire, il est arrivé que certains Offices AI financent le codage en LPC par le biais de l'art. 7 OMAI. Dans ce cas, il n'y avait pas de plafonnement de la prise en charge financière par l'AI. Depuis le 1er janvier 2008, l'AI n'accepte plus cette pratique et toutes les leçons codées par les C-I en LPC sont financées par l'art. 9 OMAI. Le financement par le biais de cet article est cependant resté possible jusqu'à la fin de l'année scolaire 2007-2008.

Chez les jeunes en formation professionnelle initiale, le financement du codage LPC s'effectue par l'art. 16 LAI.

1.4.2 Mesures de médiation portant sur la communication au moyen du LPC dans le cadre des prestations centralisées

Il n'y a pas de changement entre les données 2006-2007 et celles pour l'année scolaire 2007-2008 ; les C-I n'interviennent pas dans les écoles spécialisées pour enfants sourds ou malentendants. Le LPC y est pratiqué par le personnel de ces établissements.

1.4.3 Cours de LPC pour l'entourage des enfants sourds ou malentendants (familles, enseignants de classes ordinaires, camarades de classe) : offre et financement

L'Association suisse pour le Langage Complété (ALPC) offre les mêmes prestations de cours en 2007-2008 qu'en 2006-2007, soit deux week-ends par an ainsi que des cours régionaux.

Les cours régionaux sont organisés dans tous les cantons de Suisse latine sauf à NE, faute de demandes, et au TI, où il n'est pas possible d'organiser un tel cours en raison de l'absence de professionnels. Ces cours sont dispensés à titre bénévole par les C-I et restent gratuits pour les participants pour autant qu'ils deviennent membres de l'ALPC. Cependant, la volonté de faire évoluer la profession de C-I vers un plus grand professionnalisme a conduit à leur rémunération depuis le 1er janvier 2008.

En ce qui concerne les cours de LPC aux camarades de classes ordinaires qui accueillent des élèves sourds ou malentendants, ils étaient généralement dispensés à titre bénévole par les C-I.

A Capella, par le biais de d'un sous-contrat de prestation avec l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) (art. 74 LAI), via Forom Ecoute, finance les cours de LPC.

1.4.4 Autres prestations proposées par A Capella (source : A Capella)

Les prestations décrites dans le rapport précédent sont toujours valables et aucune nouvelle prestation n'est proposée pour 2007-2008.

1.4.5 Mesures de médiation portant sur la communication au moyen de la langue des signes (LSF) dans le cadre des prestations ambulatoires (source : PROCOM)

L'intervention des interprètes de Procom en 2007-2008 pour les élèves en âge de scolarité obligatoire reste rare. L'essentiel des interventions concerne les jeunes en formation. Procom suit une dizaine de jeunes dans le canton de VD, 7 jeunes à GE, 4 jeunes dans le VS et 2 à FR.

Il n'y a pas de changement en ce qui concerne le financement de cette prestation : l'art. 9 OMAI (avec un plafond mensuel) intervient dans la scolarité obligatoire et l'art. 16 LAI (sans plafond mensuel) dans la formation au niveau secondaire II.

La pénurie d'interprètes reste un problème en Suisse romande. Les interprètes sont toujours réservés plusieurs mois à l'avance pour assurer l'interprétation dans la formation professionnelle initiale des jeunes (ou dans le cadre de leur 10ème année, souvent décidée en dernier recours), et n'ont plus suffisamment de disponibilités pour d'autres interventions. Pour palier à ce manque de personnel, six interprètes français ont été engagés. La formation Master en LSF prévue pour 2011 à l'université de GE n'apportera pas de nouveaux professionnels avant plusieurs années.

La situation du TI est particulière. PROCOM n'intervient pas pour les élèves de l'école obligatoire : ce sont les interprètes scolaires ou les enseignants qui pratiquent la LSI. En ce qui concerne les jeunes en formation, il n'y a pas eu d'interventions régulières. La Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana (SUPSI) a depuis 2008 une formation d'interprète scolaire.

1.4.6 Mesure de médiation portant sur la communication au moyen de la langue des signes dans le cadre des prestations centralisées (source : PROCOM)

Cette prestation reste extrêmement rare dans toutes les écoles de Suisse latine et est financée par l'art. 9 OMAI. Au TI, c'est le Centro per Persone Audiolese (CPA) qui intervient.

1.4.7 Cours de langue des signes pour l'entourage des enfants sourds ou malentendants (familles, enseignants de classes ordinaires, camarades de classe) (source : FSS)

L'offre de cours de la FSS en 2007-2008 reste identique à 2006-2007. En plus des week-ends (tout public), des cours hebdomadaires sont organisés dans toute la Suisse latine selon les besoins. Une semaine de cours intensifs pour les professionnels est organisée chaque année. Au TI, des cours pour les professionnels ne sont plus nécessaires depuis la mise sur pied de la nouvelle formation pour les interprètes scolaires en langue des signes italienne organisée par la SUPSI.

Le financement se fait majoritairement par l'art. 74 LAI. Par contre, suite à l'entrée en vigueur de la RPT, l'AI ne subventionne plus les cours de langue des signes pour les professionnels (abrogation de l'art. 74, al. 1 lettre d LAI).

En ce qui concerne les cours de langue des signes pour les camarades de classe d'un élève sourd, comme énoncé l'année dernière, des cours peuvent être organisés par la FSS pour autant que le financement soit garanti : les subventions de l'AI (art. 74 LAI) ne suffisant pas à couvrir les frais, l'école devrait participer au financement.

1.4.8 Autres prestations proposées par la FSS (source : FSS)

Les prestations décrites dans le rapport précédent sont toujours valables et aucune nouvelle prestation n'est proposée pour 2007-2008.

2 Suivi des élèves scolarisés hors du canton de domicile (CSPS)

Les données relatives à la scolarisation extra-cantonale des élèves sourds ou malentendants ont été fournies par les répondants cantonaux à l'aide du questionnaire intitulé «Fiche n°1 de l'élève / année scolaire 07-08». De plus, des informations complémentaires ont été récoltées auprès de la structure de formation professionnelle le Repuis.

2.1 Elèves scolarisés dans un canton différent de leur canton de domicile

Pour l'année 2007-2008, 20 élèves sont concernés par des mesures de scolarisation extra-cantonale, soit 3 de plus qu'en 2006-2007 :

- 2 élèves de FR
- 2 élèves de GE
- 9 élèves de NE
- 5 élèves de VD
- 2 élèves du VS

Ces élèves sont scolarisés dans 5 types de structures différentes :

- école spécialisée en matière de surdité et de malentendance (institut St-Joseph-FR, ECES-VD),
- école ordinaire (FR),
- école spécialisée (Ecole en Guillermaux, Fondation de Verdeil-VD),
- structure de formation professionnelle ordinaire (école de fromagerie de Grangeneuve-FR et école professionnelle de Clarens-VD),
- structure de formation professionnelle spécialisée (Le Repuis, sites d'Yverdon et de Grandson-VD),
- regroupement «les mains ont la parole» -JU.

Le tableau suivant indique le canton de scolarisation ainsi que le canton de domicile des élèves sourds ou malentendants pris en charge dans une structure extra-cantonale.

Tableau 17 : cantons et structures accueillant des élèves ayant leur domicile dans un canton différent durant l'année scolaire 2007-2008

Elèves de FR	Elèves de GE	Elèves de NE	Elèves de VD	Elèves de VS	Scolarisés à	Total dans le canton de
		5 NE (4)	4 VD (6)		Institut St-Joseph	FR 11 (12)
			1 VD (1)		Ecole enfantine ordinaire	
		1 NE (1)			Ecole de fromagerie	
	2 GE (2)	2 NE (1)			Le Repuis	VD 8 (4)
				1 VS (1)	Ecole prof. de Clarens	
2 FR (0)					Fond. Verdeil	
				1 VS (0)	Jardin d'enfants ECES	
		1 NE (1)			Regroupe-ment	JU 1 (1)
2 FR (0)	2 GE (2)	9 NE (7)	5 VD (7)	2 VS (1)		Total 07-08 (06-07)

Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'élèves en 2006-2007.

2.2 Parcours des élèves scolarisés dans un canton différent de leur canton de domicile

En 2007-2008, 20 élèves étaient pris en charge dans une structure extra-cantonale, contre 17 en 06-07. Entre les deux relevés de données, 5 élèves ont disparu des données (canton d'origine biffé, ligne en italique) et 8 nouveaux élèves ont été enregistrés.

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

Tous les élèves concernés par une prise en charge extra-cantonale durant les deux années prises en compte sont présentés par canton de domicile dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 18 : parcours des élèves neuchâtelois scolarisés dans une structure extra-cantonale

Élèves	École et degré scolaires 06-07	École et degré scolaires 07-08	Projet scolaire 08-09
NE	Ecole de fromagerie de Grangeneuve, VD	Ecole de fromagerie de Grangeneuve, VD	Pas de données
NE	Ecole du canton de NE, 5ème, et regroupement toutes les 2 sem. dans le canton du JU	Fréquentation du regroupement toutes les 5 semaines	Pas de données
NE	Institut St-Joseph, FR, 8 ^{ème} adaptée	Institut St-Joseph, FR	Institut St-Joseph, FR
NE	-	Institut St-Joseph, FR, CIN	Institut, St-Joseph, FR, CIN
NE	Le Repuis, 1 ^{ère} VD	Le Repuis, 2 ^{ème}	Le Repuis, 3 ^{ème}
NE	Institut St-Joseph, FR, terminale	Le Repuis, Grandson, année orientation, VD	1 ^{ère} AFP
NE	Institut St-Joseph, FR, 4-5 P	Institut St-Joseph, FR	Institut St-Joseph, FR
NE	Institut St-Joseph, FR, 1 P	Institut St-Joseph, FR	Institut St-Joseph, FR
NE	-	Institut St-Joseph, FR	Institut St-Joseph, FR

Tableau 19 : parcours des élèves vaudois scolarisés dans une structure extra-cantonale

Élèves	École et degré scolaires 06-07	École et degré scolaires 07-08	Projet scolaire 08-09
VD	- (Verdeil, VD)	Institut St-Joseph, FR	Institut St-Joseph, FR
VD	- (ECES, VD)	Institut St-Joseph, FR	Institut St-Joseph, FR
VD	- (ECES, VD)	Institut St-Joseph FR, CO	Institut St-Joseph FR, CO
VD	<i>Institut St-Joseph, FR, 2 P</i>	<i>Quitté la Suisse</i>	
VD	<i>Institut St-Joseph, FR, 3 P</i>	<i>Quitté la Suisse</i>	
VD	<i>Institut St-Joseph, FR, 5 P</i>	<i>Quitté la Suisse</i>	
VD	<i>Institut St-Joseph, FR, 6 P</i>	<i>Pas de données</i>	<i>Formation prof., lieu inconnu</i>
VD	<i>Institut St-Joseph, FR, 8^{ème}</i>	<i>Formation prof. Centre Afiro, Lausanne-VD</i>	<i>Pas de données</i>
VD	<i>Institut St-Joseph, FR, 8^{ème}</i>	Institut St-Joseph, 9 ^{ème}	Le Repuis, formation prof.
VD	Ecole ordinaire du canton de FR, préscolaire	Ecole ordinaire du canton de FR, préscolaire	Ecole ordinaire du canton de FR, primaire

Tableau 20 : parcours des élèves valaisans scolarisés dans une structure extra-cantonale

Élèves	École et degré scolaires 06-07	École et degré scolaires 07-08	Projet scolaire 08-09
VS	Ecole professionnelle de Clarens, VD	Ecole professionnelle de Clarens, VD	Pas de donnée
VS	-	ECES, VD, préscolaire	ECES, VD, préscolaire

Tableau 21 :parcours des élèves fribourgeois scolarisés dans une structure extra-cantonale

Élèves	École et degré scolaires 06-07	École et degré scolaires 07-08	Projet scolaire 08-09
FR	-	Fond. Verdeil, Payerne, VD	Institut St-Joseph, FR
FR	-	Fond. Verdeil, Payerne, VD	Fond. Verdeil, Payerne, VD

Tableau 22 : parcours des élèves genevois scolarisés dans une structure extra-cantonale

Élèves	École et degré scolaires 06-07	École et degré scolaires 07-08	Projet scolaire 08-09
GE	Le Repuis, VD, 2 ^{ème} année CFC	Le Repuis, VD, 2 ^{ème} année, CFC	Le Repuis, VD, 3 ^{ème}
GE	Le Repuis, VD	Le Repuis, VD, interruption juin 08	Pas de données

Ces tableaux illustrent la difficulté du suivi des élèves après la transition de l'école obligatoire aux structures liées à la formation professionnelle, ces dernières ne faisant pas partie de l'enseignement spécialisé.

3 Revue de la littérature (HEPL)

Cette année, en plus de quelques données concernant le taux d'implantation cochléaire et de la problématique pédagogique que cette progression soulève dans divers écrits, nous avons consacré notre veille scientifique à détailler différents types d'organisation scolaires pour les enfants sourds et malentendants qui se déroulent au Québec, en France ou encore en pays germanophone. Nous avons ciblé en particulier des projets scolaires qui ont fait l'objet d'un suivi scientifique portant sur l'une ou l'autre des orientations phare que l'école préconise.

Les écrits que nous avons consultés sont issus de revues ou de publications scientifiques. Comme l'année dernière nous avons cherché à rendre compte des textes non partisans ou lorsque la donnée nous paraissait toutefois intéressante, nous en citons toujours la référence.

3.1 Rappel de quelques données statistiques

Dans la majorité des pays occidentaux, une évolution dans la prise en charge médicale des enfants sourds et malentendants est patente. Selon les statistiques du National Institute on Deafness and Other Communication Disorders, en avril 2009 le nombre d'adultes implantés aux Etats-Unis s'élève à 41'500 cas et le nombre d'enfants implantés est de 25500. En 2002, ce nombre était estimé toujours selon le même institut à 10'000 enfants. Ainsi aux Etats Unis, la progression est donc de 150% d'implants cochléaires posés chez des enfants. (<http://www.nidcd.nih.gov/health/hearing/coch.htm#c>). Au Québec, l'implantation cochléaire est pratiquée de façon assez systématique et semble selon Dubuisson, Daigle, & Parisot, (2009) toucher environ 30 enfants présentant une surdité sévère ou profonde par année. Toutefois tous les enfants sourds et malentendants ne peuvent être implantés et par ailleurs les parents des enfants sourds au Québec comme ailleurs ne choisissent pas tous d'implanter leur enfant.

En croisant différentes statistiques mentionnées sur les sites de différentes associations, nous estimons le taux d'enfants sourds à la naissance autour de 1.2 à 1.5 % de la population. Parmi ceux-ci, actuellement un tiers semble recevoir un implant. Chez les personnes qui deviennent sourdes (environ 1% de la population), l'implant est posé à 50% d'entre eux. Selon European association for Cochlear Implant, il reste ainsi un taux relativement important d'enfants non encore implantés. (http://eurociu.implantecoclear.org/index.php?option=com_content&view=article&id=72&Itemid=108&lang=en&limitstart=5). L'école actuelle doit ainsi faire face à deux groupes d'enfants sourds et malentendants, qui ont chacun des besoins spécifiques en lien avec le déficit et l'appareillage choisi. L'implant cochléaire créant une nouvelle catégorie d'enfants sourds et malentendants, il nous importait de savoir comment certains systèmes scolaires aménageaient leurs prestations pour ces derniers et ce qu'il advenait des enfants sourds et malentendants non implantés.

3.2 Le cas du Québec

Pays proche de la Suisse romande en ce qui concerne les objectifs définis par le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour la scolarité des enfants, pays francophone avec lequel nous collaborons de façon active concernant les recherches en sciences de l'Éducation, le Québec connaît lui aussi une évolution dans la prise en charge médicale des enfants sourds et malentendants. L'implantation cochléaire y est pratiquée de façon assez systématique et les classes spécialisées dans la prise en charge des enfants sourds et malentendants comprennent des enfants appareillés et des enfants implantés et ceci indépendamment de l'orientation choisie.

Le choix du type de scolarisation n'est pas indépendant du choix de communication de l'enfant, qui à son tour dépend des choix de société effectués et des options à disposition des parents. Au Québec,

Les possibilités de scolarisation se situent sur un continuum qui va de la scolarisation en école régulière avec services adaptés (audiologie, orthophonie, orthopédagogie, aides technique, services d'interprétation) allant, à une extrémité, de pair avec une adaptation

essentiellement axée sur la parole, à une scolarisation bilingue (langue des signes québécoise (LSQ) et français), allant de pair avec une adaptation axée sur la langue signée, ainsi qu'une ouverture sur la culture sourde et la communauté sourde, à l'autre extrémité (Dubuisson, et al., 2009).

Dans tous les cas, l'intégration de l'enfant sourd et malentendant dans les classes régulières est un choix de société, partagé et prioritaire. Les écoles spécialisées oralistes ou gestuelles partagent cet objectif et ont pour mission de préparer l'élève à cette intégration. L'école spécialisée est donc perçue comme une étape dans ce processus.

Il faut également signaler que, de fait, les parents n'ont pas un réel choix du type de scolarisation qu'ils aimeraient offrir à leurs enfants. En dehors des grands centres urbains, l'enfant est scolarisé obligatoirement à l'école régulière dépendant de sa zone de recrutement (via les Commissions Scolaires) ou fréquente une classe d'adaptation scolaire (classe de langage) avec d'autres élèves qui présentent d'autres problèmes de langage (TED, dysphasies, dyslexies, ...).

L'intégration des élèves sourds et malentendants en classe régulière est offerte depuis une vingtaine d'années au Québec, et ce dès l'école infantile. Cette intégration peut être partielle, certains cours étant suivis en classe ordinaire et d'autres en classe spécialisée. Le passage en classe ordinaire peut être graduel ou instantané, c'est-à-dire sans offrir de temps de transition. Les élèves peuvent être autonomes ou avoir recours au service d'un interprète. Le mode d'interprétation est fonction du choix de communication de l'enfant. Il comprend ainsi aussi bien des interprètes en langue signée, que des interprétations en français signé, des codeurs ou codeuses-interprètes en langage parlé complété (LPC) ou des interprètes incluant plusieurs modes de communication (Daigle, 2003). Certains enfants reçoivent un enseignement en langue signée, mais le français qui y est enseigné l'est comme une langue première. Cette dernière caractéristique est intrinsèque à toute intégration en classe ordinaire.

3.2.1 Les écoles spécialisées

L'intégration peut être non souhaitable pour certains élèves, dans la mesure où l'enfant a besoin d'être avec ses semblables. Ces écoles spécialisées accueillent à la journée des élèves de différentes régions. Elles utilisent soit une approche auditivo-orale avec ou sans LPC, soit une approche bilingue.

La prise en charge scolaire des élèves sourds et malentendants s'effectue selon trois modèles possibles. Chaque école spécialisée propose une orientation différente et a des options préférentielles quant au choix de la langue d'enseignement, mais toutes accueillent des enfants appareillés et des enfants implantés et ceci indépendamment de l'orientation choisie.

Le constat de scolarisation effectué durant les 10 années précédentes est assez peu favorable et rejoint les constats et les préoccupations d'autres pays dont la France, la Suisse et l'Autriche. En effet, malgré les efforts investis dans des méthodes éducatives et des techniques de communications diversifiées, (Veillette, Magner, & St-Pierre, 2005) constate un échec généralisé de leur éducation. Une étude commandée par le MELS en

1999 montre que 42% d'entre eux n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires¹⁹, en raison surtout d'un trop faible niveau de compétence en lecture qui entrave les autres acquisitions scolaires et sociales (Daigle, 2003). Les différentes approches ont toutes pour objectif de mettre en place un contexte favorable à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Si certaines études tentent de démontrer la supériorité de l'une par rapport à l'autre, leurs résultats ne sont pas concluants. Toute approche confondue, il ressort que les élèves sourds et malentendants québécois présentent un déficit en lecture/écriture. Cette situation n'est pas spécifique au Québec, mais à toute population sourde (Gallaudet college). En effet deux études faites aux Etats-Unis (Gallaudet Research Institute, 2004 ; (LaSasso, 1999) signalent que le niveau de lecture et d'écriture des enfants sourds et malentendants ne dépasse guère celui des élèves de troisième année.

3.2.2 *Les classes spécialisées*

Les enfants dont les parents refusent l'intégration en classe régulière ou dont les enfants ne présentent pas un profil adéquat pour être intégré sont orientés dans des classes spécialisées et ce dans le but de les intégrer ultérieurement dans les classes ordinaires. Ces classes offrent des programmes soit en éducation orale, bilingue ou en communication totale. L'école québécoise offre trois modèles d'approche pédagogique spécialisée.

- L'approche auditivo-oraliste (avec ou sans LPC). Cette approche considère la langue orale comme étant la langue maternelle ou langue première de l'enfant. L'accent est mis sur l'appropriation et la maîtrise de cette langue orale qui sert de base à l'apprentissage de l'écrit.
- L'approche bilingue : dans le cadre de la surdité, le bilinguisme peut se définir par l'utilisation alternée de deux langues et n'implique pas une maîtrise égale des deux langues. Le bilinguisme sourd se distingue par la modalité différente des deux langues en présence, soit une langue mimo-gestuelle et une langue orale. De plus le bilinguisme est également caractérisé par une absence d'accès direct à la langue orale. La scolarisation bilingue au Québec offre la particularité d'enseigner explicitement la langue des signes québécoise (LSQ) de même que la langue orale. Une deuxième caractéristique est le fait que l'apprentissage ne se fait pas à partir du français oral, mais à partir du sens donné en LSQ. (Dubuisson & Vercainge-Ménard, 1998).
- La communication totale : l'approche joint toutes les formes possibles de communication afin de favoriser l'échange et la communication : épellation, signes, lecture labiale, parole, amplification de la voix et code manuel. Aux élèves est proposée essentiellement une juxtaposition du français signé et du français oral. La langue majoritaire, c'est-à-dire le français est considéré comme la langue première.

¹⁹ Le système scolaire québécois comporte 4 niveaux d'enseignement : l'enseignement préscolaire-primaire, secondaire, collégial et universitaire. Les deux premiers niveaux obligatoires sont composés respectivement de 7 et 5 années d'enseignement. La fréquentation scolaire est obligatoire de 6 ans jusqu'à 16 ans (âge normalement atteint par les élèves lors de leur quatrième ou cinquième année du secondaire) ou l'obtention d'un Diplôme d'études secondaires (DES).

Dans la classe bilingue, les élèves ont pour modèle des personnes sourdes dont la langue première est le langage gestuel. Cette présence cherche à pallier l'absence de modèles adultes sourds qu'ont la majorité des enfants sourds, puisque en effet, plus de 90% d'enfants sourds naissent de parents entendants.

3.2.3 La scolarisation bilingue

Ce type de scolarisation existe dans plusieurs pays et semble surtout être implantée de manière forte en Suède et au Danemark. L'essentiel de cette pédagogie repose sur le fait que l'enseignement de la langue signée y est pratiquée comme l'est la langue une ou la langue majoritaire dans les écoles ordinaires. Le bilinguisme repose donc sur l'apprentissage parallèle d'une deuxième langue, la langue écrite. En Suède comme au Danemark, la langue des signes sert de support à l'enseignement/apprentissage de la langue écrite. Les projets sont généralement suivis par des études scientifiques qui signalent une progression des élèves dans leurs capacités d'apprentissage. Selon (Lelièvre & Dubuisson, 1998), certaines études tendent même à dire que les capacités de lecture des élèves sourds en fin de scolarité sont comparables à celles des entendants. Selon ces auteures, il faut néanmoins rester particulièrement prudents, puisque plusieurs études n'établissent pas de comparaison avec des groupes témoins ou que l'expérience est insuffisamment longue. Aux Etats Unis, un certain nombre d'études montre qu'il existe en taux de corrélation positif entre la maîtrise de la langue signée (American Sign Language) et le niveau de compétence en anglais. Toutefois, le lien de causalité n'étant pas démontré, il est difficile de conclure à l'efficacité de tels programmes.

3.2.4 Choix de scolarisation effectué par les parents d'enfants sourds et malentendants (Québec)

Seule la province de l'Ontario dispose d'une étude longitudinale signalant le type d'éducation choisie par les parents d'enfants sourds et malentendants (Akamatsu & Musselman, 2000). Selon le rapport de ces chercheurs, les parents domiciliés dans l'Ontario tendent à intégrer de plus en plus fréquemment leurs enfants dans une classe ordinaire (cf. tableau ci-dessous). Nous observons en quatre ans une progression de l'enclassement en classe ordinaire et en classe spéciale, et une diminution en école spécialisée. L'intégration souhaitée par les parents peut de fait soit être réalisée par une intégration au sein d'une classe d'enfants entendants ou d'une classe spéciale pour élèves en difficulté au sein de la Commission scolaire auquel la famille est attachée.

Tableau 23 : (extrait de Akamatsu & Musselman, 2000, p.263)

Année	Classe ordinaire	Classe spéciale	Ecole spéciale et autre
2003-2004	58.00%	26.90%	15.20%
2004-2005	57.30%	28.90%	13.80%
2005-2006	57.10%	29.80%	13.10%
2006-2007	55.80%	31.60%	12.70%

En particulier, il s'avère que les parents entendants choisissent en majorité une éducation en langue orale pour leur enfant. Cependant différents facteurs font évoluer ce choix, et au secondaire la majorité d'enfants sourds nés de familles entendants sont scolarisés en langue des signes. Cette tendance ontarienne n'est pas signalée pour la belle Province.

Durant les quatre dernières années, les élèves ont été majoritairement scolarisés dans des classes ordinaires, alors qu'ils ont fréquenté des classes ou des écoles spécialisées au préscolaire.

Tableau 24 : orientation scolaire selon le milieu familial (extrait de Akamatsu & Musselman, 2000, p.266)

		Famille entendante	Surdité dans la famille	Parents sourds
Communication orale	préscolaire	71%	69%	32%
	primaire	60%	53%	23%
	secondaire	31%	23%	0%
Communication gestuelle	préscolaire	29%	31%	69%
	primaire	40%	47%	77%
	secondaire	69%	77%	100%

Le choix linguistique fait par les parents est le résultat d'un croisement de plusieurs paramètres internes ou externes. (Lhericel, 2006). Opéré souvent dans l'urgence, la réponse est soumise à des contraintes de type matérielle, mais "également morales avec le deuil impossible de l'enfant souhaité (p.2), la rupture de communication orale spontanée. Par ailleurs le rôle de figure de choix linguistique que peuvent jouer certains acteurs institutionnels et le choix de la langue comme révélateur de position de fonds sur le rôle et la place des langues en concurrence. Ces différents paramètres opèrent dans tous les pays, mais leurs poids ne sont pas les mêmes. A ces paramètres, il faut ajouter celui de la proximité scolaire qui semble être un paramètre extrêmement important. Une scolarisation en école spéciale signifie chez les Québécois en tous les cas, des transports importants voire une séparation du milieu familial.

3.3 La scolarisation bilingue en France

En France, les expérimentations du bilinguisme s'effectuent dans différentes régions grâce à des conventions «filière bilingue en français écrit et langue des signes» accordées par le ministère de l'Education Nationale. A notre connaissance seule une filière complète allant de la maternelle au lycée est effective actuellement (projet IRIS, Toulouse). Toutefois une lecture attentive des expériences pédagogiques menées dans les autres classes bilingues montre que de fait seuls les élèves qui semblent ne pas posséder les compétences nécessaires pour être intégrés en classes ordinaires peuvent suivre de telles classes selon l'état des lieux dressés dans le journal *Tendance sourds* de février 2009 (DavSign, 2009). De fait, elles sont donc à considérer comme relevant de l'enseignement spécialisé (type classes CLISS) et les résultats obtenus par les élèves ne peuvent être mis

sur le compte du bilinguisme uniquement, mais également sur les difficultés liées tant à l'enfant qu'au milieu scolaire qu'il fréquente.

En France, nous retrouvons ce que nous avons déjà signalé l'année dernière. Le bilinguisme lorsqu'il existe est selon Dalle-Nazébi & Lachance. (2005) et Lhericel, (2006) dans la plupart des cas un choix obligé, puisqu'il apparaît comme un dispositif de dernier recours en cas d'échec scolaire. Paradoxalement le choix d'une langue à modalité gestuelle relève plus d'un choix de simplification. Par ailleurs cette tendance indique que malgré les différents décrets ministériels, la France ne parvient pas lorsqu'il s'agit de population sourde à scolariser à attribuer réellement à la LSF un statut de langue à part entière.

3.4 L'intégration vue au travers de quelques textes allemands

Nous avons cherché dans la littérature recensée par le CSPS différents articles concernant la problématique de l'intégration des enfants présentant un déficit auditif dans les deux pays germanophones, à savoir l'Allemagne et l'Autriche. Les références que nous avons conservées sont toujours issues de recherches universitaires scientifiques.

Les recherches sur l'intégration semblent se préoccuper sur le niveau de langue atteint ce qui ne diffère guère des études que nous avons recensées l'année dernière. Les constats liés à la difficulté d'acquisition de la langue écrite sont identiques. Notre intérêt se portera non pas sur les aspects de l'acquisition de la langue, mais bien sur les différentes formules d'intégration proposées dans différents Land allemands et en Autriche (Vienne) ; de plus nous avons pointer les dimensions sociales émotionnelles et motivationnelles que les enfants sourds et malentendants intégrés en classe ordinaire peuvent ou non rencontrer.

En Allemagne, si dès les années 1990 l'enseignement ordinaire s'est réellement ouvert aux enfants sourds et malentendants, la scolarisation des enfants malentendants se déroule différemment selon les Länder. La forme choisie selon Leonhardt (2005) dépend de plusieurs critères tels leur ancrage légal, des critères d'accès concernant les élèves, des financements, du degré et de l'école concernée, de l'ouverture et de l'influence de l'autorité. De façon générale, les Länder vont offrir alternativement au moins une des formes suivantes de scolarisation.

- 1) fréquentation d'une école traditionnelle pour enfants sourds et malentendants.
- 2) Fréquentation d'une classe spécifique à la surdité coopérant de manière étroite avec une école ordinaire
- 3) L'enseignement dans une classe spécifique située dans un établissement ordinaire.
- 4) La fréquentation d'une école intégrante propre à l'arrondissement scolaire de l'enfant qui accueille différents types de handicap
- 5) La fréquentation d'une école de quartier, dans le sens d'une intégration individuelle.

Les formes actuelles de la scolarisation ne paraissent a priori pas très différentes de ce qui se passe en Suisse romande et au Québec. Toutefois, une étude plus détaillée faite en Bavière indique que les formes d'intégration peuvent prendre quelques formes

particulières et intéressantes à plus d'un titre. En effet, selon Klitzke, Diller, & Bogner (2008) et Steiner, (2008) différentes formes d'école et d'enseignement se sont développées. En particulier il faut distinguer entre l'intégration individuelle et l'intégration de groupe. Accepter un seul élève ou plusieurs élèves dans une classe ne relève pas des mêmes formes d'enseignement. Ainsi dans le cas d'intégrations collectives, ces auteurs mentionnent deux formes possibles d'intégration : les classes d'intégration et les intégrations préventives.

Les classes d'intégration permettent à un seul enfant ou à un groupe d'enfants présentant un déficit auditif de fréquenter une classe régulière. Deux enseignants dont un enseignant en pédagogie spécialisée co-enseignent et sont responsables tous deux de tous les élèves de la classe. Pour certaines branches, en règle générale les disciplines liées à la langue (langue 1 ou langue 2), le groupe des enfants sourds et malentendants est séparé des autres membres de la classe et reçoivent un enseignement adapté à leur spécificité. Une différenciation entre les élèves est également pratiquée et les enseignements constamment ajustés aux élèves. La différenciation constitue la base de l'enseignement et s'applique non seulement entre les groupes mais dans les groupes.

Les intégrations préventives sont en quelque sorte 'une intégration inversée, en ce sens où des enfants entendants fréquentent une classe d'un établissement spécifique à la surdité. Toutes les branches sont enseignées en commun et l'enseignement suit le programme du ministère et les standards de l'école régulière. La différence de cette classe réside dans l'offre de suivi individuel

Les formes d'intégration

L'intégration préventive s'est développée à la suite des travaux de Breitner (1993), qui défend l'idée d'une rencontre entre enfants sourds et entendants, afin d'empêcher les échecs de scolaires. Partant du principe que ce qui est bon pour les élèves de l'enseignement spécialisé l'est également pour des élèves sans besoin particuliers, la scolarité est effectuée au sein d'une école relevant de la pédagogie spécialisée et dont les classes sont composées d'enfants sourds et d'enfants entendants. L'enseignement est basé sur les besoins des enfants sourds et malentendants. Cette forme d'intégration vise une meilleure intégration sociale et est parfois considérée comme le souligne Steiner une intégration inversée ou contraire. Parallèlement, elle introduit une dimension socio-politique puisqu'il s'agit pour l'école spécialisée de s'ouvrir et modifier les représentations qu'elle suscite.

En Bavière, selon Steiner (2008), la réussite de l'intégration individuelle suppose la mise en place de conditions préalables. Parmi celles-ci, l'auteure nous rend attentifs aux aspects d'organisation de l'espace et aux aspects techniques nécessaires (mise en place d'un système FM) pour faciliter l'accès à la communication et à la langue. Des aspects didactiques et méthodologiques cités sont essentiellement liés à des règles de la communication (structuration de la langue, pause, clarté de l'énoncé, ...). Ces aspects techniques sont également soulignés dans l'étude de Lindner (2007). Cette dernière constate qu'une des difficultés de l'intégration réside dans un sous-emploi des aides techniques, et ce pour deux raisons. L'élève intégré cherchant à être le moins différents des autres informe l'enseignant que le système FM ne l'aide pas. L'enseignant intégrant

adopte la conduite demandée, et par conséquent la communication s'appauvrit. De même l'intégration ne peut se faire que dans la mesure où l'enseignant et les parents consentent librement à cette forme de scolarisation et qu'un respect mutuel entre élève, enseignant et parents puisse s'établir. L'aide d'un enseignant spécialisé qui établit un lien entre les enseignants intégrants et la famille semble être une des solutions prônées par les chercheurs. En effet, le pédagogue de liaison qui partage les constats que parents, enseignants intégrants et élèves intégrés font au sujet des difficultés rencontrées lors d'intégration, ont un rôle d'accompagnement et d'orientation, voire de réorientation indispensable et central.

L'étude de Klitzke, Diller et Bogner (Leonhardt, 2005) mesure le degré d'intégration sociale, émotionnelle et motivationnelle des enfants sourds et malentendants et de leurs pairs entendants. Dans les deux formes d'intégration mentionnée ci-dessus (intégration préventive, intégration de classe), ces auteurs font les constats suivants. Les élèves sourds et malentendants en classe d'intégration ressentent une moins bonne intégration sociale que leurs camarades entendants. Ce résultat provient essentiellement de la séparation effectuée pour certains cours, marquant de fait une césure sociale basée sur la différence. Dans le cas d'intégration individuelle, Linder (2007) évoque même des manifestations de bullying ressenti par les élèves sourds et malentendants intégrés. La co-présence de deux enseignants est également un facteur déstabilisant pour les enfants sourds qui ne savent quel est leur enseignant de référence. Dans la classe d'intégration préventive, les constats ne sont pas identiques. En effet, les enfants sourds s'y sentent socialement bien intégrés. Le souci des enseignants de promouvoir constamment une excellente communication entre les élèves, de même que la supériorité en nombres des enfants sourds par rapport à leurs camarades entendants sont des facteurs explicatifs à ce résultat. Le ressenti émotionnel des élèves à propos de l'école qu'ils fréquentent, est corrélée à l'image qu'ils ont de leur intégration sociale. L'estime de soi est également clairement plus basse chez les élèves de classes d'intégration que chez les élèves qui fréquentent l'enseignement spécialisé en classe d'intégration préventive. L'intégration en classe ordinaire telle qu'elle est conçue en Bavière ne favorise pas autant la construction d'une bonne image de soi ou de ses performances scolaires qu'on aurait pu l'espérer. Une autre composante sociale étudiée concerne la participation communicative et psychosociale. Elanjimattom & Hintermair (2009) soulignent qu'une participation extensive en classe est une condition de réussite scolaire des élèves intégrés. La participation active de l'élève à l'activité scolaire est dépendante de facteurs psychosociaux ou socio-émotionnels et du tableau clinique de l'élève. En effet, plus la surdité est importante, moins les élèves se sentent à l'aise dans les situations d'intégration.

4 Résultats et analyses des données de l'Observatoire (HEP - Vaud)

Les données de l'Observatoire ont pour objectif de mieux connaître la population des enfants sourds et malentendants vivant en Suisse romande et au Tessin. La question centrale consiste à connaître le type et le degré de déficience auditive et le type de prothèse portée des élèves sourds et malentendants et leur parcours scolaire et les prestations offertes pour les accompagner. Il nous a semblé également opportun de nous interroger sur le lien entre les modalités de communication et la scolarisation. De même

nous avons également porté notre attention sur l'évolution de la scolarisation des élèves. Cette année 2009 nous a permis de recueillir des renseignements concernant l'année 2007-2008.

Pour cette année, nous possédons comme pour l'année précédente des données portant sur les dimensions suivantes :

- les caractéristiques de l'élève
- la scolarité de l'élève
- les modes de communication
- les mesures d'intégration en classe ordinaire
- les prestations dont bénéficie l'élève

La difficulté d'obtenir des données complètes et fiables s'est une nouvelle fois ressentie et a par conséquent ralenti la marche de nos travaux. Par ailleurs, nos correspondants cantonaux ont eu de la difficulté à trouver le temps et les renseignements nécessaires pour remplir le questionnaire que nous leur avons remis. En effet, ce facteur temps ou surcharge a entraîné la non participation d'un canton qui faisait pourtant partie de la base de données de l'année dernière. La mise en fichier Excel, la reconduction dans l'ensemble des mêmes questions que nous avons parfois reformulées n'ont semble-t-il pas diminué la charge de travail. L'exercice d'une étude longitudinale nécessite effectivement de contrôler l'ensemble des données récoltées les années précédentes et de compléter ou modifier si nécessaire les données. Les questionnaires sont longs et exigent non seulement un travail minutieux, mais également l'accessibilité pour les répondants à des sources fiables. Dans un canton, nous avons collaboré de façon très étroite avec les délégués pour la saisie de données. Cette collaboration utile permet aux délégués et aux chercheurs de s'assurer de la compréhension de la question et de l'information recherchée. Dans les autres cantons, une telle collaboration ne s'est établie que lorsque les réponses semblaient étonnantes ou incohérentes avec d'autres renseignements obtenus pour le même élève. Il s'avère que les instructions documentées peuvent souvent suffire, toutefois une formation directe des répondants ou une aide des chercheurs permet de s'assurer de la validité des informations obtenues.

La récolte des données a été plus longue que prévue, les obstacles plus nombreux et nos exigences plus élevées. Comme c'était le cas l'année dernière, l'observatoire 2009 recèle encore quelques imperfections et ce nonobstant les réajustements que nous y avons portés. Cependant, malgré ces défauts, les résultats que nous vous livrons ci-dessous paraissent suffisamment fiables et intéressants à plus d'un titre.

Nous déclinons pour chaque dimension évoquée les résultats généraux et les résultats cantonaux des six cantons qui ont participé à l'Observatoire lorsque ceux-ci s'avèrent être différents des résultats généraux.

4.1 Caractéristiques de la population recensée²⁰

4.1.1 Données générales

Pour 2007-2008, 288 élèves sourds et malentendants sont recensés sont répartis de manière équivalente entre filles et garçons (respectivement 49.5% et 50.5%) dont 54 élèves n'étaient pas recensés l'année dernière. Ainsi malgré l'absence de 36 élèves, le recensement s'est accru et la couverture des enfants sourds et malentendants est meilleure.

La répartition de la population selon l'âge (cf. Figure 1) révèle que cette dernière ne se distribue pas équitablement sur l'ensemble des classes d'âge.

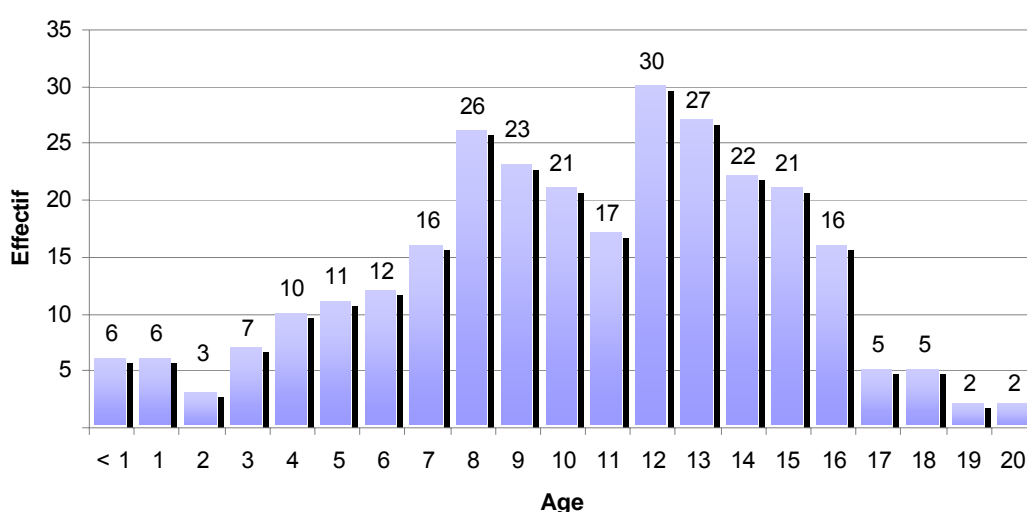


Figure 1 : distribution selon l'âge de la population des enfants sourds et malentendants (âge en début d'année scolaire 2007-2008)

En début d'année scolaire examinée les enfants signalés ont entre moins d'une année et 20 ans; leur moyenne d'âge se situe à 10 ans et 3 mois (l'écart-type est de 4 ans 3 mois). La moitié de cette population est âgée de moins de 11 ans.

Nos données montrent grosso modo avec un report d'une année la même distribution que l'an dernier (Figure 2). La population des jeunes de 16 ans et plus semble toutefois mieux recensée, mais reste cependant inférieure au taux attendu. L'effet de signalement scolaire et une difficulté de suivre la population scolaire dans le post-obligatoire que nous avons soulignés dans le rapport précédent perdurent. Le fléchissement de cette population pour le post-scolaire n'est pas dépendant de la présence ou non de la surdité, mais plutôt de la difficulté de traçabilité de ces élèves dans le post-obligatoire.

²⁰ Les données manquantes se situent autour d'une moyenne de 3.5% pour l'ensemble des douze items relevant de cette dimension (min = 0% et max = 14.6%)

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

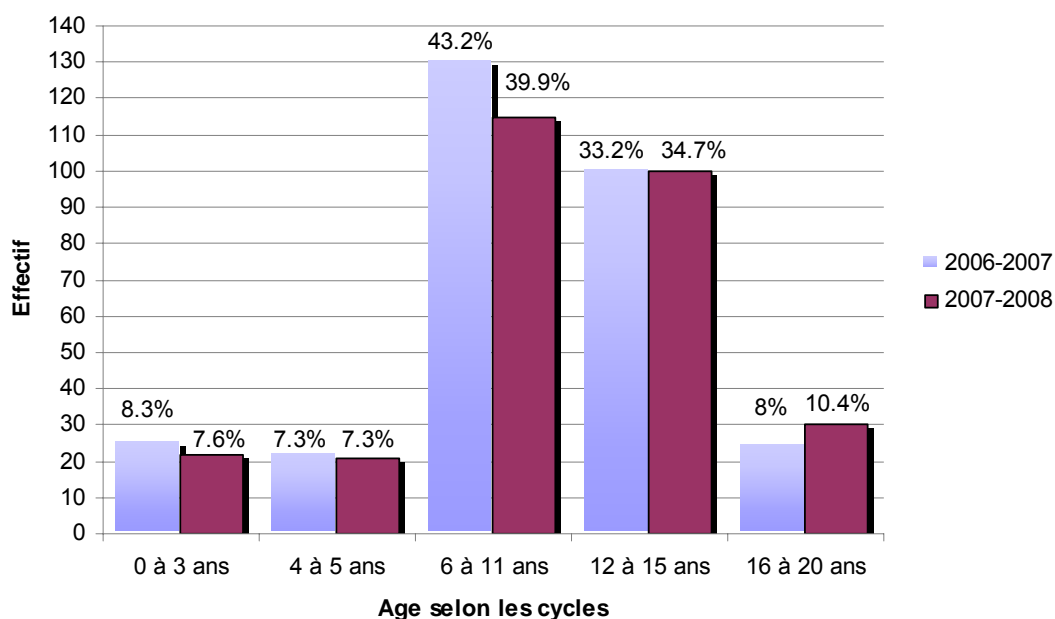


Figure 2 : comparaison des effectifs 2006-07 et 2007-08 recensés par groupes d'âges selon les cycles scolaires

62.3% de cette cohorte d'élèves est de nationalité suisse et 18.9% provient de l'espace Schengen (12 % sont des élèves de nationalité portugaise et 6.9% sont des élèves d'autres nationalités). La langue maternelle déclarée est pour 64.6% des élèves le français. Le portugais vient en deuxième place avec 11.3% et la LSF suit avec 5.1% des élèves. Le bilinguisme LSF et langue majoritaire est rarement évoqué (1.5%), de même qu'un bilinguisme partageant deux langues à modalité orale²¹.

La répartition cantonale montre une très grande variabilité, comme l'indique la Figure 3 ci-dessous. Nous avons inscrit dans chaque barre de l'histogramme le taux que représente la population d'enfants sourds et malentendants comptabilisés par rapport à la population cantonale des 0-20 ans annoncés par l'OFS (2007)²².

²¹ Nous trouvons la mention bilinguisme LSF et langue majoritaire pour quatre élèves seulement, et celle de bilinguisme pour trois élèves.

²² La statistique fédérale ne nous permettant pas d'avoir l'effectif des populations de 0-20 ans pour les parties romandes des deux cantons bilingues, l'effectif de référence pour ces deux cantons est issu d'un calcul et n'est pas établi par l'OFS.

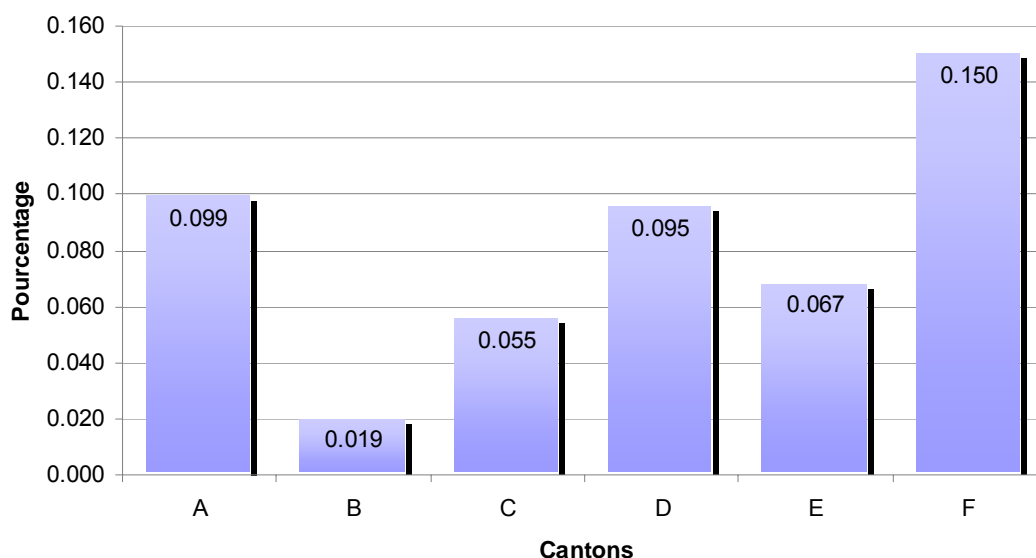


Figure 3 : taux d'enfants sourds et malentendants recensés par canton.

Les élèves ne sont pas signalés aussi fréquemment dans un canton que dans l'autre. Un canton recense 0.15% d'enfants sourds et malentendants parmi sa population âgée de 0-20 ans, alors que dans les autres cantons, le taux s'abaisse pour atteindre 0.02 %. Une nouvelle fois, nous devons nous interroger sur le suivi des élèves sourds et malentendants dans les différents cantons. Ces grandes différences cantonales sont particulièrement marquées à certains âges (Figure 4). En effet, les enfants sourds et malentendants de 0 à 3 ans manquent à l'appel dans trois cantons. On peut imaginer que nos partenaires n'ont pas pu obtenir les traces des élèves sourds et malentendants suivis par d'autres services que le leur. Ainsi, dans plusieurs cantons, la population recensée ne couvre donc pas l'ensemble des 0-20 ans comme il était espéré et souhaité par le mandant.

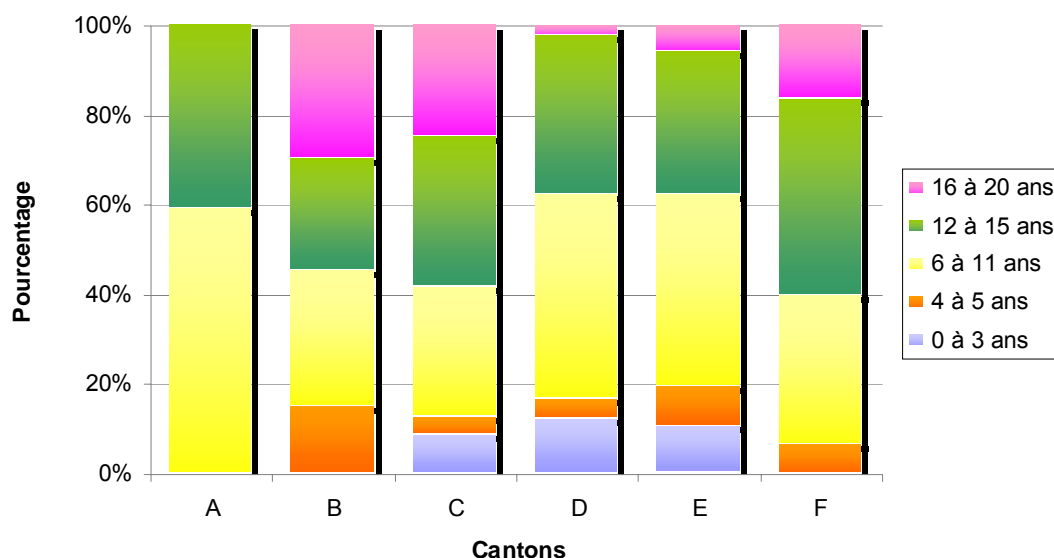


Figure 4 : distribution des effectifs cantonaux (%) par âges groupés selon les cycles scolaires

4.1.2 Type de surdité

La surdité dont souffrent les enfants recensés est congénitale pour la très grande majorité (68.4%). La surdité survenue entre 0 et 2 ans (surdité prélinguale) est un peu plus fréquente que la surdité périlinguale apparaissant entre 3 et 10 ans. Les surdités acquises postlinguales sont extrêmement rares comme nous l'indique le tableau 25. Ces données restent sensiblement les mêmes que celles de l'année dernière.

Tableau 25 : âge d'apparition de la surdité

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Congénitale	167	69.3	69.3
Prélinguale (0 à 2 ans)	41	17.0	86.3
Périlinguale (3 à 10 ans)	31	12.9	99.2
Postlinguale (10 et plus)	2	.8	100.0
Total	241	100.0	
Renseignement non disponible	47		
Total	288		

Nous avons classé les surdités présentées par les enfants en nous basant sur la classification du Bureau international d'audiophonologie. Pour 79.3 % des individus, les deux oreilles présentent une perte de même ampleur. Dans les 20.7 % restants, les pertes ne sont pas identiques sur les deux oreilles. Nous avons procédé à un regroupement des enfants sourds et malentendants dans les quatre types de surdité décrits en fonction des données sur l'oreille la plus performante. Ainsi lorsqu'un enfant présente une surdité sévère sur l'oreille droite et une surdité profonde sur l'oreille gauche, nous l'avons classé dans la catégorie "surdité sévère". Cette manière de faire donne lieu à la distribution suivante:

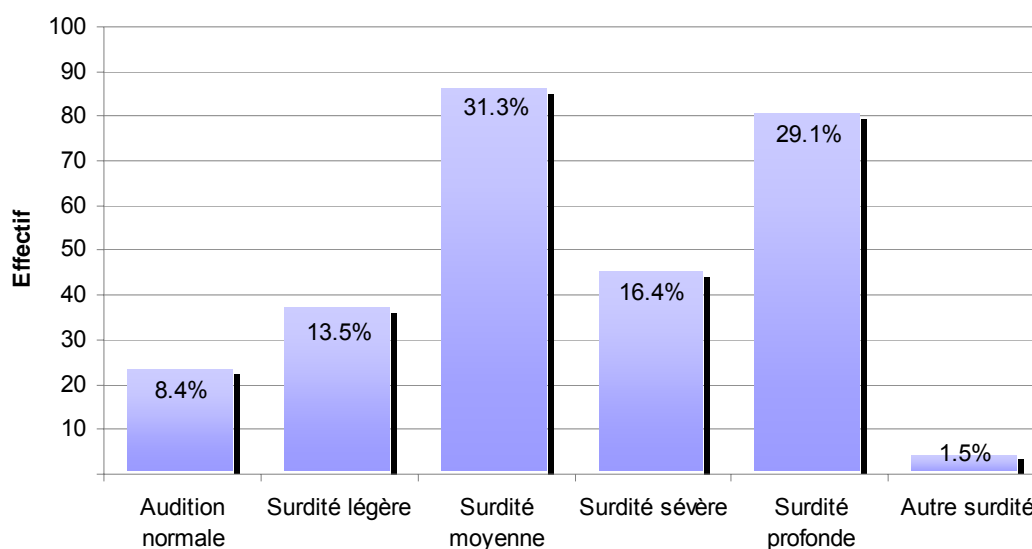


Figure 5 : répartition de la population selon le type de surdité de l'oreille la plus performante

La fluctuation des données par rapport à 2006-2007 est moindre. En effet, nous retrouvons une dominance des surdités moyennes qui s'avèrent légèrement plus fréquentes que les surdités profondes, tandis que les surdités légères couvrent une population nettement plus petite (13.5% cas recensés). Les élèves regroupés dans la catégorie «audition normale» souffrent d'une perte auditive sur une oreille. Celle-ci est dans tous les cas supérieure à 40 décibels de perte et dans la moitié des cas supérieure à 90 décibels (surdité profonde). Les 37 élèves atteints d'une surdité légère ont pour douze d'entre eux une perte plus importante que 40 décibels sur la deuxième oreille. Les surdités moyennes qui sont les plus fréquentes dans notre population (86 cas recensés) se caractérisent presque toutes par une perte identique sur les deux oreilles. Les sourds sévères et profonds, respectivement 16.4% et 29.1% de notre échantillon, souffrent d'une perte conséquente de plus de 70 décibels. Ainsi la moitié de la population recensée ne peut accéder à la perception de la voix humaine sans apport prothétique.

4.1.3 Appareillage

La prise en considération des différents appareils prothétiques proposés aux élèves montre également une inégalité qui surprend. En effet, les élèves implantés sont peu nombreux dans la population (n= 49) (Tableau 26), ce qui nous porte à croire une nouvelle fois que les données reçues ne couvrent pas l'ensemble de la population sourde et malentendante.

Tableau 26 : type de prothèses portées par les élèves

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide
Non appareillé ou ne porte pas ses prothèses	33	11.5	12.5
Prothèse auditive externe 1 oreille (G ou D)	10	3.5	3.8
Prothèses auditives externes 2 oreilles	169	58.7	64.0
Implant cochléaire 1 oreille (G ou D)	17	5.9	6.4
Implants cochléaires 2 oreilles	12	4.2	4.5
Mixte (prothèse auditive 1 ou 2 oreilles; implant cochléaire 1 ou 2 oreilles)	20	6.9	7.6
Autre	3	1.0	1.1
Total	264	91.7	100.0
Renseignement non disponible	24	8.3	
Total	288	100.0	

La lecture du Tableau 26 indique que les élèves recensés portent majoritairement une prothèse auditive externe sur les deux oreilles (169 cas). Nous devons également signaler qu'un taux relativement important (12.5%) d'élèves ne portent pas leurs prothèses ou ne sont pas appareillés, ce qui pourrait entraîner un déficit langagier important.

Pour les 199 élèves porteurs de prothèses auditives externes, l'appareillage est posé dans 62.5% des cas avant l'entrée en classe primaire. La moyenne d'âge de l'appareillage est

située à 4 ans (l'écart-type est de 3 ans et 1 mois). 35.7% de ces enfants sont appareillés durant le cycle primaire (Tableau 27).

Tableau 27: âge d'appareillage de la prothèse auditive externe

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
0 à 23 mois	40	21.6	21.6
2 à 5 ans	76	41.1	62.7
6 à 11 ans	66	35.7	98.4
12 à 18 ans	3	1.6	100.0
Total	185	100.0	
Renseignement non disponible	14		
Total	199		

L'appareillage sous forme de prothèses externes est posé chez les très jeunes élèves (21.6%). A neuf ans, 94.6 % des prothèses externes sont en place. Dans le cas des surdités congénitales, la prothèse auditive externe est posée avant 6 ans dans 66% des cas.

Un regard plus détaillé nous permet de constater que parmi les 69 élèves appareillés tardivement, 65% (N=43) les surdités sont congénitales et 11% (N=7) sont prélinguales (c'est-à-dire apparues entre 0 et 2 ans). De plus, la perte auditive peut être importante, puisque dans 30% de ces 50 cas, la surdité s'avère sévère ou profonde.

Les élèves implantés souffrent soit de surdité sévère (N=10), soit de surdité profonde (N=38). Le nombre d'enfants implantés s'accroît avec la sévérité de la surdité (Tableau 28): alors que 22.2% des surdités sévères sont implantées, le pourcentage culmine à 52% chez les enfants souffrant de surdité profonde. Dans certains cas, l'appareillage peut être mixte (N=19) et concerne toujours des surdités sévères ou profondes.

Sur l'ensemble des enfants avec une surdité sévère, 77.8% ont uniquement une ou deux prothèses auditives externes, 8.9% sont implantés, et 13.3% sont à la fois implantés et appareillés d'une prothèse auditive externe.

Sur l'ensemble des enfants avec une surdité profonde, 47.9% sont appareillés d'une ou de deux prothèses auditives externes, 34.2% sont implantés, et 13.3% ont à la fois une prothèse auditive externe et un ou deux implants.

Tableau 28 : Appareillage des enfants et des jeunes sourds sévères et sourds profonds

Type de surdité selon l'oreille la plus performante	Type de prothèse			Total
	Prothèse(s) auditive(s) externe(s)	Implant(s) cochléaire(s)	Mixte	
Surdité sévère	35	4	6	45
	77.8%	8.9%	13.3%	100.0%
Surdité profonde	35	25	13	73
	47.9%	34.2%	17.8%	100.0%
Total	70	29	19	118
	59.3%	24.6%	16.1%	100.0%

Les 49 enfants implantés ont été nombreux à recevoir un appareillage durant la première enfance entre 2 et 5 ans (Tableau 29). Les implantations précoces dont on trouve trace dans la littérature médicale ne semblent guère être présentes dans nos données. Les implantations chez les enfants en âge scolaire touchent quatre enfants sur dix. De fait, l'implant cochléaire chez nos élèves est moins fréquent avant deux ans que pour les enfants porteurs de prothèses externes.

Tableau 29: âge d'appareillage de l'implant cochléaire

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
0 à 23 mois	5	10.4	10.4
2 à 5 ans	23	47.9	58.3
6 à 11 ans	19	39.6	97.9
12 à 18 ans	1	2.1	100.0
Total	48	100.0	
Renseignement non disponible	1		
Total	49		

Tableau 30 : Age d'appareillage de l'implant cochléaire selon le type de surdité

Types de surdité selon l'oreille la plus performante	Age d'appareillage de l'implant cochléaire				Total
	0 à 23 mois	2 à 5 ans	6 à 11 ans	12 à 18 ans	
Audition normale	.0%	.0%	.0%	.0%	0.0%
Surdit�� l��g��re	.0%	.0%	.0%	.0%	0.0%
Surdit�� moyenne	.0%	.0%	.0%	.0%	0.0%
Surdit�� s��v��re	.0%	4 40.0%	5 50.0%	1 10.0%	10 100.0%
Surdit�� profonde	5 13.5%	19 51.4%	13 35.1%	.0%	37 100.0%
Total	5 10.6%	23 48.9%	18 38.3%	1 2.1%	47 100.0%

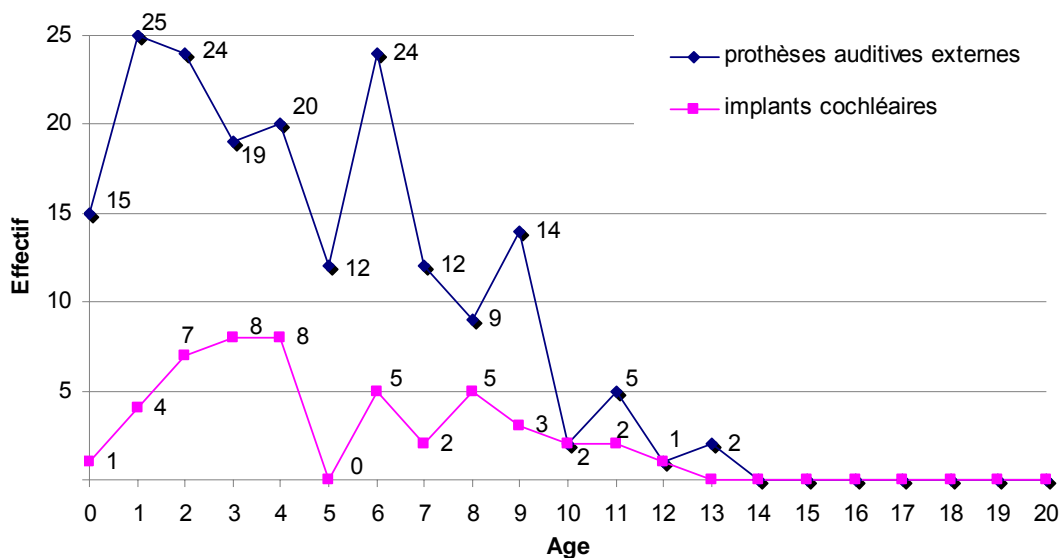


Figure 6 : comparaison des âges d'appareillage selon le type de prothèses

Ces deux populations sont donc très comparables du point de vue de la découverte possible de la langue orale. Les enfants signalés ont ainsi d  pour la plupart d'entre eux développer la communication dans d'autres modalités que la modalité orale.

Etrangement, nous notons (Figure 6) qu'à 5 ans, aucun enfant ne semble être implanté. De plus l'appareillage externe semble lui aussi fortement diminuer à cet âge. Nous pouvons supposer que des dépistages ont lieu pendant la fréquentation de la deuxième année du cycle enfantin et que l'appareillage est posé une année après.

Les systèmes d'amplification FM ou microvox ne sont guère fréquents. Seuls 76 cas sont renseignés positivement et leur usage est mis en place à l' cole primaire (68.3%).

Les trois enfants âgés de moins de 4 ans viennent d'être implantés. Leur entrée à l'école primaire coïncidera avec une durée d'implantation d'au moins trois ans. Chez les neuf élèves âgés de 4 -5 ans, la durée d'implantation est variable; pour trois d'entre eux l'implant a été posé depuis trois ans ce qui suppose une bonne récupération auditive, tandis que pour les cinq autres élèves la pose est plus récente (2 ans ou moins). Pour ces derniers, nous pouvons supposer que l'apport de l'implant n'a pas encore atteint son efficacité maximale et que les élèves éprouvent encore des difficultés dans la communication. Il en va de même pour les six élèves fréquentant l'école primaire (6-11 ans) et qui portent un implant depuis moins de trois ans. Nous observons peu de pose récente d'implants dans la population des 12-15 ans. En effet dix élèves portent ce type de prothèse depuis 4 ans au moins ; chez les 16-20 ans, la durée d'implantation est également toujours supérieure à six années.

Nous n'observons aucune différence cantonale concernant la durée de l'implantation. La présence d'un centre d'implantation dans un canton n'a donc aucune influence sur ce facteur.

4.2 *La scolarité des élèves*

Pour cette dimension, les données cette année sont recueillies à partir de six items qui se déclinent en plusieurs questions²³. Les données concernant le cursus scolaire passé de l'élève sont difficiles à obtenir; ainsi les renseignements fiables et complets concernent essentiellement les deux années couvertes par l'observatoire.

La Suisse romande offre plusieurs modèles de scolarisation aux élèves sourds et malentendants. Les élèves peuvent fréquenter à plein temps des écoles spécialisées en surdité, des établissements spécialisés non spécifiques à la surdité, ou des établissements relevant de l'école ordinaire obligatoire et de l'école professionnelle. Dans ce cas, nous pouvons parler d'une intégration complète de l'élève et d'une scolarité régulière. D'autres modèles de scolarisation sont également possibles et établissent une fréquentation à temps partiel (parfois aussi nommé à temps partagé) de deux structures scolaires.

Les élèves à plein temps dans une seule structure sont nombreux à fréquenter l'école ordinaire. En effet, 147 élèves âgés de 4 à 20 ans sont scolarisés à plein temps dans l'école ordinaire, soit 53.4% de la population recensée, dont 3.6% sont inclus dans une structure relevant du secondaire 2. Les établissements et les classes spécifiques à la surdité accueillent à temps plein 9.5% des élèves ayant un déficit auditif. Il en va presque de même pour les établissements spécialisés non spécifiques à la surdité (10.2%). L'enseignement professionnel ordinaire est peu représenté puisque nous n'avons pu répertorier que 9 élèves (3.3%) qui en suivent les cours (Figure 7).

²³ Les données manquantes se situent autour d'une moyenne de 11% pour l'ensemble des items relevant de cette dimension (min = 4.5% et max = 27.4%)

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

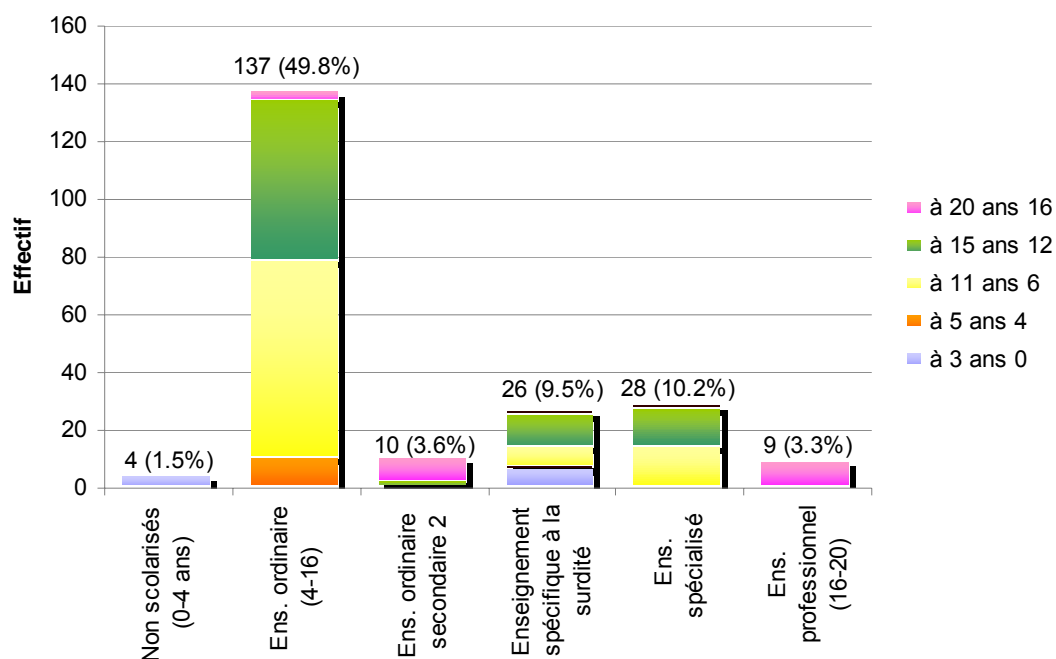


Figure 7 : répartition des élèves dans les différentes structures scolaires (plein temps)

Les scolarisations intégrantes qui favorisent la fréquentation de deux structures parallèlement sont suivies par 59 élèves. La voie la plus familière consiste à être enclassé à la fois dans une école pour enfants sourds et malentendants et en école ordinaire (17.5%). Les autres formes d'intégration sont plus rares.

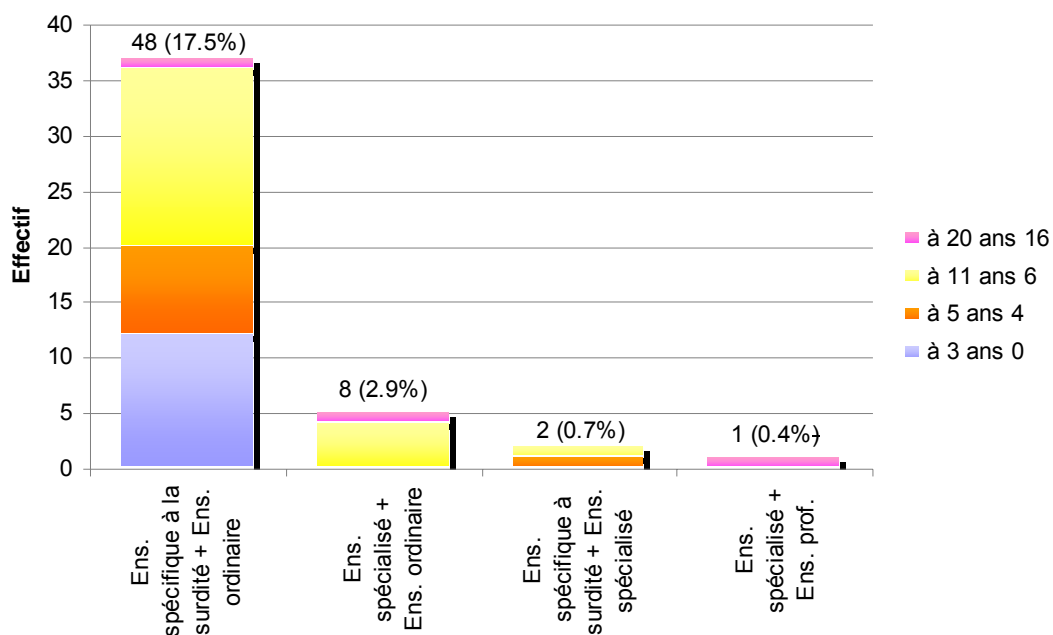


Figure 8 : répartition des élèves dans les différentes structures scolaires (temps partagé)

Une comparaison avec les données de l'année dernière s'avère intéressante. Nous notons que le taux d'intégration des élèves à plein temps dans l'école ordinaire est affaibli²⁴, tout en restant néanmoins majoritaire. En effet, 60.3% des élèves (n=178) recensés en 2006-2007 effectuaient leur scolarité obligatoire ou suivaient les cours d'écoles professionnelles, tandis que dans la population actuelle, le taux se monte à 54 %. Le taux d'enfants scolarisés à plein temps ou à temps partagé avec leurs pairs sourds et malentendants dans un établissement ou une classe spécifique à la surdité amorce une très légère diminution (21.2%).

Nous pouvons cependant signaler que la fréquentation à temps plein en école ordinaire est variable d'un canton à l'autre. Dans les cantons n'offrant pas d'enseignement (classe ou établissement) spécifique à la surdité, l'intégration à temps plein dans l'école ordinaire avoisine 80%. Par contre dans les cantons qui offrent de telles structures, l'intégration complète en école ordinaire se situe autour de 50 à 55%. La fréquentation des structures de l'enseignement spécialisé non spécifique à la surdité par les enfants sourds et malentendants est liée aux structures offertes par le canton.

Trois cantons offrent un enseignement spécifique à la surdité destiné à une population d'environ 28 à 45% des élèves de leur canton. Un quatrième canton propose également un enseignement spécifique à la surdité accompagné d'intégration constante en classe ordinaire pour presque l'ensemble de ses élèves (78%). Dans tous les cas, l'enseignement peut être aménagé aussi bien à temps plein qu'à temps partagé.

La fréquentation d'établissement spécialisé non spécifique à la surdité varie entre 6 et 22% de notre population selon le canton.

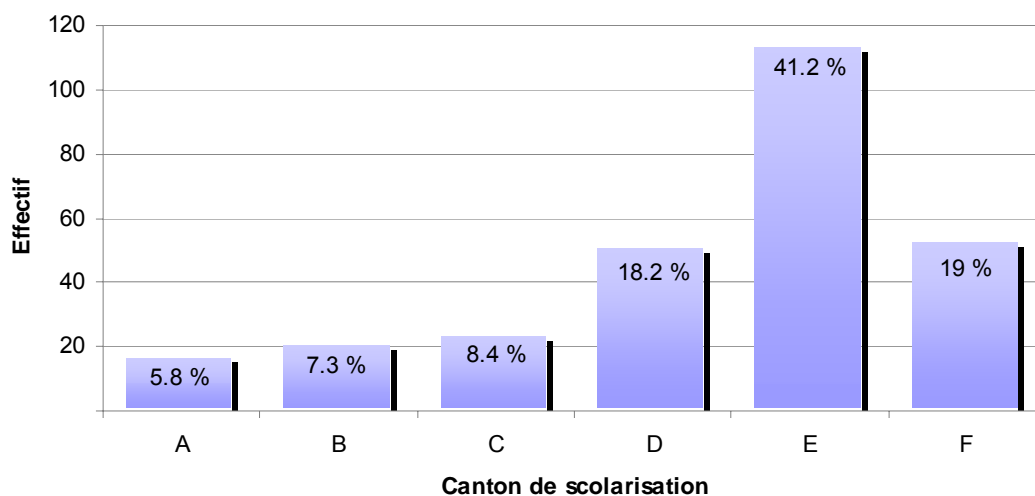


Figure 9 : population recensée selon les cantons (2007-2008)

Les données recueillies nous permettent de connaître la répartition des élèves dans les différents cycles d'enseignement suivi lorsque ceux-ci sont intégrés à temps complet dans une structure de l'enseignement ordinaire. Par contre, lorsque les élèves fréquentent une structure spécialisée à temps complet ou à temps partagé, le degré d'enseignement suivi est parfois connu, parfois inconnu.

²⁴ Pour rappel, un canton manque à l'appel pour l'année 2007-2008.

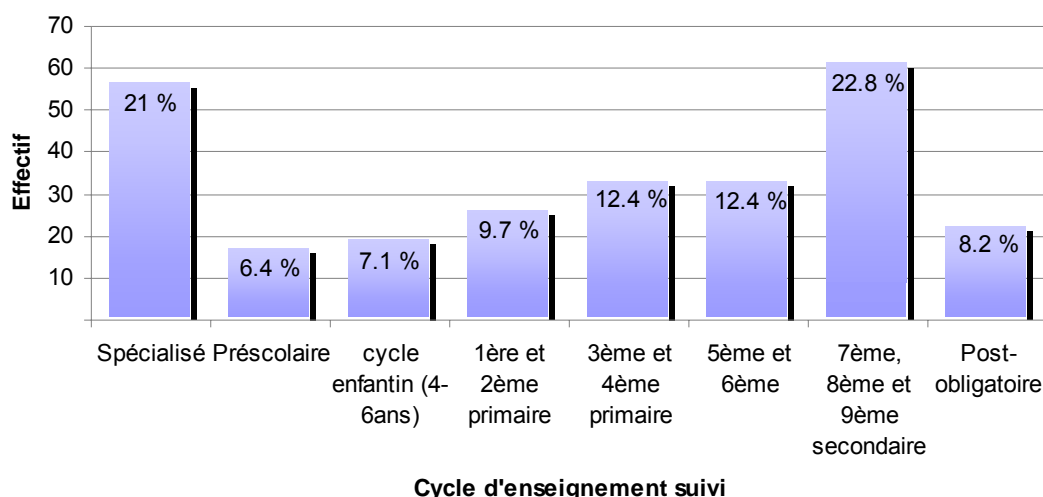


Figure 10 : population par cycle d'enseignement suivi (2007-2008)

Nous constatons que cette répartition est assez uniforme dans les cycles scolaires du primaire (Figure 10). Un accroissement au niveau du secondaire 1 est bien marqué. En effet, un cinquième de notre population est scolarisé dans le secondaire 1 (22.2%). Cet accroissement correspond à la répartition actuelle de la population recensée. Elle indique indirectement que ces classes ou cycles d'enseignement doivent eux aussi recevoir une attention particulière soit au niveau de la formation et de l'information aux enseignants soit au niveau des prestations que ces élèves reçoivent.

La fréquentation d'une structure est également renseignée en ce sens où l'on sait à quel âge l'élève présentant un déficit auditif a été dirigé vers la structure qu'il fréquente actuellement. Il apparaît que l'intégration dans l'enseignement ordinaire se fait de manière échelonnée. Un quart des élèves y sont entrés à plein temps dès l'âge de 4 ans, un autre quart dès l'âge de 5 ans, et un tiers y est entré pendant le premier cycle primaire. Les intégrations en temps partagé entre l'établissement spécialisé spécifique à la surdité et école ordinaire se dessinent une même tendance, à savoir que la fréquentation de deux ordres d'enseignement s'effectue essentiellement entre 4 et 6 ans pour 30% des élèves. Le premier cycle primaire en a accueilli à son tour 20%. Les intégrations plus tardives sont plus rares et sont concentrées essentiellement sur le deuxième cycle primaire.

Nous avons cette année détaillé la répartition des 113 élèves scolarisés dans les structures de l'enseignement spécialisé (Figure 11). Cette analyse nous conduit à constater que la fréquentation d'un établissement non spécifique à la surdité est rare. Les élèves sourds et malentendants de Suisse romande sont peu nombreux à fréquenter un établissement spécialisé à plein temps, que ce dernier soit spécifique ou non à la surdité. En effet respectivement 23 % et 20.4%, de cette cohorte d'élèves sont à plein temps dans un établissement spécifique à la surdité (ESM) ou non (ES).

Les intégrations vont essentiellement dans le sens d'un temps partagé entre l'école ordinaire (EO) et une structure spécialisée, la plus fréquente étant évidemment une fréquentation d'un établissement spécifique à la surdité et de l'école ordinaire (42 %).

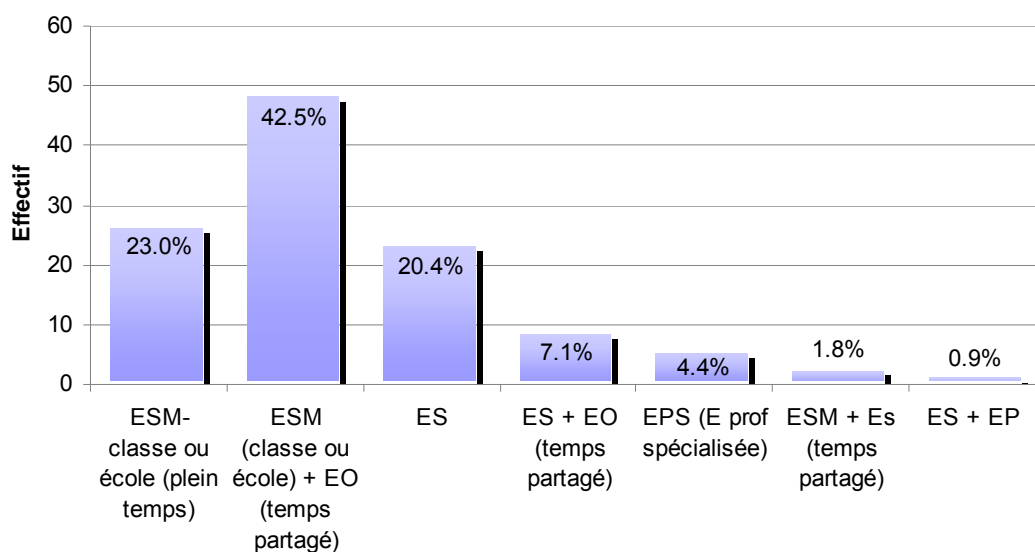


Figure 11: répartition des 113 élèves fréquentant une structure de l'enseignement spécialisé

4.2.1 Modalité de communication familiale

Le milieu familial choisit la langue orale comme mode de communication privilégié. La très grande majorité semble cependant être confrontée à une seule langue orale. Nos répondants ont signalé que sur 242 élèves dont le milieu familial communique en langue orale, 168 élèves vont toujours être exposés à cette modalité. Lorsque la modalité orale est présente, nous constatons que le bilinguisme est recensé pour 28 élèves, dont 22 sont exposés fréquemment aux deux langues orales.

Le mode de communication familial annoncé peut être un bilinguisme langue des signes française (LSF) et une langue orale. Nous avons 38 réponses qui signalent un usage de ce type de communication. Pour 20 élèves, l'utilisation en est fréquente (c'est-à-dire souvent ou toujours). L'usage de la modalité gestuelle (LSF) est pratiquée dans 67 cas : la fréquence de celle-ci est cependant relativement faible, puisque pour 29 d'entre eux, l'usage de la langue des signes est rare ou inconstant. Lorsque celle-ci est utilisée toujours, seuls 12 cas correspondent à ce profil.

La modalité orale peut être accompagnée d'aides plus visuelles afin de favoriser la communication entre sourds et entendants. Les aides recensées nécessitent pour deux d'entre eux l'apprentissage d'un code conventionnel et arbitraire. C'est le cas du LPC, ou encore du français signé. La troisième aide répertoriée touche à la communication extraverbale qui est accentuée par la personne entendant afin d'attirer le regard de l'enfant. Ainsi les mimes et mimiques inclus dans la langue orale sont dans le cas de la surdité très souvent renforcés. Ils agissent comme un signal permettant de mieux décoder le langage oral et apportent à l'enfant sourd une aide pour comprendre le sens de ce qui est dit.

L'importance ou non des différentes aides qui relèvent d'une modalité gestuelle ne sont apparemment pas partagées par l'entourage de l'enfant. Ainsi nous ne pouvons pas conclure au choix privilégié d'une aide au détriment d'une autre par l'entourage. En effet, les fréquences d'utilisation les plus hautes pour les trois aides considérées varient autour des termes "souvent", "quelquefois", et "rarement".

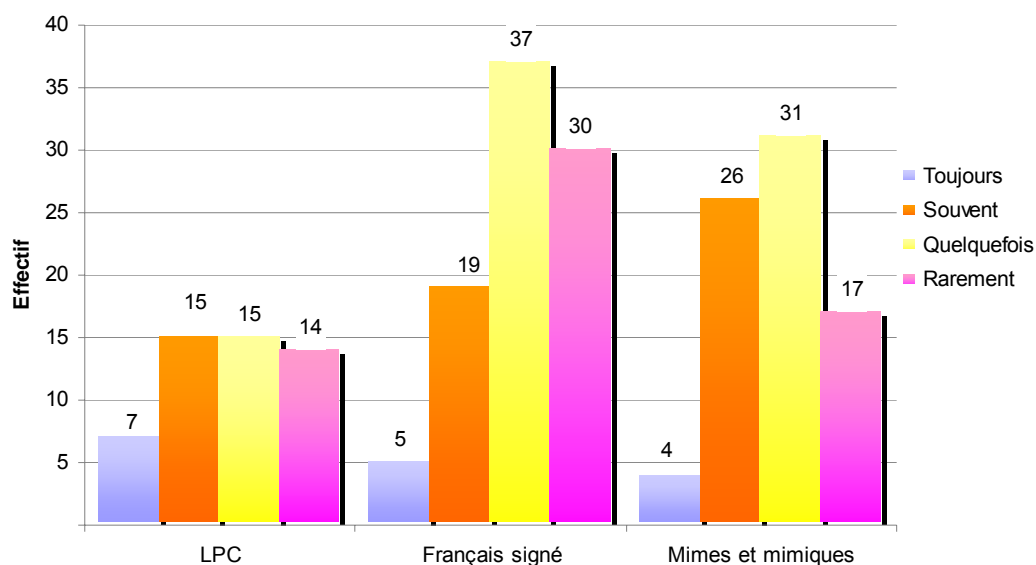


Figure 12: modalité de communication utilisée par le milieu familial (2007-2008)

Toutefois nos résultats montrent également que le LPC est une aide peu proposée par le milieu familial puisque seuls 51 élèves en bénéficient. Quant au français signé, il est apparemment utilisé par plusieurs familles, mais son usage semble être rare ou inconstant. Nous pouvons supposer comme le signale Daigle (2003), qu'il peut s'agir de quelques mots codés en français signé. Les mimes et les mimiques sont également un moyen auquel plusieurs parents ont recours (78 réponses) et pourraient s'avérer être le moyen le plus accessible et par conséquent le plus utilisé par les familles.

4.2.2 Modalité recommandée par l'établissement scolaire

Le bilinguisme est rarement recommandé par l'établissement scolaire. En effet ce mode de communication n'est recommandé que dans 29% des réponses, soit pour 50 cas d'élèves. Cette modalité est d'autant plus fréquente que l'élève est scolarisé à plein temps dans une école pour enfants sourds et malentendants. A mesure de son intégration dans une classe régulière ou une classe de l'enseignement spécialisé non spécifique à la surdité, cette recommandation diminue fortement pour ne plus être présente dans les cas d'intégration complète dans des structures régulières.

Tableau 31 : recommandation du bilinguisme selon le type d'établissement fréquenté

Type d'établissement fréquenté pendant l'année 2007-2008	Recommandation du bilinguisme		
	OUI	NON	Total
Classe spécialisée pour ESM en établissement spécialisé: A TEMPS PLEIN	12 (52.2%)	11 (47.8%)	23
Classe spécialisée pour ESM en établissement spécialisé: A TEMPS PARTAGE + INTEGRATION EN ECOLE ORDINAIRE	18 (66.7%)	9 (33.3%)	27
Enseignement régulier à temps plein: SCOLARITE OBLIGATOIRE	67 (93.1%)	5 (6.9%)	72
Enseignement régulier à temps plein: ECOLES PROFESSIONNELLES	0 (0%)	3 (100%)	3
Classe spécialisée non spécifique à la surdité A TEMPS PLEIN	17 (94.4%)	1 (5.6%)	18
Classe spécialisée non spécifique à la surdité A TEMPS PARTAGE + INTEGRATION DANS L'ECOLE ORDINAIRE	1 (25%)	3 (75%)	4
Autre logique d'intégration (Genève)	1 (7.7%)	12 (92.3%)	13

Nous pouvons ainsi dire que l'école ordinaire n'offre pas aux élèves sourds et malentendants de scolarisation bilingue (deux modalités) sauf peut-être dans le cas d'un canton.

Une des autres modalités de communication offerte aux enfants sourds et malentendants peut passer par la modalité visuo-gestuelle, sans être toutefois exclusive. Cette dernière est recommandée par l'établissement dans 44 cas sur 172 renseignés soit pour 15 % des élèves. Il pourrait être intéressant de savoir dans quelle mesure cette recommandation est suivie par le milieu familial et si elle donne lieu à un réel bilinguisme scolaire. De nos données nous pouvons extraire comme première réponse que la langue des signes est accompagnée de la langue de scolarisation dans la majorité des cas. Nous notons que l'intégration des élèves sourds et malentendants dans des établissements autres que spécialisés dans la surdité entraîne une diminution de recommandation en terme de langue des signes. Pour les élèves scolarisés à plein temps, l'établissement recommande dans la moitié des cas la langue des signes et la langue de scolarisation. Dans les autres cas d'intégration, l'établissement recommande d'autant moins la langue des signes que l'élève est intégré dans une classe régulière.

La modalité orale peut être accompagnée d'aides plus visuelles afin de favoriser la communication entre sourds et entendants. Les aides recensées nécessitent pour deux d'entre eux l'apprentissage d'un code conventionnel et arbitraire. C'est le cas du LPC, ou encore du français signé. La troisième aide répertoriée touche à la communication extraverbale qui est accentuée par la personne entendante afin d'attirer le regard de l'enfant. Ainsi les mimes et mimiques inclus dans la langue orale sont dans le cas de la surdité très souvent renforcés. Ils agissent comme un signal permettant de mieux décoder le langage oral et apportent à l'enfant sourd une aide pour comprendre le sens de ce qui est dit.

L'aide de communication que peut apporter le LPC est rarement recommandé lorsque l'élève fréquente à temps plein un établissement relevant de l'enseignement spécialisé. Il ressort de nos travaux que le LPC est un outil mieux adapté aux yeux des établissements

lorsque l'élève fréquente l'école ordinaire. Dans les autres cas, la recommandation est plus faible.

Tableau 32: recommandation du LPC selon le type d'établissement fréquenté

Type d'établissement fréquenté pendant l'année 2007-2008	Recommandation du LPC		
	OUI	NON	Total
Classe spécialisée pour ESM en établissement spécialisé: A TEMPS PLEIN	3 (15.8%)	16 (84.2%)	19
Classe spécialisée pour ESM en établissement spécialisé: A TEMPS PARTAGE + INTEGRATION EN ECOLE ORDINAIRE	4 (14.3%)	24 (85.7%)	28
Enseignement régulier à temps plein: SCOLARITE OBLIGATOIRE	20 (26.0%)	57 (74.0%)	77
Classe spécialisée non spécifique à la surdité A TEMPS PLEIN	2 (11.1%)	16 (88.9%)	18
Autre logique d'intégration (Genève)	0 (0%)	13 (100%)	13

4.3 Les mesures d'intégration dans l'école ordinaire

Ce chapitre tend à faire l'inventaire des situations d'intégration dans l'école ordinaire de la population sourde et malentendante. Les renseignements obtenus proviennent de six questions composées de différents items à cocher.

Comme signalé plus haut, l'intégration complète (Figure 13) est une pratique répandue en Suisse romande. 58% des élèves sont scolarisés à plein temps dans l'école ordinaire et 3.6% fréquentent une classe particulière au sein de l'école ordinaire²⁵. De plus 19.1% de la population fréquente en temps partagé l'établissement ordinaire et un établissement spécialisé. Le contact avec des pairs entendants scolarisés dans l'école ordinaire parmi des camarades entendants est ainsi proposé à 81.2 % des élèves. Ce taux est légèrement supérieur à celui de l'an dernier qui s'élevait pour tous les cantons y compris le Tessin à 79.7 %.

²⁵ Selon les cantons ses classes relèvent ou non de l'enseignement spécialisé. En effet,, dans un canton les classes d'appui (primaire) et terminales (1 ou 2 ans de retard en secondaire) relèvent de l'enseignement spécialisé. Dans les autres cantons, elles prennent parfois l'appellation de classes D, classes d'appui et leur structure dépend de l'organisation cantonale

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

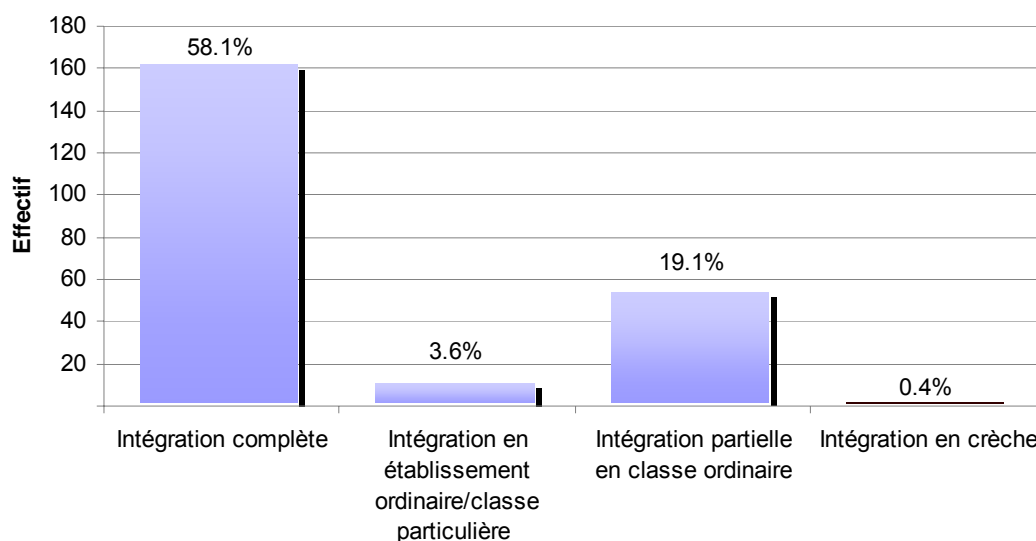


Figure 13: intégration dans l'école ordinaire (six cantons)

Parmi les intégrations partielles, nous constatons que les fréquentations particulières, à savoir la présence de l'élève pour un ou quelques cours et activités spécifiques, sont régulièrement offertes aux jeunes sourds et malentendants. Les intégrations plus classiques d'un ou de plusieurs jours sont également proposées. La formule la plus répandue consiste à fréquenter un établissement scolaire ordinaire un jour complet par semaine (30.2% des élèves en intégration partielle) ou deux (24.5%). Rares sont les mesures d'intégration à raison de 4 jours semaine. Ce résultat corrobore l'idée d'un système de bascule du spécialisé pour aller vers l'ordinaire où le point de rupture se situerait à une intégration de plus de deux jours.

Chez les enfants plus jeunes l'intégration passe par la crèche qui est fréquentée à temps partiel. Elle semble cependant rare ou peu renseignée. (Figure 14).

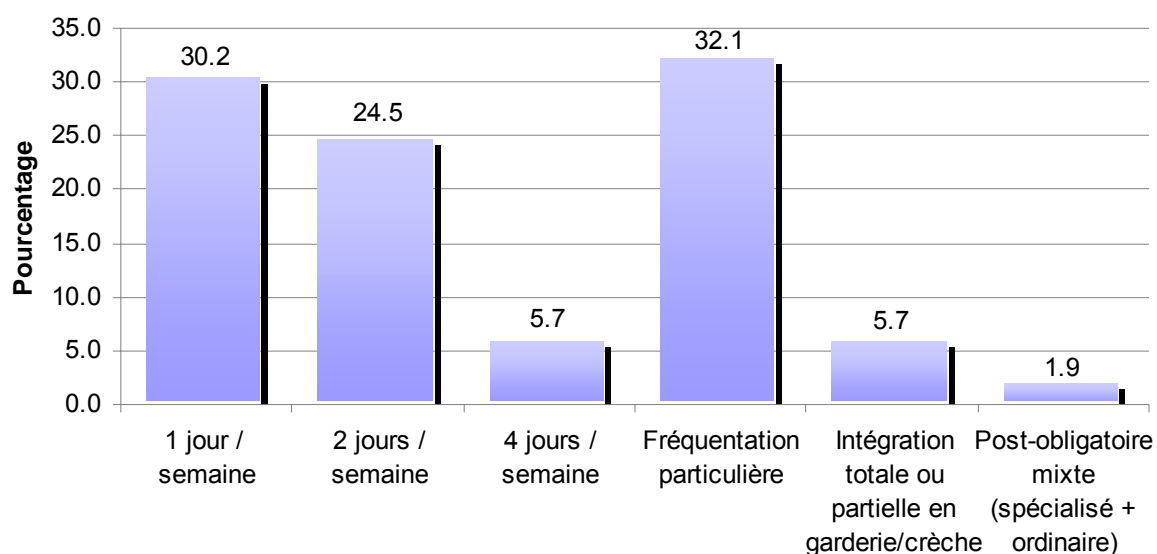


Figure 14 : répartition du taux de fréquentation dans les intégrations partielles

Les intégrations dans l'école régulière peuvent s'accompagner de différentes mesures administratives que nous avons interrogées. La cadence du renouvellement ainsi que les agents participant au processus de décision sont bien renseignés.

La cadence de renouvellement est dans 59.7% annuelle et pour 32.2% semestrielle. Il apparaît ainsi clairement que la semestrialisation de cette mesure est plus importante que par le passé²⁶. Ce résultat souligne que l'intégration n'est pas une mesure octroyée systématiquement, mais qu'elle nécessite un suivi plus important. Nous notons également que peu de réponses signalent qu'aucune procédure de renouvellement n'est de mise (1.9% des réponses). Le renouvellement est inscrit pour la majorité des cas (78.8%) dans un procès verbal de la décision, qui suit en règle générale un protocole d'intégration commun à tous les élèves²⁷.

Un regard attentif sur les résultats cantonaux montre que nous disposons de ces renseignements dans cinq cantons sur six. Dans ces derniers, l'application de cette mesure n'est pas pratiquée avec la même régularité. En effet, trois cantons indiquent l'existence d'une telle mesure qui est appliquée de façon régulière, un canton semble pour certains cas posséder un protocole d'intégration commun à plusieurs élèves et un canton répond par la négative. Toutefois il est fort vraisemblable que l'existence d'un protocole d'intégration soit connexe aux deux autres mesures mentionnées, le procès verbal pouvant ainsi faire office de protocole d'évaluation.

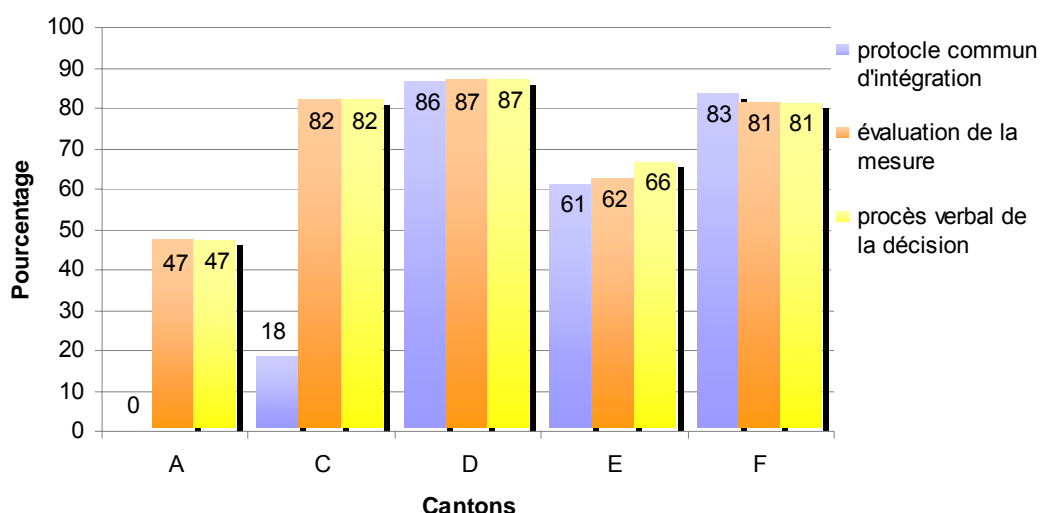


Figure 15: taux d'application des mesures administratives par canton

L'évaluation de la mesure d'intégration par contre a une application plus répandue, puisque pour deux cantons, celle-ci est fréquemment utilisée, alors que le protocole d'intégration l'est rarement voire pas du tout. Il en est de même pour le procès verbal de

²⁶ Pour 2006-2007, le renouvellement semblait octroyé pour 75% des cas d'intégration de façon annuelle.

²⁷ La forme de ce protocole commun reste à déterminer et est sans aucun doute lié à l'instance qui produit le document.

la décision, qui rend compte de l'évaluation de l'intégration et précise la décision prise pour le semestre prochain ou l'année suivante.

Les agents participant à la décision d'intégration sont essentiels dans le processus. Ils permettent l'efficacité de la mesure et légitiment les orientations nécessaires au bon fonctionnement et au succès de cette orientation scolaire.

Cette année, nous avons considéré de manière plus détaillée les différents partenaires qui gravitent habituellement autour de l'enfant.

Tableau 33: agents participants au déroulement du processus de scolarisation selon les cantons

Agents	Cantons					
	A	B	C	D	E	F
Parents	100.0%	100.0%	77.3%	86.8%	70.7%	57.7%
Enseignants ES	100.0%	93.8%	45.5%	84.2%	66.7%	84.6%
Médecin	.0%	75.0%	.0%	.0%	2.0%	.0%
Logopédiste	93.8%	75.0%	4.5%	47.4%	54.5%	32.7%
Direction de l'ES	87.5%	.0%	45.5%	84.2%	32.3%	5.8%
Direction de l'ordinaire	93.8%	31.3%	72.7%	23.7%	63.6%	23.1%
Autorité cantonale	.0%	.0%	59.1%	.0%	47.5%	.0%
Autres	.0%	.0%	.0%	.0%	59.60%	50.00%

Etonnamment, les parents ne sont pas toujours directement partie prenante à la décision d'orientation. Différents répondants cantonaux ont cependant souligné que ces derniers sont consultés et que leurs avis sont pris en compte lors de la décision.

Les enseignants spécialisés participent de manière très fluctuante selon les cantons à la décision. Pour quatre cantons, leur participation directe est assurée pour plus de quatre élèves sur cinq (les cantons A, B, D et F). Dans les deux autres cantons, ce taux se situe autour est de 45% et 67%. La participation du logopédiste ou du médecin semble régie par des habitudes cantonale. En effet, la participation des logopédistes présente une fluctuation importante. Si dans deux cantons elle semble assurée dans 75 % des cas au moins, celle-ci est plus inconstante dans les quatre autres cantons. Les directions de l'école ordinaire sont peu signalées comme étant des agents de la décision, sauf dans un canton. Par contre, les membres de direction de l'enseignement spécialisé participent pleinement aux décisions liées à la scolarisation de l'élève sourd et malentendant dans deux cantons (A et D) ou y participent de manière plus sporadique dans deux autres cantons. Le tableau ci-dessus nous signale également qu'un canton associe à ce processus de scolarisation d'autres agents. En vrac nous pouvons citer les agents AI, les codeuses LPC, les éducateurs, les enseignants ordinaires, les thérapeutes de la motricité et les psychologues.

Concept romand de scolarisation des élèves sourds et malentendants
Projet OPERA
- Troisième rapport -

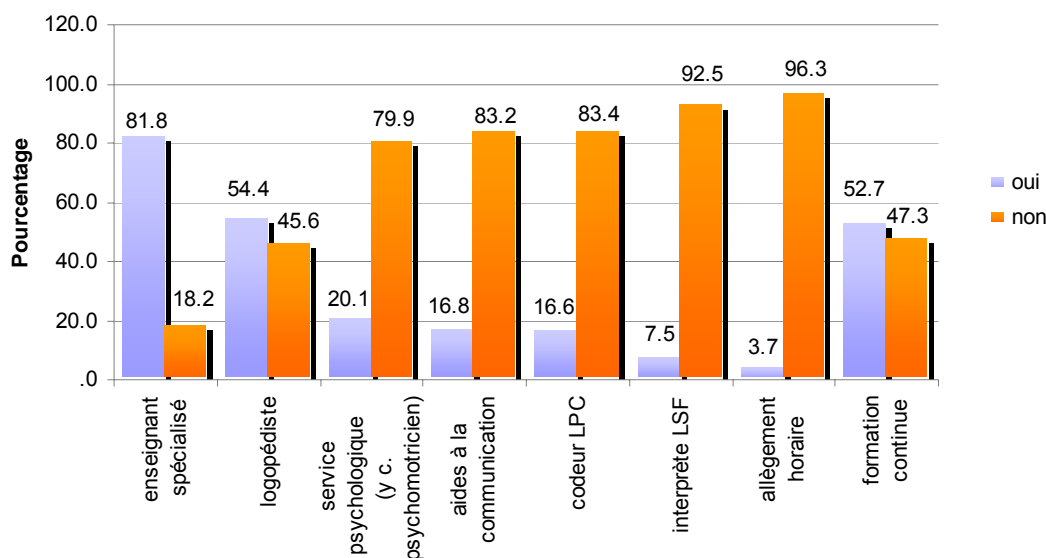


Figure 16: ressources à disposition de l'enseignant ordinaire intégrant

Dans le cadre de cette intégration dans l'école ordinaire, nous nous sommes intéressés au cadre structurel dont bénéficie l'enseignant qui accueille l'élève dans sa classe (Figure 16). La collaboration avec un enseignant spécialisé est assurée dans quatre cas sur cinq (81.8%), ce qui est supérieur au taux de l'année dernière. Bien que ce taux soit élevé, il reste cependant des cas où l'enseignant ne reçoit aucune aide dans la prise en charge pédagogique ou didactique de l'élève qui est intégré. Par ailleurs il est également intéressant de définir plus clairement ce que recouvre cette collaboration en terme d'heures. Les données 2007-2008 indiquent que la durée hebdomadaire subit une importante variation, puisque dans certains cas l'intervention semble se réduire à moins de 15 minutes alors que dans d'autres, elle est de plus de douze heures²⁸ (Figure 17).

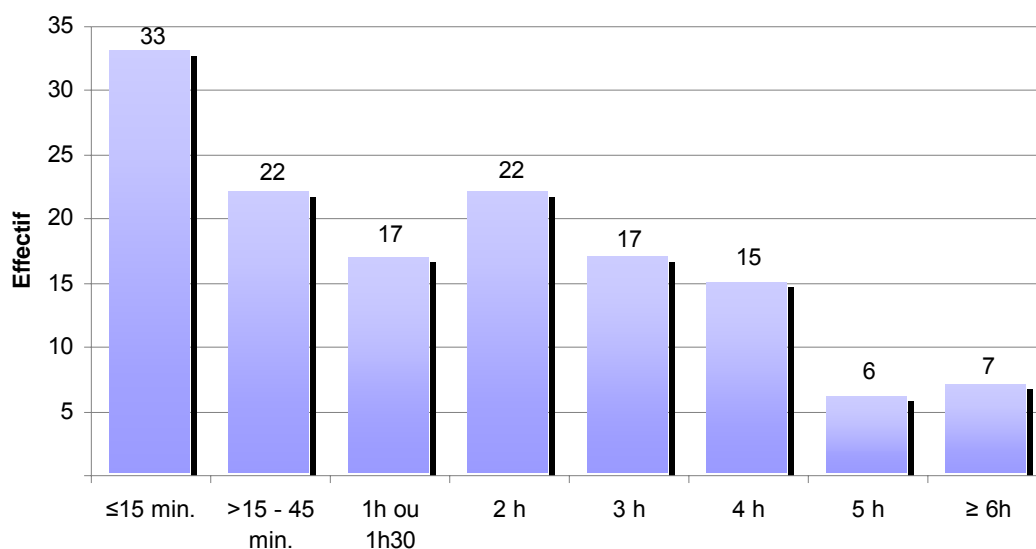


Figure 17 : temps de prise en charge de l'élève par un enseignant spécialisé dans les cas d'intégration en école ordinaire

²⁸ Nous avons inclus dans la première catégorie des durées variant entre cinq et quinze minutes et pour la dernière catégorie des durées variant entre neuf et douze heures par semaine

Le temps moyen consacré se situe à deux heures hebdomadaires, mais montre une très grande fluctuation. La déviation standard est en effet de 2 heures. Nous remarquons que cette collaboration croît légèrement avec l'âge de l'enfant et qu'elle est attribuée à l'enseignant dès l'école enfantine.

D'autres aides sont mises en place au sein de la classe. L'enseignant et l'élève peuvent bénéficier quelquefois d'aides à la communication (16.8% des cas), de codeurs LPC (16.6% des cas) ou plus rarement d'interprètes en langue des signes (7.5% des cas). Les services thérapeutiques ou psychologiques jouent également un rôle actif dans l'aide qu'ils peuvent apporter à l'enseignant. Les logopédistes sont le plus fréquemment cités (54.4%) soit grosso modo pour un élève intégré sur deux. Le service psychologique ou d'autres thérapeutes relevant de ce type de service interviennent moins fréquemment comme des partenaires au service de l'enseignant.

L'allègement horaire ne fait pas partie des ressources dispensées à l'enseignant. Ainsi la présence de l'élève sourd et malentendant n'engendre aucune réponse structurelle allégeant la charge de l'enseignant. Par contre, une formation continue propre à la surdité et la malentendance est une prestation offerte à 52.7 % des enseignants de l'ordinaire.

4.4 Prestations offertes liées à la surdité

Dans cette cinquième partie, notre attention s'est focalisée au moyen de cinq items formés de différentes propositions sur les prestations offertes à l'enfant sourd et malentendant²⁹. Les prestations retenues appartiennent toutes aux prestations dispensées sur le terrain et recensées par le CSPA. Pour chaque prestation nous avons cherché à savoir si l'élève bénéficiait ou non de cette mesure et où celle-ci était disponible.

Ainsi nous avons retenu deux catégories de prestations : les prestations ambulatoires et les prestations centralisées.

4.4.1 Prestations ambulatoires

Les élèves sourds et malentendants reçoivent des prestations ambulatoires de différents types. Nous avons voulu décrire de façon la plus détaillée possible les prestations offertes et avons comparé les offres cantonales pour chaque prestation. Sous la réserve d'un taux relativement élevé de données manquantes³⁰, l'attribution des prestations ambulatoires se décline dans des proportions très différentes selon leur nature et selon les cantons. Dans l'ensemble ces prestations n'ont guère été modifiées par rapport à l'année dernière.

²⁹ Les données manquantes se situent autour d'une moyenne de 12.8% pour l'ensemble des items relevant de cette dimension (min = 6.0% et max = 22.2%)

³⁰ Pour les prestations ambulatoires, le pourcentage de données manquantes s'élève à 15,7% des données. Pour les prestations centralisées et les prestations fournies à l'entourage, ce taux est de respectivement 17.3% et 17.5%.

Cependant nous pouvons constater quelques légères différences que nous détaillerons si nécessaires.

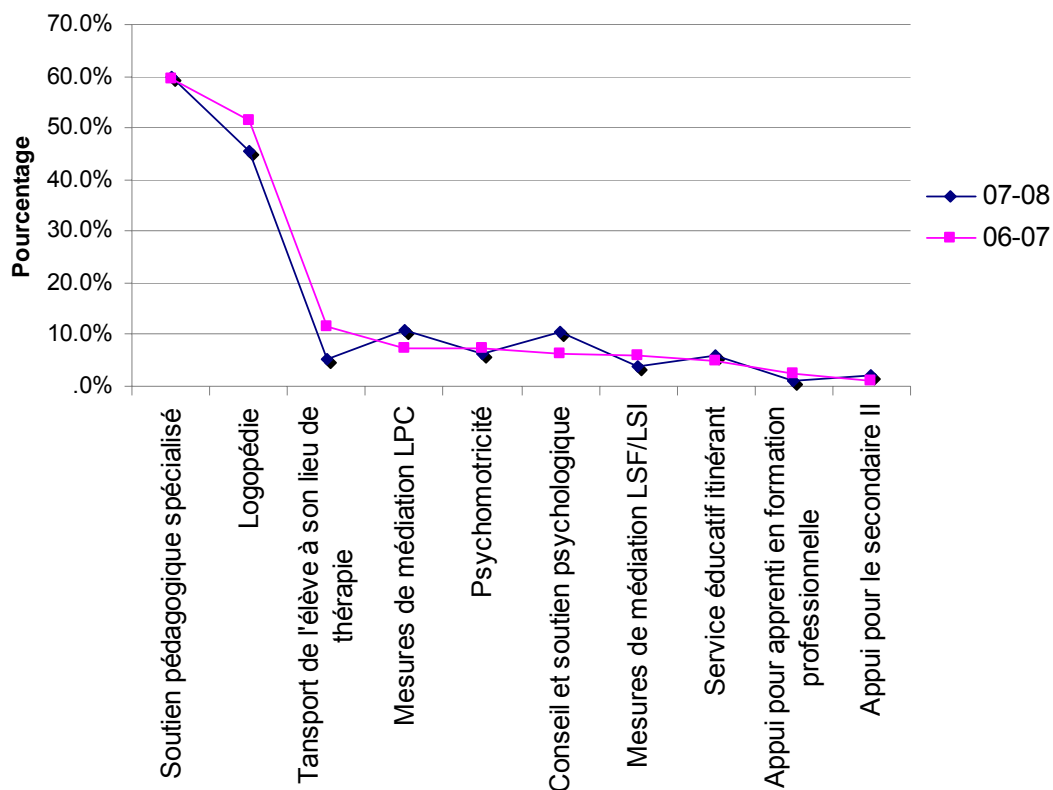


Figure 18 : distribution des prestations ambulatoires en 2007-08 et 2006-07

Service éducatif itinérant : 15 (sur 43 enfants âgés de 0 à 5 ans) élèves ayant un déficit auditif reçoivent une ou deux heures de prestations de ce type. Nous constatons que la prestation d'une durée de deux heures est accordée soit à des élèves de moins d'une année, soit à des élèves de 4 ou 5 ans.

Deux cantons offrent ce service de manière plus fréquente pour l'année 2007-2008 que lors de l'année précédente. En effet, 10% des enfants sourds et malentendants de ces deux régions ont des prestations du service éducatif itinérant, alors que les élèves de deux autres cantons ne semblent pas utiliser ce service.

Le soutien pédagogique spécialisé : 151 élèves ont recours au soutien pédagogique spécialisé. Ce type de prestations n'est pas dispensé de manière équivalente dans les six cantons examinés. En effet, nous constatons que le canton A offre à 94.1% de ses élèves un soutien pédagogique spécialisé. Plus de la moitié (64.6% et 65.9%) d'élèves sourds et malentendants des cantons D et E peuvent tirer parti de cette prestation. Dans le canton F, le taux d'élèves sourds et malentendants suivis par un enseignant ou une enseignante SPS est de 54.5 %. Le nombre d'heures hebdomadaires de soutien n'est pas attribué de façon uniforme. Un canton fournit cette prestation à raison de deux heures semaine pour 62.5% des élèves qui en bénéficient, tandis que son voisin se montre un peu plus parcimonieux, puisqu'un tiers des élèves ne bénéficient que d'une heure de soutien pédagogique spécialisé et qu'un autre tiers en jouit de deux. Les cantons les plus

généreux offrent ce service à raison au moins de deux heures par semaine et au plus de quatre heures hebdomadaires pour une majorité des élèves suivis. De plus, nous constatons que l'un d'entre eux propose un soutien pédagogique spécialisé à raison de deux heures à un peu plus de la moitié des élèves suivis en SPS (55% de la population) ou à raison de quatre heures (41% de la population). Dans le second canton, le SPS est donné à raison de trois heures ou quatre heures semaine au 59 % de la population qui bénéficie de cette prestation.

Le tableau ci-dessous nous indique la forte variation de l'offre SPS selon les cantons :

Tableau 34 : distribution du volume d'heures de soutien pédagogique spécialisé par canton (mesure ambulatoire)

Canton de domicile de l'enfant	N	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
A	16	3.3 heures	3.11	1 heure	14 heures
B	4	4.5 heures	2.38	3 heures	8 heures
C	7	3.1 heures	.51	2 à 3 heures	4 heures
D	27	3.7 heures	1.35	2 heures	7 heures
E	64	2.8 heures	1.03	1 heure	4 heures
F	27	2 heures	1.00	1 heure	4 heures
Total	145	2.9 heures	1.57	1 heure	14 heures

Les mesures de médiation en LPC sont relativement peu nombreuses chez les élèves recensés. En effet, seuls 27 enfants reçoivent cette prestation, soit 11%. Offerte entre 1 et 21 heures par semaine, la distribution de cette mesure est très peu homogène comme nous le montre la Figure 19 ci-dessous et semble liée à une estimation des besoins individuels des élèves. Cette mesure semble également être moins souvent offerte que dans le passé.

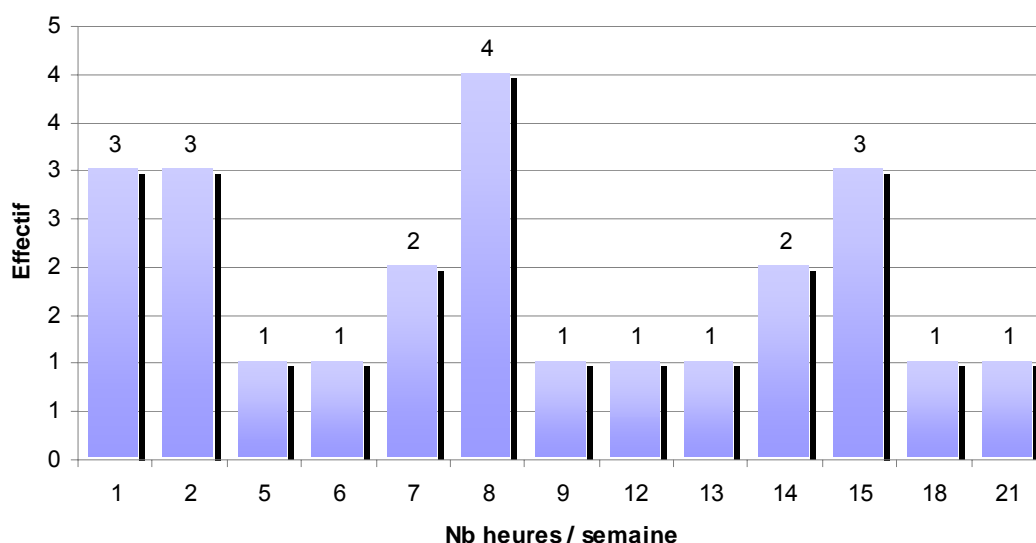


Figure 19 : Nombre d'heures par semaine de mesure de médiation LPC

Cette mesure est plus fréquemment attribuée aux élèves sourds et malentendants scolarisés dans le canton C (un tiers des élèves recensés 38%). Pour leurs pairs provenant d'autres cantons, la mesure est donnée à moins de 15% des élèves (canton E) ou encore à moins dans les autres cantons. Si dans le canton E, la fréquence hebdomadaire semble être fixée pour la moitié des cas à une ou deux heures de LPC, la durée de cette même prestation ne montre aucune régularité dans le cas du canton C. En effet, la fluctuation y est très importante (entre 5 heures minimum et 21 heures de LPC par semaine) et chaque élève bénéficie d'un régime différent.

Tableau 35 : distribution du volume d'heures de LPC par canton (mesure ambulatoire)

Canton de domicile de l'enfant	N	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
A	1	7 heures	.	7 heures	7 heures
C	8	12.5 heures	5.45	5 heures	21 heures
D	1	8 heures	.	8 heures	8 heures
E	13	6.3 heures	5.34	1 heure	15 heures
Total	23	8.6 heures	5.81	1 heure	21 heures

Nous constatons également que cette mesure est sensible au lieu de scolarisation des élèves. En effet, le LPC est clairement plus fréquemment offert aux élèves scolarisés à plein temps en écoles ordinaires ou professionnelles.

Les mesures de médiation en langue des signes français (LSF) sont extrêmement rares. Seuls 9 enfants âgés de 12 ans au moins en bénéficient. De plus, lorsqu'elle est présente, cette prestation est offerte de manière moins généreuse que le LPC, et est appliquée de façon extrêmement variable. En effet, nos données indiquent une variation de la durée entre 10 minutes et 6 heures semaine. En comparaison avec l'année dernière, nous remarquons une diminution effective de cette prestation ambulatoire.

Les cantons qui offrent cette prestation ambulairement l'adressent à quelques rares cas. Dans deux cantons (B et E), trois et quatre élèves bénéficient de cette prestation à raison de deux ou trois heures par semaine pour le canton B ou de 15 à 30 minutes pour le canton E. Les deux autres cantons qui offrent cette prestation ne l'adressent qu'à un seul élève et ce à raison de 3 heures ou de 6 heures hebdomadaires. La prestation est inexistante dans les autres cantons.

Logopédie : 39.2% (pourcentage valide: 45.4%) de la population recensée a des prestations ambulatoires logopédiques connues de nos informateurs³¹. Ce taux est légèrement plus bas que celui de l'an dernier, puisque nous notons une couverture de 45% des élèves recensés alors que pour l'année 2006-2007 cette couverture dépassait les 50%. La durée moyenne de la prise en charge est d'une heure et demie, (écart-type de 30 minutes), et ne dépasse pas trois heures. Si les enfants de tout âge en bénéficient, les principaux clients de ce service sont les élèves en âge de scolarité qui suivent un enseignement à l'école ordinaire.

³¹ Les renseignements fournis pour toutes les catégories des prestations ambulatoires couvrent environ 85 % de l'ensemble de la population.

Dans quatre cantons, la logopédie ambulatoire est offerte à la moitié ou presque des élèves ayant un déficit auditif. Seuls deux cantons, D (31%) et B (28%), fournissent cette prestation ambulatoire à un tiers (seulement) des élèves recensés par leur service. Cette prestation s'inscrit dans une fréquence plus contenue que les prestations précédentes. En effet, dans aucun canton, les élèves ne bénéficient de plus de trois heures de logopédie. La limite inférieure est située à 30 minutes pour deux cas et plus généralement à une heure de prise en charge par semaine.

Psychomotricité : peu d'élèves sont suivis ambulatoirement pour des séances de psychomotricité. 6.2% des élèves sourds signalés comme bénéficiaires de cette prestation suivent une thérapie en psychomotricité à raison d'une heure par semaine. Nous constatons que cette mesure ne semble pas liée à un âge spécifique (de 5 ans à 15 ans). Par ailleurs, les cantons ne se distinguent pas dans l'octroi de cette mesure pour l'année 2007-2008 (sauf dans le canton B où la prestation n'est pas octroyée ou pas signalée).

Le conseil et soutien psychologique est offert à 26 élèves à raison d'une heure semaine pour 8 d'entre eux et pour les autres cette prestation paraît plus sporadique (6 élèves) ou sans précision de fréquence. Les quelques élèves qui en bénéficient sont en âge de scolarité obligatoire. Nous notons un léger pic dans la distribution de cette offre chez les élèves âgés de 14 ans. Les élèves de deux cantons paraissent avoir rarement accès à ce service³².

L'appui pour apprenti en formation professionnelle est une mesure quasi inexistante. Seul trois cas de ce type sont renseignés. Il en est de même pour l'appui au secondaire II, où seuls quatre étudiants provenant de trois cantons ont recours à cette aide.

Le transport de l'élève à son lieu de thérapie est pris en charge dans treize cas et concerne des élèves de tout âge. Un canton offre cette prestation à neuf élèves, alors que dans les autres ce service semble rarement ambulatoire et est rendu à titre presque exceptionnel.

³² Un seul cas recensé par canton.

Le nombre d'heures offert par prestation est variable comme nous l'indique la figure ci-dessous (Figure 20). La majorité des prestations ambulatoires (sept prestations) sont dispensées à raison d'une heure par semaine et cinq d'entre elles le sont à raison de deux heures semaine. La prise en charge logopédique qui figure en tête du palmarès des prestations varie entre 30 minutes et trois heures semaine. Nous constatons également que le soutien pédagogique est extrêmement variable et qu'il semble posséder une grande souplesse dans son application.

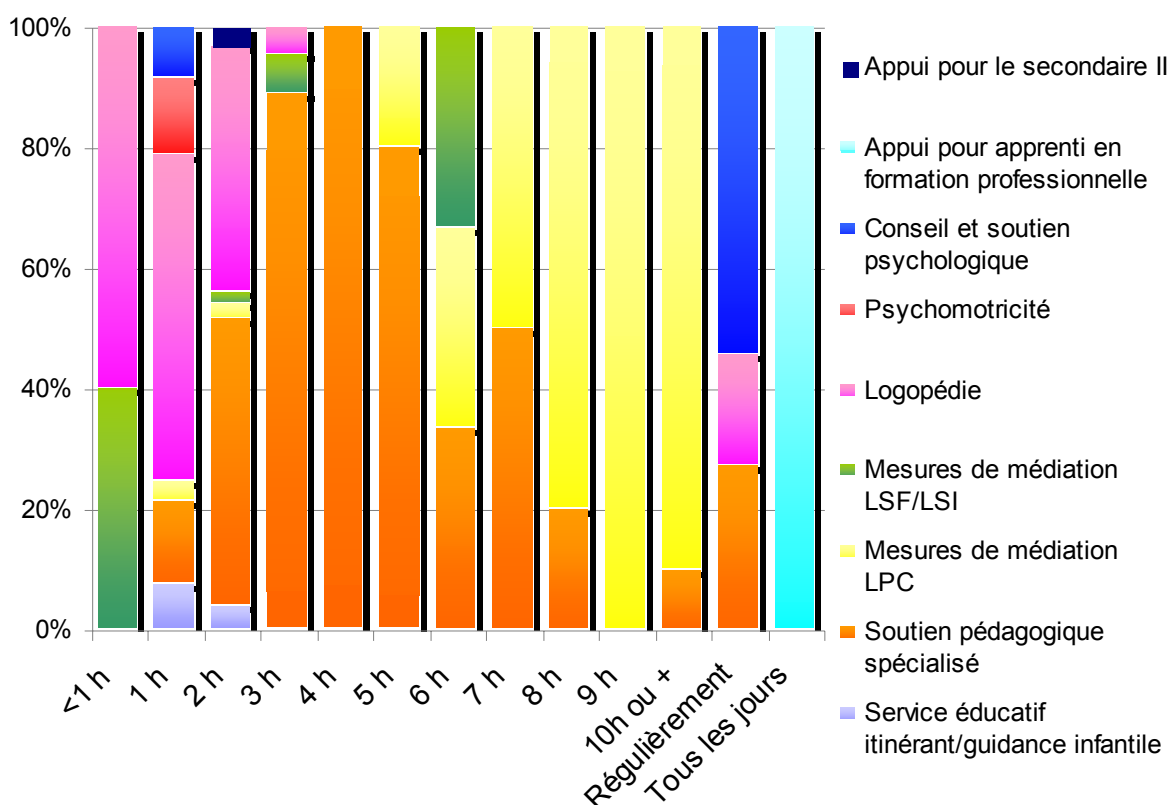


Figure 20: distribution des prestations ambulatoires en fonction de la durée hebdomadaire dispensée

4.4.2 Prestations centralisées

Outre les prestations dispensées en situations ambulatoires, nous avons également tenu compte des prestations relevant des dimensions socio-éducative et communautaire (internat, espace socio-éducatif, regroupement pour enfants sourds) et thérapeutique liée à la communication et au développement de la personne. Ces dernières sont analogues aux prestations ambulatoires citées ci-dessus. Un troisième type de prestations centralisées retenues concerne les mesures de préscolarisation ou de scolarisation particulières destinées aux enfants présentant un déficit auditif (jardin d'éveil spécialisé, jardin d'enfants spécialisé, classes spécialisées de degré enfantin, primaire et secondaire 1).

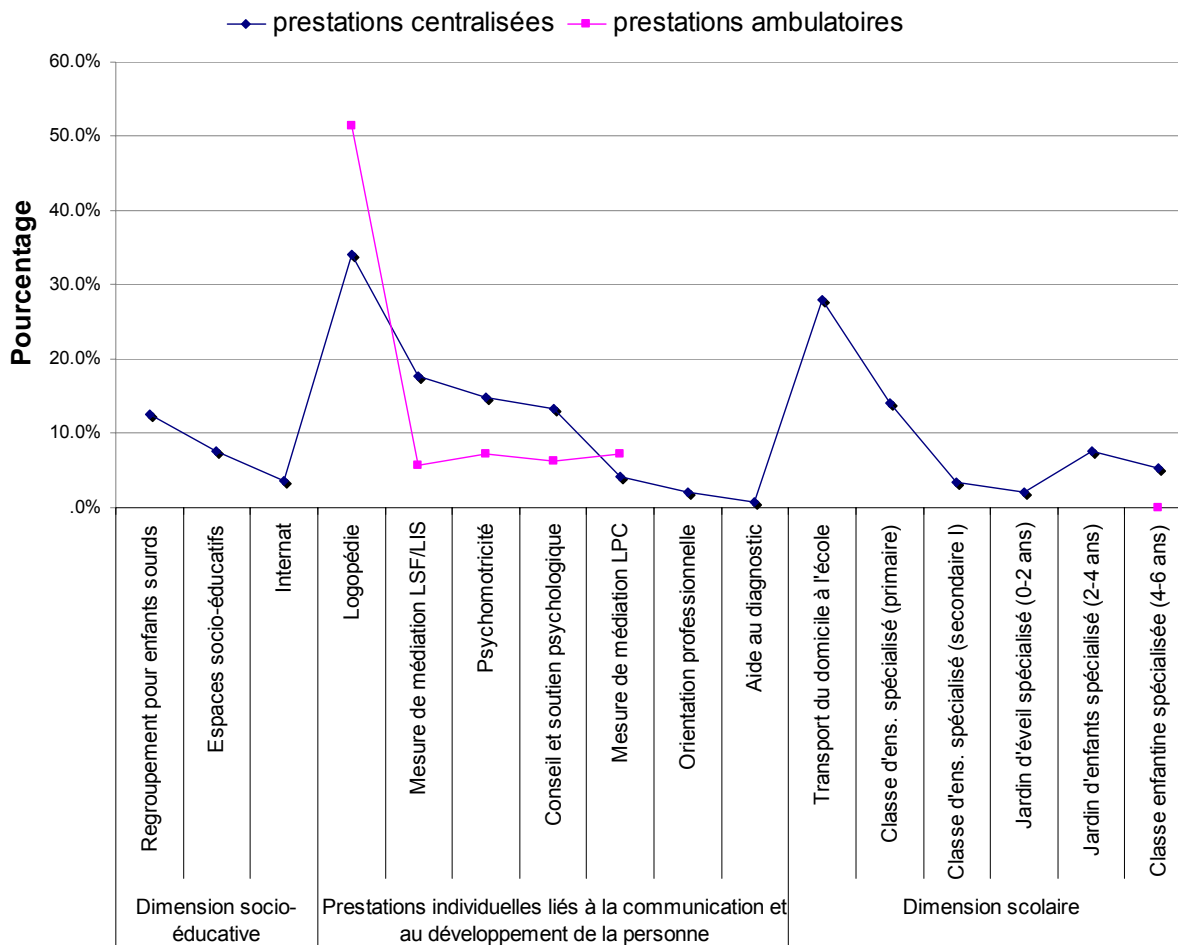


Figure 21: palmarès des prestations centralisées regroupées selon trois dimensions

Les prestations socio-éducatives:

Nous retrouvons globalement les mêmes fréquences qu'en 2006-2007. Les prestations liées à la dimension socio-éducative semblent peu utilisées. Le regroupement pour enfants sourds est offert à 30 élèves, soit 12.6 % de la population pour laquelle nous avons des informations et s'adresse également uniquement aux élèves en âge de scolarité obligatoire, et ce dès 8 ans. L'internat n'est offert qu'à 9 élèves, alors que l'espace socio-éducatif l'est à 18 élèves.

Les prestations thérapeutiques:

Parmi les différentes prestations offertes de manière centralisée, la logopédie fait figure de favorite avec une offre qui touche 34% de la population. Les autres prestations sont plus parcimonieusement offertes et vont dépendre des politiques cantonales relatives à la prise en charge des prestations thérapeutiques et des offres de scolarisation des enfants sourds et malentendants.

- 1) La logopédie est dispensée à la population de cinq cantons, le sixième n'offrant pas cette prestation de façon centralisée. Cette prestation thérapeutique centralisée est la seule dont bénéficient les très jeunes enfants (0-3 ans). En effet, cette mesure est octroyée à 94% des enfants du préscolaire et à 75 % des élèves de l'école enfantine. La durée moyenne de la prise en charge

logopédique étant de deux heures et quart par semaine, nous pouvons déduire que les enfants sourds et malentendants se rendent à raison de deux fois à trois fois par semaine chez un logopédiste. Seuls deux cantons proposent cette mesure trois heures par semaine et un seul canton offre à 16% des élèves qui bénéficient de cette prestation quatre heures de logopédie hebdomadaire.

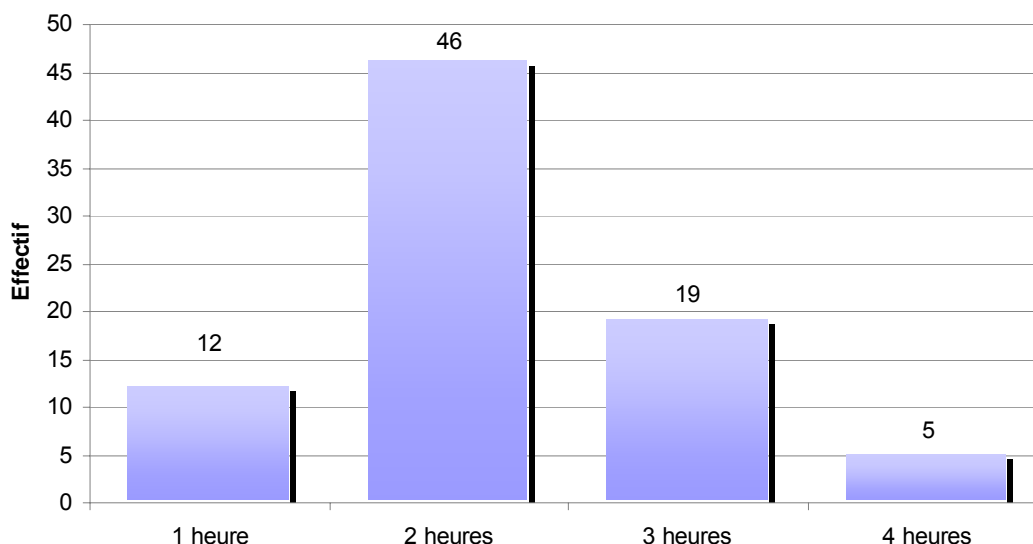


Figure 22 : Nombre d'heures par semaine de logopédie

- 2) Les mesures de médiation en langage gestuel (LSF) sous forme d'interprétariat sont offertes dans 17.8% des cas comme une prestation centralisée. Pour rappel, cette prestation sous forme ambulatoire était rare (5.8%). Sa durée hebdomadaire s'étend d'une heure à quatre heures semaine et le temps moyen consacré à une telle mesure est d'une heure trente. La durée la plus répandue étant de deux heures, nous pouvons conclure que ces élèves sont ainsi accompagnés d'un interprète un douzième de leur temps scolaire³³ et au mieux pendant un sixième de celle-ci. La répartition cantonale de cette prestation nous interroge quelque peu. En effet, nous constatons que cet accompagnement est offert de manière presque systématique dans les cantons qui recensent le moins d'enfants sourds et malentendants, à savoir les cantons B et C.

³³ Nous avons estimé la semaine scolaire moyenne d'un élève à 24 heures.

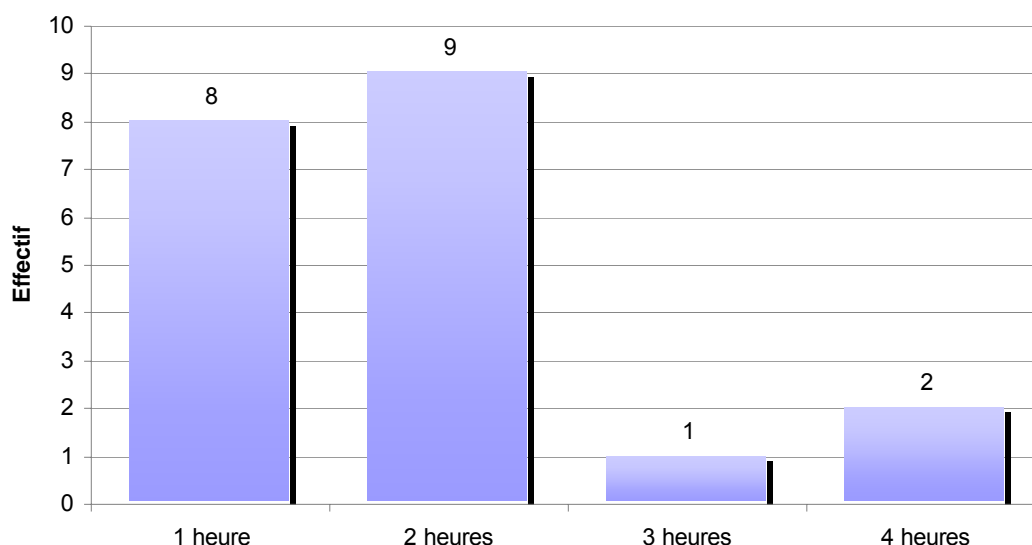


Figure 23 : Nombre d'heures par semaine de médiation LSF / LIS

Cette prestation ne présente aucun lien avec l'âge de l'élève ou avec son degré scolaire. Elle semble donc essentiellement liée à la particularité de l'enfant.

- 3) Les mesures de médiation LPC sont offertes à 4.2% de la population de manière centralisée au sein de l'établissement que l'élève fréquente. Le nombre d'heures hebdomadaires attribué à cette mesure est quasi indisponible. Seuls deux cas sont renseignés plus précisément ; ils signalent une variabilité importante et une offre très généreuse, située entre 9 et 15 heures semaine et s'adressent à des étudiants du post-obligatoire.
- 4) Si la psychomotricité est une thérapie peu proposée aux élèves sourds et malentendants, elle l'est un peu plus fréquemment en tant que mesure centralisée (14.8%) que comme mesure ambulatoire (7.3%). Au total 36 cas figurent dans cette rubrique et la durée hebdomadaire de la prestation qui nous est signalée est de une ou deux heures. Nous ne notons donc pas de différences entre les prestations centralisées ou ambulatoires en terme de durée hebdomadaire offerte (psychomotricité ambulatoire = 1 heure uniquement). Il n'y a non plus pas d'effet de l'âge, environ 50% des enfants de 3 à 6 ans reçoivent de la psychomotricité centralisée, puis ce taux diminue vers 15% à 5%. Nous notons que tous les cantons sauf un proposent de telles mesures.
- 5) Le soutien psychologique n'est suivi que par 13.4%. Il est habituellement d'une durée d'une heure et quelques rares fois, de deux ou trois heures. Tous les enfants de cinq cantons en âge d'être scolarisés (de 6 ans à 16 ans) semblent pouvoir y recourir, mais il s'avère que dans un canton seul un enfant en bénéficie.

- 6) L'orientation professionnelle n'est pour ainsi dire jamais offerte comme une prestation centralisée (5 cas au total).

Les prestations préscolaires et scolaires :

Le Jardin d'éveil entre 0 et 2 ans qui est fréquenté par 5 élèves au total est une structure unique qui n'est offerte que dans un seul canton. Elle accueille de très jeunes enfants qui l'ont commencé en ayant moins d'une année pour trois d'entre eux. A cette structure de type nursery succède une autre prestation centralisée préscolaire, nommée jardin d'enfants spécialisé et qui accueille des élèves âgés de deux à quatre ans. Cette structure est fréquentée par 13 élèves âgés de deux ans à cinq ans. La structure est ainsi offerte à 41.9% de la population de ces âges. Seuls deux cantons en 2006-2007 offrent cette prestation préscolaire.

Lorsque l'on prend en considération les recommandations de HarmoS, la première classe de la scolarité obligatoire est la classe enfantine qui en tant que cycle de deux ans est suivie par 5.4% de notre population. Toutefois dans certains cantons, les recommandations de HarmoS ne sont pas encore en vigueur et la scolarité obligatoire ne commence qu'à 5 ans. Nous trouvons dès lors des élèves âgés de quatre ou cinq ans qui sont signalés comme bénéficiant de prestations centralisées de type jardin d'enfants spécialisé et d'autres qui sont déjà scolarisés à l'école obligatoire. Les classes enfantines spécialisées accueillent peu d'élèves (n= 13) et ces derniers peuvent être plus âgés que ce qui est préconisé pour ce type de classes.

Présentes dans tous les cantons, les classes d'enseignement primaires ou secondaires spécialisées sont fréquentées par 42 élèves au total, dont huit le sont au niveau secondaire. Les analyses des résultats concernant la scolarité de l'élève (cf. p. 61 et sq) fournissent des renseignements supplémentaires concernant le type de scolarisation effective.

Le transport de l'élève du domicile à l'école est offert à presque un quart de la population (28%) indépendamment de son âge.

4.5 En guise de conclusion

Les données recueillies pour l'année scolaire 2006 - 2007 ont fait l'objet d'analyses détaillées qui permettent de rendre compte, pour la première fois, des caractéristiques de la population des enfants et jeunes sourds et malentendants recensés pour la Suisse romande et le Tessin. Les renseignements obtenus montrent à la fois la diversité des populations recensées selon les cantons, les points de convergence et de divergences des prestations offertes aux élèves. Les résultats ont parfois surpris nos représentations et nos attentes et il nous paraît par conséquent important pour l'année à venir de chercher à confirmer et à compléter nos résultats et nos analyses.

5 Réseau-Ressources en Surdité (HEPL)

5.1 *Rappel des deux phases précédentes*

Une première phase de travail nous a conduit à proposer comme objet d tude, celui de la mise en place d un «réseau de ressources en surdité», afin de répondre au souhait politique de développer des «prestations d information sous forme de ressources documentaires et pédagogiques», d une part, et d organiser «un réseau d  changes d informations et d exp riences», d autre part.

Cette conception de l tude a été validée par un premier cercle (cercle 1) de partenaires constitué des directions, responsables, ou représentants, en pratique directe sur le terrain de l enseignement auprès d enfants sourds et malentendants. Cependant de grandes réserves ont été émises par ceux-ci quant à leurs possibilités de participation active au développement d un produit.

Une deuxième phase de travail a consisté à tester le besoin d un réseau de ressources en surdité par sondages successifs, auprès de différents acteurs intervenant dans le domaine de la surdité. Le premier sondage n a pas été concluant, les interlocuteurs ayant du mal à s en représenter une forme concrète et préférant, à priori, se référer à leurs sites et ressources habituels. Le deuxième sondage, mené avec une approche «produit» (l id e d une Plateforme Surdité) a suscité un intérêt marqué et permis de noter l argumentaire de cet intérêt. Un regard sur les sites locaux existants en surdité, a montré leurs intérêts et leurs limites concernant plusieurs dimensions (thématiques abordées, scientificité, multidisciplinarité, interactivité, représentation institutionnelle et politique, aspects pratiques)

5.2 *Troisième phase : Repérage et consultation des partenaires sur les objets de la plateforme*

Le support proposé pour un réseau en surdité est une plateforme électronique, où un maximum d informations et de ressources puisse figurer et s  changer, dans plusieurs champs disciplinaires, afin de permettre l  volution des connaissances et des pratiques.

Les objets de la plateforme ont été définis selon quatre axes :

1. Le genre de ressources constituant la plateforme
2. Les domaines (ou champ d activit s) représentés sur la plateforme
3. Les prestations fournies par la plateforme
4. La dynamique de la plateforme et du réseau de ressources en surdité

Deux consultations ont été effectuées. La première consultation a consisté à demander aux partenaires des cantons (Cercle 1) de valider et de prioriser les objets proposés pour la plateforme, d une part, et de lister les acteurs intervenant professionnellement dans les réseaux de leurs élèves, d autre part. Une deuxième consultation auprès de ces acteurs (Cercles 2 et 3), a permis de connaître leur intérêt pour la plateforme, de repérer les objets utiles à celle-ci et enfin de voir s ils seraient favorables à un partenariat pour l alimenter.

Tableau 36 : description des partenaires des différents cercles

Cercle 1	Directions, responsables, ou représentants, en pratique directe sur le terrain de l'enseignement auprès d'enfants sourds et malentendants, dans chaque canton
Cercle 2	Spécialistes des mesures pédago-thérapeutiques - Milieu médical et réadaptation fonctionnelle - Secteur social
Cercle 3	Secteur universitaire et de la formation professionnelle supérieure
Cercle 4	Associations d'usagers (parents, sourds), associations concernant les moyens auxiliaires.

La constitution des cercles s'est basée sur une logique de terrain, celui de l'élève sourd, là où s'est façonné le réservoir d'expériences et de compétences et où se sont constitués les réseaux. Cette logique a permis l'identification des professionnels et services des cercles 2 et 3 constituant le réseau et que nous avons consultés. Ceux-ci interviennent moins quotidiennement, moins durablement, ou moins spécifiquement, dans la vie de l'élève.

La consultation du cercle 4, constitué des usagers et intervenants techniques dans le domaine de l'aide à la communication, n'a pas pu être effectuée à ce stade. Il s'agissait pour nous d'obtenir en priorité, et de manière distincte, les avis des acteurs des cercles 1, 2 et 3, ceux du cercle 4 ayant été l'objet de la plupart des travaux, des discours et des produits de ces vingt dernières années.

5.2.1 Consultation des partenaires du Cercle 1

La consultation s'est effectuée par questionnaire, suivie d'une séance de discussion des résultats. Ces résultats sont intégrés dans chacun des chapitres figurant ci-dessous et présentant le détail des Ressources, Domaines, Prestations, et Dynamiques proposés pour la plateforme.

Genre de ressources pouvant figurer dans la plateforme

Nous avons proposé un axe «genres de ressources», suite aux premiers sondages, en reprenant certaines terminologies utilisées par les acteurs sondés, et en tentant une catégorisation de leurs attentes. Les ressources retenues peuvent être croisées avec les domaines et prestations retenus afin de développer une offre.

Ces ressources sont présentées ci-dessous en ordre décroissant selon les priorités exprimées sur une échelle de notes de 1 à 10³⁴ par les partenaires du cercle 1 des cantons.

a) Les ressources «didactiques»

Une demande récurrente des professionnels de l'enseignement auprès des enfants sourds concerne le besoin d'avoir des échanges sur l'utilisation de matériel didactique ordinaire, sur leur intérêt, sur les adaptations réalisées ou à faire. Cette ressource constitue la priorité première des partenaires consultés (note moyenne de 9.5, écart de 7 à 10³⁵). Toutefois le genre de prestations permettant le traitement de ces ressources sur la plateforme restera à trouver, car les prestations «forum de discussion», «réponses aux internautes» et «dépôt d'articles», sont retenues de manière inégale. Des pistes telles que le recensement de ces ressources, leurs lieux de consultation et de prêt, avec si possible, une cotation mentionnant leur intérêt pourraient être envisageables. La réalisation de cet objectif peut se faire à deux niveaux.

- Les institutions et services romands et tessinois pourraient être incités à mettre la liste de leurs acquisitions en ligne, ce qui pose un problème de suivi des données.
- Une veille des sites internationaux concernant les ressources en surdité pourrait être effectuée par un gestionnaire de la plateforme.

b) Les ressources «dynamiques»

Ces ressources visant la circulation des pensées, des questionnements, et des objets d'études, au niveau multidisciplinaire, interinstitutionnel, intercantonal ou international retiennent un peu moins l'intérêt que les ressources didactiques (note moyenne 9,3 ; écart de 7 à 10). Nous la considérons comme étant la deuxième priorité des partenaires consultés. Cet intérêt devrait être croisé avec les prestations 1 et 2, à savoir «Annonces et recherches», et «Calendrier des événements». La réalisation de cet objectif pourrait se faire à trois niveaux.

- En incitant les institutions et services romands et tessinois à communiquer leurs événements et recherches d'information sous forme d'annonces.
- En confiant les tâches de veille et abonnements en ligne au futur gestionnaire de la plateforme.

En incitant les professionnels à déposer des articles sous certaines conditions.

c) Les ressources «pédagogiques» et «pédago-thérapeutiques»

Elles concernent les questions relatives à l'enseignement, tels que le soutien pédagogique spécialisé, les mesures pédago-thérapeutiques, l'intégration, la gestion de réseaux, les aides à la communication. Ces dernières sont moins évoquées: la note moyenne obtenue de 8.4 positionne cette ressource en priorité numéro 3, mais l'écart

³⁴ Nous exprimerons dans les lignes suivantes la priorité en terme de note moyenne et d'écart à la moyenne.

³⁵ Par le terme "écart", nous entendons la note minimale et maximale obtenue.

des notes (entre 3 et 10) montre que son intérêt est plus diffus. Il semblerait approprié de lier ce type de ressources notamment, au domaine "logopédie, sciences du langage", et le domaine "sciences de l'éducation, pédagogie, didactique".

d) Les ressources «connaissances»

Ce point constitue la priorité 4 des partenaires mais l'intérêt est inégal (note moyenne 8,1; écart de 4 à 10). Il s'agit d'organiser une vitrine des travaux scientifiques, résultats de méthodes et de pratiques (niveau cantonal, régional, international), des revues et publications, des thèses et des mémoires (notamment régionaux afin de promouvoir une certaine excellence locale). La réalisation de cet objectif pourrait se faire :

- Par un lien contractuel avec des services universitaires, médicaux, écoles professionnelles, permettrait de présenter les travaux sur la surdité. Ceci devrait favoriser une circulation dynamique propre à la constitution et au maintien d'un réseau.
- Par une veille des travaux exécutée par un gestionnaire de la plateforme.
- Par un lien contractuel avec des sites connexes, entre autres au niveau international: Réciprocité des échanges de données, au moyen de moteurs de recherche de liens.

e) Les ressources «informatives»

La présentation des dispositifs légaux et réglementaires, au niveau cantonal, romand, tessinois, et fédéral, et concernant les champs de la scolarisation, du handicap, de l'égalité, de la santé, de la formation, et les prises en charge financière constitue la priorité n°5 (moyenne 7.7; écart de 3 à 10). Il s'agit également de présenter les structures publiques, privées, voire associatives concernant la scolarisation des enfants sourds et malentendants de 0 à 20 ans. La réalisation de cet objectif pourrait se faire :

- Par la création d'un lien avec les sites cantonaux et fédéraux concernant le dispositif légal et réglementaire régissant la scolarité, l'égalité, le handicap, l'Assurance Invalidité, la santé.
- Par la création d'une fenêtre de présentations synthétiques des lois et règlements en vigueur, et renvoyant ensuite aux sites concernés.

f) Les ressources «Métiers en surdité»

Il s'agit de présenter les métiers pouvant s'exercer dans le domaine de la surdité, avec leurs conditions, les formations, les postes et stages à pourvoir, ceci afin de favoriser les vocations, la transparence et la mobilité professionnelle. Cette ressource est à croiser avec les prestations «annonces» et «calendrier des événements». Sa réalisation devrait passer par l'établissement de liens contractuels avec les associations professionnelles et les centres d'orientations professionnelles.

Domaines devant être représentés sur la plateforme

Le projet de plateforme s'inscrit dans une recherche de décloisonnement des domaines professionnels et disciplinaires afin que les ressources des différents champs puissent s'alimenter les unes et les autres. Le tableau ci-dessous indique quels sont les domaines les plus demandés par les partenaires consultés. Les différences ne sont pas très grandes, mais les intérêts semblent se porter sur le langage et les aspects liés à l'enseignement et l'apprentissage et sur les apports relevant de la médecine. Bien que nos données soient peu nombreuses, elles reflètent également la préoccupation dont les sciences de l'éducation sont témoins. Les apports des sciences connexes (psychologie, psychomotricité, philosophie) semblent secondaires. Il en va de même pour les aspects technologiques liés à l'appareillage.

Tableau 37 : priorité des domaines à présenter sur la plateforme

Catégories	Domaines	Moyenne (sur 10)	Notes minimum ou maximum
Langage	Logopédie, linguistique, sciences du langage	9	3 - 10
Enseignement Apprentissage	Services, pédagogie, didactique, sciences de l'éducation	8,9	6 - 10
Médical	ORL, Implants cochléaires - Pédopsychiatrie, pédiatrie	8,7	6 - 10
Communication	Interprétation, LS, LPC, interfaces, médiation.	8,7	5 - 10
Audioprothésie	Appareillages, audiophonologie	7,9	3 - 10
Psychologie	Scolaire, clinique, sociale	7,7	4 - 10
Insertion	Orientation, profession, accompagnement	7,5	3 - 10
Psychomotricité		7,4	3 - 10
Neurosciences	Neuropsychologie	7,2	3 - 10
Philo, sciences humaines	sciences sociales	5	2 - 10

Prestations devant être offertes par la plateforme

Le Tableau 38 indique les différents types de prestations présentés dans l'ordre décroissant des priorités retenues.

Tableau 38 : prestations devant être offertes

Prestations devant être offerts dans la plateforme	Moyenne de la note	Ecart des notes
Services d'annonces et de recherche de ressources	9	6 à 10
Calendrier des événements	8,7	6 à 10
Etat des lieux de la recherche	8,6	5 à 10
Prestation d'informations et de ressources documentaires et pédagogiques	8,5	3 à 10
Mémoires et thèses	8,1	3 à 10
Liens à d'autres sites	8	5 à 10
Forums de discussion et d'échange	7,8	0 à 10
Dépôts d'articles personnels	7,4	4 à 10
Réponses aux internautes par des experts	7,1	0 à 10

La recherche de ressources sous forme de matériel pédagogique ou didactique, les appels à communication, les postes ou places de stage à pourvoir, est la prestation de type utilitaire la plus retenue et ce, de manière homogène par les partenaires du cercle 1 des cantons. Organisée sous forme d'un service d'annonces, elle permettrait une certaine mise en réseau des ressources. Le calendrier des événements permettant d'annoncer les colloques, journées, congrès et autres rencontres, émanant des organisations romandes et tessinoises du domaine public et privé est également largement souhaité. La figuration des événements internationaux de la communauté francophone et anglophone est également envisagée. L'information sur les résultats³⁶ de recherches ou les recherches en cours sous forme de résumé est un point que les répondants ont jugé comme utile. Elle pourrait être donnée dans une fenêtre particulière au fur et à mesure de l'actualité puis archivée dans les champs concernés. Par contre la publication des mémoires et des thèses entraîne un intérêt plus modeste. Les liens à d'autres sites sont plébiscités ; s'agit pour les usagers d'avoir une facilité d'accès à d'autres sites romands, tessinois, suisses et internationaux traitant du déficit auditif. Le dépôt d'articles personnels portant sur la pratique des professionnels, afin de partager leurs expériences et réflexions et de stimuler la pensée et la recherche suscite un intérêt très moyen. L'aspect chronophage d'une telle activité pour les internautes semble prendre le pas sur l'intérêt à créer des synergies.

Nous avons conçu le site comme étant un moyen de palier le manque de temps pour réunir le réseau. A cette fin, nous avons imaginé une plateforme interactive qui puisse être un lieu de discussion et d'échange sur la pédagogie, la didactique, les moyens d'apprentissages et d'enseignement. Nos répondants semblent toutefois moins enthousiastes à cette proposition. Un canton n'en veut pas et les avis divergent fortement. La crainte de discours partisans sur la surdité au détriment d'apports scientifiques pourrait avoir conduit à cette prise de position. Dans le même cadre, la prestation qui permettrait de répondre à des questions en assurant les conditions d'expertise nécessaires à un fonctionnement éthique et scientifique est retenu avec précaution. Un canton s'y oppose et les autres retiennent cette prestation, mais la qualité et la neutralité des experts est posée.

Dynamique de la Plateforme et du Réseau de Ressources

Nous avons tenté de déterminer la dynamique à donner au réseau de ressources en surdité et à la plateforme, en demandant à nos partenaires si des contacts de type «présentiels» étaient souhaités en complément des contacts «virtuels» propres à une plateforme. Nous avons étudié précédemment, l'intérêt d'une complémentarité de prestations «virtuelles» et «présentielles», dans le développement de réseaux professionnels, dans la construction de réseaux sociaux et dans les communautés virtuelles d'apprenants. Nous avons également examiné quelques sites existants. Nous en avons conclu qu'une plateforme uniquement passive ne faisait pas réseau et prenait le risque de ne pas être suffisamment alimentée, ni sollicitée à terme.

³⁶ Une transparence sur les instances de financement de ces recherches pourrait être exigée

Les résultats ne vont pas dans le sens que nous souhaitions et confirment les tendances relevées dans les priorités données aux prestations. En effet «Forums de discussion et d'échanges» et «Réponses aux internautes», deux prestations interactives censées donner un certain dynamisme à la plateforme ont été rejetées par l'un des cantons. Les propositions de «contacts présentiels» telles que l'organisation ou l'orchestration de rencontres régulières des acteurs afin de donner vie au réseau de ressources en surdité, ont également été rejetées par l'un des cantons.

5.2.2 Conclusions de la première consultation

Il ressort de cette consultation que la plateforme devrait permettre la circulation d'informations et de connaissances, autour de l'enseignement et des apprentissages, du langage et de la communication, des apports médicaux et de la réadaptation fonctionnelle, des mesures thérapeutiques et pédagogico-thérapeutiques, enfin du social et de l'insertion.

Les chemins d'accès à ces informations et connaissances devraient être possibles principalement sous forme d'annonces émanant des institutions et des acteurs, de calendriers d'événements, de veille de travaux de recherches, de moteurs de lien avec différents sites, locaux, nationaux ou internationaux, dans les domaines susmentionnés.

Enfin, le concept de la plateforme devrait être celui d'un site relativement statique, ni les prestations de type interactif, ni les propositions de mettre les acteurs en présence, faisant l'unanimité des partenaires du Cercle 1, l'un des cantons les refusant catégoriquement. Ceci peut être dû à la crainte d'une sollicitation trop importante des acteurs par rapport à leurs disponibilités réelles. Ceci recouperait alors le tout premier sondage où l'indisponibilité était évoquée comme argument majeur contre un projet de création d'un réseau de ressources en surdité mobilisant des forces, du temps, de l'engagement. Ceci peut être également dû à la connaissance des difficultés liées au contrôle des informations, à l'éthique et à la neutralité des expertises. Ce frein au dynamisme de la plateforme va, en partie, à l'encontre du deuxième sondage que nous avons fait auprès de praticiens souhaitant des échanges notamment autour des ressources pédagogiques. Ceux-ci pourront se faire par le biais des annonces par exemple, mais pas par le biais d'un forum.

Par ailleurs, le repérage des acteurs dans les cantons nous a permis d'établir un document, comprenant les coordonnées de ceux-ci. Cette base de données peut être mise à la disposition des cantons.

5.2.3 Consultation des partenaires des Cercles 2 et 3

Organisation de la consultation

La consultation a porté sur les mêmes objets que ceux abordés dans la consultation précédente, avec cependant une terminologie parfois un peu modifiée afin de nous adapter à nos interlocuteurs. Il s'est agi de présenter le projet de création d'une plateforme en surdité, de mesurer la part d'intérêt pour ce projet, de savoir quels domaines, ressources et prestations étaient jugés utiles par ces partenaires potentiels, enfin de leur demander s'ils seraient favorables, sur le principe, à un partenariat, et dans ce cas, pour quels types de ressources et de prestations. La logique de la consultation des

partenaires du Cercle 1 a été basée sur les cantons pour récolter leurs priorités et identifier les acteurs de leurs réseaux, La logique de la deuxième consultation auprès des Cercles 2 et 3, a été de récolter et d'exploiter les informations «par domaines d'activités», conformément à une logique de réseaux interdisciplinaires et d'organisation d'une plateforme.

Pour ce faire, 103 questionnaires accompagnés d'une lettre et d'un court document ont été adressés aux partenaires des cercles 2 et 3, en nombre inégal selon les cantons, l'un d'eux étant particulièrement peu représenté en raison du nombre très restreint de spécialistes propres à la surdité.

Nous avons reçu 27 réponses exploitables et une réponse négative, le répondant signalant ne pas intervenir spécifiquement dans le domaine de la surdité. Certaines réponses ont été rédigées par un groupe de personnes et non par un seul individu. La provenance des réponses selon les domaines est la suivante :

Tableau 39 : Nombre de répondants par domaines

Domaine d'activités	Nombre de réponses valides
Langage et communication	4
Enseignement et apprentissage	8
Médical et réadaptation fonctionnelle	5
Mesures thérapeutiques et pédago-thérapeutiques	4
Insertion sociale et professionnelle	6

9 réponses (33%) déclarent le projet Plateforme «indispensable» et 16 (soit 60%) le juge «intéressant». La mention «sans intérêt» n'a pas été retenue. La mention «à soutenir» a été cochée par 2 répondants de domaines différents. L'utilité de la plateforme est destinée par nos répondants prioritairement à l'ensemble de leur service ou institution plutôt que pour leur usage personnel.

Prestations et domaines à retenir pour la plateforme

Les prestations jugées utiles par les partenaires des cercles 2 et 3 correspondent globalement aux priorités données par les partenaires du cercle 1. La prestation principale est celle d'un service de ressources pédagogiques conçu sous forme d'annonces, plutôt que sous forme de forum d'échanges et de discussion ou de réponses données par des experts aux questions des internautes. La deuxième prestation importante concerne l'état des lieux de la recherche (au niveau local, national et international) et l'affichage de travaux de thèses et mémoires (peut-être à un niveau plus local afin de favoriser l'ancrage d'un pôle de compétences à ce niveau). La troisième prestation retenue concerne un calendrier des événements ainsi qu'un moteur de liens avec des sites connexes afin d'avoir une visibilité sur ce qui est créé, développé, proposé dans le domaine de la surdité. Les autres prestations ont reçu un écho plus modéré. Ainsi la proposition d'organiser un «Forum de discussion et d'échanges», de «réponses aux internautes par des experts» et de la possibilité de «Dépôts d'articles» est à rapprocher de la priorité «0» attribué par l'un des cantons concernant ces mêmes prestations, hormis la troisième.

Les domaines proposés pour la plateforme ont tous été jugés utiles de manière assez équivalente. Ils sont proposés ici par ordre décroissant du nombre de réponses obtenues sans que cela représente un enjeu significatif suffisant. Il s'agit des domaines du Langage

et communication regroupant la logopédie, la linguistique, les sciences du langage, les aides à la communication, des mesures thérapeutiques et pédago-thérapeutiques, regroupant la psychologie scolaire et clinique, la psychomotricité, la neuropsychologie, la pédopsychiatrie, du Médical et de la réadaptation fonctionnelle regroupant la médecine ORL, les Implants cochléaires, et l'audioprothèse, du social et de l'insertion, regroupant le travail social, l'orientation et l'accompagnement vers la profession, les sciences sociales, enfin l'enseignement et les apprentissages regroupant l'organisation de l'enseignement, la pédagogie, la didactique, les sciences de l'éducation. Nous devons signaler l'existence d'une correspondance entre le nombre de répondants dans chacun des domaines et les domaines choisis, semble-t-il, en complémentarité au leur.

Institutions ou services favorables à un partenariat concernant la plateforme

Les répondants se sont montrés en majorité (n = 22) favorables à un partenariat. Les autres ont mentionné l'indisponibilité de leur service comme raison majeure.

Parmi les différentes ressources proposées, nous constatons bien évidemment que chaque domaine va proposer des ressources qui appartiennent à son domaine ou à un domaine voisin. Toutefois, nous pourrions selon les réponses données disposer plus aisément de matériel ou méthodes didactiques et pédagogiques qui sont les ressources les plus proposées (douze réponses).

Tableau 40 : ressources proposées par le cercle 3

Genre de ressources proposées par les domaines	Méthodes Matériel didactique / pédagogique	Informations Evènements locaux et internationaux	Moyens thérapeuti- ques et pédago- thérapeu- tiques	Moyens réadaptation fonctionnelle	Connaissan- ces scientifiques	Informatio ns légales et structu- relles	Informations Métiers en surdit�
Langage et communication	2	2	2		1		1
Enseignement et apprentissage	4	3	2		2		
Médical, réadaptation fonctionnelle	2	1	2	4			1
Mesures thérapeutiques et pédago-thérapeutiques	3	3	2	1		1	
Insertion sociale et professionnelle	1	2	1	1		2	1
Total	12	11	9	6	3	3	3

Viennent ensuite les ressources concernant les évènements c'est-à-dire les congrès, journées, rencontres professionnelles, qui ont été mentionnées onze fois. Les ressources concernant les moyens thérapeutiques et pédago-thérapeutiques semblent légèrement plus difficilement proposées. Parmi les autres propositions en partenariat, celles concernant les connaissances scientifiques, les informations légales et structurelles, et les informations liées aux métiers en surdité ne sont guère retenues.

Ces nombres, rapportés au nombre de 27 répondants, font ressortir une offre importante aux niveaux des ressources pouvant être disponibles pour la plateforme.

Nous avons également sollicité nos partenaires à communiquer les services ou prestations qu'ils pourraient proposer dans le cadre d'un partenariat afin d'alimenter la plateforme. La majorité des répondants et plus de la moitié des répondants de chaque domaine a proposé ou retenu le service d'annonces pour les ressources pédagogiques et didactiques.

Tableau 41 : prestation proposée dans le cadre d'un partenariat

Prestations proposées en partenariat par les domaines	Service d'annonces Ressources pédagogiques et didactiques	Calendrier événements /rencontres scientifiques Liens sites connexes	Listage des recherches et travaux de diplômes	Forums Echanges	Dépôts d'articles	Réponses internautes par experts
Langage et communication	2		2			
Enseignement et apprentissages	4	1		3	1	
Médical, réadaptation fonctionnelle	2	2	3	1		1
Mesures thérapeutiques et pédago-thérapeutiques	5	2		2	2	2
Insertion sociale et professionnelle	3	1		1		
Total	16	6	5	7	3	3
Rang	1	3	4	2	5	5

Le service d'annonces peut être entendu comme une prestation ne permettant pas seulement de proposer ou d'informer, mais aussi de demander quelque chose. Ceci peut expliquer ce chiffre important (seize), qui peut être mis en regard avec les ressources, ressources pédagogiques et didactiques proposées douze fois (voir le chapitre précédent).

Nous constatons qu'un partenariat est mentionné sept fois comme possible pour la prestation forums échanges, notamment par le domaine de l'enseignement (trois fois) et des mesures pédago-thérapeutiques (deux fois). Cette prestation avait reçu un nombre de réponses assez modéré quant à son utilité (huit réponses), mais surtout, rappelons que les partenaires du Cercle 1 étaient très divisés sur le choix de cette prestation.

Les autres prestations concernant le calendrier des événements ainsi que le listage des recherches et travaux de diplômes sont proposées respectivement six et cinq fois par nos partenaires, en majorité par ceux du domaine médical et de la réadaptation fonctionnelle. Enfin, la participation aux prestations dépôts d'articles et réponses aux internautes n'est retenue que trois fois.

5.2.4 Conclusions et perspectives

Le projet de création de la plateforme rencontre un accueil favorable. La consultation des partenaires des cercles 2 et 3 nous donne une bonne idée des objets à mettre sur la plateforme, objets déclinés en termes de domaines, de ressources et de prestations. Quant aux partenariats possibles, nous sommes favorablement surpris par le nombre de réponses positives, compte tenu de l'état d'indisponibilité des personnes et des services

exprimé dans un autre sondage et autour de nous. Si nous voulons bénéficier de ces offres, il convient d'en alléger au maximum les efforts d'organisation pour nos partenaires.

Le projet de création de la plateforme devient un projet pouvant avoir une certaine réalité. La consultation des partenaires nous fournit des indications intéressantes quant aux objets à mettre sur la plateforme et nous relevons une certaine concordance entre les réponses des différents cercles consultés. Ces objets sont déclinés à travers des champs disciplinaires ou professionnels déterminés, le genre de ressources souhaitées, et la forme de prestation qu'elles doivent prendre.

Les cinq domaines ou champs disciplinaires et professionnels retenus sont présentés dans un ordre plus ou moins décroissant, les quatre premiers étant retenus de manière assez équivalente par les différents cercles d'acteurs consultés. Les voici :

- Enseignement et apprentissages
- Langage et communication
- Médecine ORL et réadaptation fonctionnelle
- Mesures thérapeutiques et pédago-thérapeutiques
- Insertion sociale et professionnelle

Les genres de ressources souhaités sont présentés selon un ordre décroissant d'intérêt que voici :

- Méthodes et matériel didactique et pédagogique
- Informations sur les événements professionnels et scientifiques
- Moyens thérapeutiques et pédago-thérapeutiques
- Moyens de réadaptation fonctionnelle
- Connaissances scientifiques et résultats de pratique
- Informations légales et structurelles
- Informations sur les métiers dans le domaine de la surdité

Les genres de prestations souhaitées sont les suivantes :

- Service d'annonces concernant les ressources pédagogiques et didactiques
- Calendrier des événements et rencontres scientifiques ou professionnelles ainsi que les liens avec les sites surdité correspondant aux ressources et les domaines susmentionnés.
- Vitrine des recherches et des travaux de diplômes.

Les genres de prestations litigieuses sont les forums d'échanges et les réponses aux internautes par des experts. Ce sont des prestations retenues modérément par les partenaires des cercles 2 et 3 et qui ont fait l'objet d'un refus d'un partenaire cantonal du Cercle 1. La prestation dépôts d'articles est retenue modérément par tous les cercles consultés et doit être soumise à des conditions restant à développer.

Ce sont donc les prestations de type interactif qui sont le plus controversées, sans doute parce qu'elles engagent des propos, des auteurs et des experts, pour lesquels la mise en place d'organes de contrôle demande une organisation complexe.

D'autre part, les prestations dynamiques que nous avons prévues pour constituer le réseau de ressources en surdité, et dont la plateforme n'est qu'un support, ne font pas l'objet d'un consensus validé. Ainsi, notre proposition d'organisation ou d'orchestration de rencontres des acteurs en présentiel, comme cela est préconisé pour développer des réseaux, n'a pas été retenue de manière unanime par les partenaires du Cercle 1.

Les institutions consultées sont favorables à un partenariat ce qui nous permet d'avoir un certain optimisme dans ce projet. Nous avons récolté, par le biais de nos questionnaires, un certain nombre de noms de personnes habilitées à décider des modalités d'un partenariat dans les institutions, ceci en cas de développement de ce projet. La consultation des partenaires des Cercles 2 et 3 a créé de fait une première communication et une mise en mouvement de ce projet à l'étude. Les acteurs du Cercle 4, en partie identifiés, pourraient être contactés à une autre étape du développement de projet.

La vision de la Plateforme, son contenu, ses buts et son hébergement doivent être maintenant mis en discussion et fixés par les mandataires à ce stade, ceci avant et afin de poser les suites à donner à ce travail. En effet, il conviendrait de commencer à développer le produit avec un webmaster et un spécialiste de la gestion de ce genre de prestations, afin de développer des propositions concrètes à faire auprès des institutions et services concernés.

Bibliographie et autres références

1 Ouvrages cités

- Breitner, H. L. (1993). Die zwei Wege der Integration Gehörloser und Schwerhörige. *Hörgeschädigtenpädagogik*, 47(H. 2), 102-109.
- Daigle, D. (2003). La médiation phonologique en lecture chez des sourds gestuels de 10 à 12 ans. Paper presented at the ACFAS, Rimouski.
- Dalle-Nazébi, S., & Lachance, N. (2005). France et Québec devant la diversité culturelle. Les politiques à l'épreuve de la surdité. *Lien Social et Politiques-RIAC*, 53, 143-153.
- DavSign (2009, avril 2009). La fragilité des classes bilingues. *TendanceSourds*.
- Dubuisson, C., & Vercainge-Ménard, A. (1998). Grammaire descriptive de la LSQ. UQAM : Montréal.
- Dubuisson, C., Daigle, D., & Parisot, A. M. (2009). Scolarisation des enfants sourds au Québec.: www.unapeda.asso.fr/article.php?id_article=959
- European Association of Cochlear Implant (2006) Contribution from the Netherlands on Cochlear implant statistics. Euro-ciu a.s.b.l. Newsletter n°5. http://eurociu.implantecoclear.org/index.php?option=com_content&view=article&id=72&Itemid=108&lang=en&limitstart=5
- Elanjimattom, S. R., & Hintermair, M. (2009). Kommunikative und psychosoziale Partizipation hörgeschädigter Kinder in der Regelschule. Eine Pilotsudie mit einer deutschen Kurzversion des Classroom Participation Questionnaire (CPQ-D). *Sonderpädagogische Förderung heute*, 54(1), 53-71.
- Gobin, C., & Marot, M. (2003). Les puissances de dix et les calculatrices en quatrième. *Repères-IREM*, 50, 5-12.
- Klitzke, K., Diller, G., & Bogner, B. (2008). Integrationsklasse und Präventive Integration. *Hörgeschädigtenpädagogik*, 1, 6-14.
- LaSasso, C. j. (1999). Test-taking abilities: A missing component of the curriculum for deaf students. *American Annals of the Deaf*, 144, 35-43.
- Lelièvre, M., & (), D. (1998). Implanter une approche bilingue-biculturelle. In C. D. D. Daigle. (Ed.), *Lecture, écriture et surdité : visions actuelles et nouvelles perspectives*. (pp. 45-71). Montréal: Les Editions Logiques.
- Leonhardt, A. (2005). Schulische Integration hörgeschädigter Schüler : der Sicht der Lehrer des mobilen sonderpädagogischen Dienstes und der Lehrer des allgemeinen Schule. *Vierteljahresschrift für Heilpädagogik und ihre Nachbargebiete*, 1(5), 38-36.
- Lhericel, B. (2006). Du choix de la langue pour l'enfant sourd». In A. M. P. D. Daigle (Ed.), *Surdité et société* (pp. 27-41). Québec: Presses de l'université du Québec.
- Akamatsu, T., & Musselman, C. (2000). Nature Versus Nurture in the development of in Deaf People. In P.E. Spencer, C. Erting & M. Marschark (Eds.), *The Deaf Child in the Family and at School - Essays in Honor of Kathryn P. Meadow-Orlans*. New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates.

- Lindner, B. (2007). Schulische Integration Hörgeschädigter . Untersuchung zu den Ursachen und Folgen des Wechsels von der allgemeinen Schule an das Förderzentrum, Förderschwerpunkt Hören. Vierteljahresschrift für Heilpädagogik und ihre Nachbargebiete., 3(5), 261-263.
- Steiner, K. (2008). Schulische Integration Hörgeschädigter In Bayern. Die Wahrnehmung der Integrationssituation durch Lehrer, Mitschüler und hörgeschädigter Schüler. Ludwig Maximilain Universität, München.
- Veillette, D., Magnier, M., & St-Pierre, A. (2005). Etat de la situation de la langue des signes québécoise en enseignement. Synthèse. Montréal.

2 Autres références

- CDIP (2007). *Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Commentaire des dispositions*. Berne : CDIP.
- CMAI (Circulaire concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité, valable à partir du 1er janvier 2008).
- Faustinelli, S. (2008). Interprètes en langue des signes (lettre adressée à la CIIP par le directeur de la Fédération suisse des sourds, le 4 juillet 2008).
- LAI (Loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 19 juin 1959).
- Maradan, C. & Noël, J.- F. (2008). Moyens d'enseignement en langue des signes LSF (lettre adressée à la CIIP par les responsables de l'Institut St-Joseph de Fribourg, le 12 novembre 2008).
- OMAI (Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité du 29 novembre 1976).